



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT BIENNAL DU SECRETAIRE EXECUTIF

1994-1995



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.: GENERALE

E/ECA/CM.22/9

1er mai 1996

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Dix-septième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)

30 avril - 3 mai 1996

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Trente et unième session de la Commission/
vingt-deuxième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)

6-8 mai 1996

RAPPORT BIENNAL DU SECRETAIRE EXECUTIF 1994-1995

TABLE DES MATIERES

Pages

AVANT PROPOS	iii
-------------------------------	-----

RESUME	v
-------------------------	---

Chapitre

I. APERCU GENERAL DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DE L'AFRIQUE	1
---	---

II. MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES (1994-1995)	5
--	---

Questions et politiques relatives au développement	5
---	---

Commerce, coopération et intégration régionales	8
--	---

Lutte contre la pauvreté par le biais d'un développement durable	12
---	----

Administration et gestion du développement	18
--	----

Mise en valeur des ressources humaines et transformation sociale	19
---	----

Développement de la statistique et des systèmes d'information	21
--	----

Mise en valeur des ressources naturelles et de l'énergie	23
---	----

Transformation des infrastructures et des structures	27
---	----

Femmes dans le développement	36
--	----

Programme de services consultatifs régionaux de la CEA	37
---	----

Afrique : Situation économique critique redressement et développement	40
--	----

III.	COOPERATION ET RELATIONS AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS ET PARTENAIRES	41
IV.	GESTION DES RESSOURCES	45
	Introduction	45
	Gestion des ressources financières	45
	Développement de la technologie de l'information	56
	Gestion des ressources humaines	57
<u>Chapitre</u>		
V.	ORIENTATION FUTURES DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE : PROGRAMME DE RENOVATION DE LA CEA	61
	Introduction	61
	Plan à moyen terme, 1998-2001	62
	Changement administratifs et structurels	62
<u>Annexes</u>		
I.	PROJETS DE COOPERATION TECHNIQUE FINANCE SUR RESSOURCES EXTRABUDGETAIRES (1994-1995)	65
II.	REUNIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES TENUES DURANT LA PERIODE BIENNALE 1994-1995	69
III.	PUBLICATION TECHNIQUE DE LA CEA, 1994-1995	83

AVANT-PROPOS

Le présent rapport met en évidence les activités de la Commission économique pour l'Afrique durant la période 1994-1995, qui correspond au deuxième exercice biennal du plan à moyen terme 1992-1997. La période a été marquée par la consolidation de la phase de transition que connaissent les Etats membres et par l'approfondissement du processus de rénovation et de réforme de la CEA, qui lui-même a constitué un important élément de réponse aux mutations en cours dans les Etats membres. Les résultats économiques obtenus par les pays de la région constituent une tendance particulièrement significative et prometteuse : il est estimé que la production de la région au cours des deux dernières années s'est accrue de plus de 2 % (2,1 % en 1994 et 2,3 % en 1995). Par rapport aux résultats des autres régions en développement et au taux de croissance démographique de l'Afrique elle-même durant la même période, le taux de croissance économique a été certes modeste. Pourtant il y a bien amélioration en regard du taux de moins de 1 % enregistrée lors de la période biennale précédente.

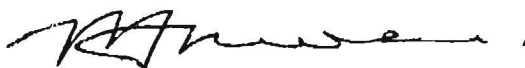
La relative amélioration des résultats économiques durant la période 1994-1995, ainsi que l'approfondissement des réformes économiques, la fin des conflits dans plusieurs pays et attachement constant à la libéralisation politique, constituent autant de motifs d'espérance pour le développement de l'Afrique. Les Etats membres et des institutions comme la CEA, qui doit principalement jouer un rôle catalyseur du progrès dans la région, doivent en priorité appuyer ces tendances positives, aussi bien en venant en aide aux pays en vue de leur développement qu'en favorisant la coopération internationale au service des initiatives régionales de développement.

L'assistance apportée aux Etats membres dans la préparation de diverses conférences internationales tenues durant la période biennale constitue un domaine particulièrement important qui met en relief le rôle catalyseur de la CEA. Ainsi la Commission a-t-elle organisé les réunions régionales africaines préparatoires pour définir une position commune africaine dans la perspective du Sommet mondial pour le développement social (1995) et de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (1995). La Conférence des ministres de la CEA responsables du développement économique et social et de la planification a également servi à constituer un vecteur pour préparer le Mémorandum spécial sur l'examen global à mi-parcours de la mise en oeuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés (1995).

De même qu'une entreprise qui, pour rester compétitive sur le marché, doit se battre et innover s'agissant de ses produits et procédés; de même une institution régionale soucieuse de mieux servir ses Etats membres doit se réinventer pour rendre des services de qualité supérieure. En conséquence, les réformes et la rénovation engagées par la CEA se justifient par le seul souci de lui permettre de demeurer un acteur de premier plan de la renaissance économique et sociale de l'Afrique. La nature et l'ampleur des réformes en cours au sein de la CEA et dont les grandes lignes sont présentées dans le dernier chapitre du présent rapport témoignent de l'attachement de la Commission à la rénovation institutionnelle.

Par définition, l'action tendant à réformer la Commission est une action commune, car elle implique de nombreux protagonistes. Elle requiert l'appui des Etats membres et la bonne volonté des partenaires de développement de l'Afrique. Mais elle requiert également le dévouement du personnel et des responsables de la Commission, dévouement que je promets dans l'oeuvre à accomplir. Avec la conjugaison des efforts, une CEA rénovée pourra - j'en suis persuadé - véritablement mieux servir l'Afrique.

Le Secrétaire exécutif



K.Y. Amoako

RESUME

Le rapport biennal du Secrétaire exécutif est le document permettant de rendre compte des activités de la Commission telles qu'elles sont menées par ses principaux organes directeurs, ses organes subsidiaires et son secrétariat pour aider les Etats membres à résoudre les problèmes de développement socio-économique qu'ils rencontrent. Le présent rapport couvre la période 1994-1995, qui correspond au deuxième exercice biennal du plan à moyen terme pour la période 1992-1997.

Durant la période biennale 1994-1995, la Commission, oeuvrant dans le cadre de sa mission générale de promotion du développement économique et social de l'Afrique, a axé son action et ses activités sur les domaines clef suivants : promotion de politiques économiques et sociales; élaboration de plans et de stratégies; renforcement des institutions en vue du développement; et fourniture d'une assistance technique aux Etats membres et aux organisations intergouvernementales (OIG) qui les regroupent.

Les activités de fond de la Commission ont été entreprises dans le cadre de neuf sous-programmes, à savoir : questions et politiques relatives au développement; commerce, coopération et intégration économiques régionales; lutte contre la pauvreté par le biais d'un développement durable; administration et gestion du développement; mise en valeur des ressources humaines et transformation sociale; développement de la statistique et des systèmes d'information; mise en valeur des ressources naturelles et de l'énergie; et femmes dans le processus de développement. Les questions relatives au renforcement des capacités, à la démarginalisation des femmes et à la coopération et à l'intégration économiques sont des thèmes qui se recoupent et sont traités dans l'ensemble des sous-programmes.

En ce qui concerne les questions et politiques relatives au développement, le programme de travail a pris en considération les grandes

questions de politique macro-économique présentant un intérêt pour les Etats membres. L'accent a été également mis sur la recherche et l'analyse ayant trait aux mécanismes nationaux d'examen et d'évaluation des conditions socio-économiques, et sur la mise au point de méthodologies et de techniques en vue de l'amélioration des plans de développement nationaux. Une large place a été accordée aux problèmes spécifiques des pays les moins avancés (PMA) de l'Afrique. Dans ce domaine, les activités entreprises ont englobé l'assistance aux Etats membres dans la mise en oeuvre des dispositions de la Déclaration et du Programme d'action de Paris pour les années 90 en faveur des PMA.

En ce qui concerne le commerce, la coopération et l'intégration économiques régionales en Afrique, la mise en oeuvre du Traité instituant la Communauté économique africaine a absorbé une bonne part des activités de la CEA durant la période 1994-1995. Les questions examinées dans ce cadre concernaient : le renforcement des communautés économiques régionales, en particulier par le renforcement institutionnel et l'élaboration de programmes; la promotion du commerce intra-africain; le renforcement des capacités institutionnelles en vue de l'intégration financière et monétaire; et le développement du tourisme. La place de l'Afrique dans le commerce mondial a également retenu l'attention. A cet égard, le secrétariat a, entre autres, réalisé un certain nombre d'études et d'analyses sur les répercussions de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur le développement de la région.

Les questions interdépendantes que sont l'alimentation et l'agriculture, la population, l'environnement et les établissements humains ont été abordés dans le cadre du sous-programme "Lutte contre la pauvreté par le biais d'un développement durable". Les activités de la Commission dans ce domaine avaient pour idée-force de faciliter la compréhension et la gestion des relations réciproques de ce domaine de ques-

tions interdépendantes qui sont au cœur même du syndrome de la pauvreté en Afrique.

Les activités menées dans le domaine de l'administration et de la gestion du développement ont continué à mettre l'accent sur l'élaboration de politiques et de stratégies afin de donner une impulsion à la gestion du secteur public, notamment en ce qui concerne son rôle régulateur et la promotion de mesures permettant d'améliorer l'efficacité de service public dans la gestion des rares ressources disponibles pour le développement. La participation active d'une grande partie de la société civile, dont le secteur privé, les organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres groupes d'intérêts au processus de développement socio-économique s'est poursuivie de manière vigoureuse, grâce à une combinaison d'interventions destinées à encourager leur participation.

Le programme de travail dans le domaine de la valorisation des ressources humaines et de la transformation sociale avait pour idée maîtresse la promotion des politiques et stratégies axées sur le développement humain et le développement social dans la région. Les activités ont essentiellement porté sur ce qui suit : les éléments fondamentaux de la planification du développement, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines ainsi que du développement social; la mise en place et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles; la promotion de la participation populaire et la consolidation de la dimension sociale du développement.

Dans le domaine du développement de la statistique et des systèmes d'information, l'accent a été mis sur la nécessité de mettre en place des capacités nationales, sous-régionales, et régionales afin de susciter et de faciliter les flux et l'échange de données statistiques et d'informations au service du développement durable et de l'intégration régionale. Le programme s'est intéressé à ces questions par le biais d'activités qui ont accordé une large place aux capacités humaines et institutionnelles et aux infrastructures requises pour la mise au point, le traitement et

l'échange de données statistiques et d'informations. La formation et les autres activités de perfectionnement du personnel ont bénéficié d'un soutien, tout comme l'introduction d'innovations technologiques en vue de l'amélioration de la circulation de l'information et de la communication, la mise en place de cadres et mécanismes institutionnels, et de réseaux pour l'accès à l'information.

La mise en valeur et la gestion des ressources naturelles et de l'énergie en Afrique demeurent un des grands défis que doit relever la région. A cet égard, la Commission a apporté son soutien aux Etats membres en vue de la formulation de politiques et programmes appropriés. Concrètement, elle a entrepris un certain nombre d'activités opérationnelles, principalement en organisant des réunions à l'issue desquelles les points suivants ont émergé : formulation de programmes d'action en faveur du développement, par les pays africains, des capacités et des moyens en vue de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales et de l'énergie, de manière à accroître leur contribution au développement socio-économique de la région; recommandations destinées à promouvoir la coopération entre les Etats et le secteur privé, en vue d'une exploitation durable et de la gestion des ressources naturelles et de l'énergie comme fondement de l'accroissement de la valeur ajoutée dans les activités de transformation, et dans le développement industriel en général.

Dans le domaine de la transformation des infrastructures et des structures, les activités étaient en particulier axées sur la mise en oeuvre de deux grands programmes décennaux en Afrique, à savoir : la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (UNTACDA II) et la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (DDIA II), ainsi que l'application de la science et de la technologie en vue du développement de capacités industrielles durables et de systèmes de transport et de communication efficaces.

Les activités de la CEA dans le domaine de l'intégration de la femme au développement ont couvert un vaste domaine et ont eu un effet de stimulation sur les nombreuses initiatives en faveur de la mise en place d'un cadre propice à la promotion de la participation et du rôle des femmes dans le développement de la région. Le secrétariat a joué un rôle de premier plan dans la participation de l'Afrique à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

Des services consultatifs ont été fournis aux pays et aux OIG en complément des activités entreprises dans tous les domaines susmentionnés, par le biais du programme de coopération technique du secrétariat. Des services consultatifs de courte durée ont été fournis, à leur demande, aux Etats membres et à leurs OIG par le Groupe multidisciplinaire des conseillers régionaux de la CEA (GMCR-CEA) sur une large gamme de questions et de politiques.

La CEA a poursuivi la coopération avec plusieurs partenaires de développement, y compris des organismes multilatéraux et bilatéraux, d'autres programmes des Nations Unies, ainsi que des ONG en vue du développement de l'Afrique. Les relations de coopération ont permis au secrétariat d'avoir la flexibilité requise pour se pencher sur un large éventail de problèmes qui se posaient aux pays membres durant la période biennale considérée.

Une vaste opération de réforme et de rénovation a été amorcée au sein de la Commission afin de lui permettre de mieux servir l'Afrique. Les réformes couvrent l'orientation des politiques, l'objectif des programmes, la structure et les méthodes de gestion. Elles sont marquées au sceau de l'excellence, de l'optimisation des ressources et de l'efficacité des liens de partenariat.

I. APERÇU GENERAL DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DE L'AFRIQUE

A. Aperçu général du développement de l'Afrique dans la première moitié des années 1990

Le développement de l'Afrique dans la première moitié de cette décennie a été marqué par des changements multiples qui, dans certains pays, se sont passés simultanément : de la guerre à la paix, du parti unique au pluralisme politique, de l'apartheid à la démocratie non raciale, de l'économie dirigée et protégée par le gouvernement au marché libre, à l'initiative privée et au commerce libéralisé.

Dans quelques pays, malheureusement, les changements se sont effectués à rebours : d'une paix et d'une stabilité relative vers une guerre civile dramatique, voire à un génocide sauvage. Au moins 20 millions d'Africains ont été déplacés à l'intérieur de leur pays ou obligés de chercher refuge à l'extérieur, fuyant les points chauds. Fait positif toutefois, la paix s'est confirmée dans beaucoup de pays. La plupart des pays africains, cependant, sont restés stables et ont conservé une paix relative - situation beaucoup moins tragique que laissent généralement croire les titres accrocheurs de la presse sur les conflits. Que la majorité des pays maintiennent une certaine paix est un exploit remarquable en lui-même, vu les défis accrus qu'ils doivent relever.

Pour faire face à ces défis, pratiquement tous les pays africains en paix ont entrepris des réformes pour le changement. Un certain nombre de pays ont remplacé leur système de parti unique par le pluralisme. Ces dernières années, pas moins de 30 élections suivies par des observateurs internationaux ont été organisées en Afrique. En 1994, les premières élections démocratiques et non raciales de l'histoire de l'Afrique du Sud ont instauré dans ce pays, le premier gouvernement non racial - Gouvernement d'unité nationale - chargé de guider le pays pendant la période de transition jusqu'en 1999. Et presque tous les pays dotés d'un gouvernement sérieux ont entrepris des réformes macro-économiques et

sectorielles pour stimuler durablement les résultats économiques.

Les réformes économiques en vue de stabiliser, restructurer et transformer les économies africaines pour les rendre plus rentables et plus compétitives ont des coûts sociaux afférents. Pour n'en citer qu'un : la restructuration du secteur public a inévitablement entraîné des compressions de personnel massives, même si elles ont été atténuées par des indemnités de licenciement comme les compensations pour perte d'emploi, les stages de reconversion, les pensions, les lignes de crédit subventionné pour ceux désirant s'installer à leur compte, etc. Un autre exemple est la perte d'emploi occasionnée par la hausse de importations en raison de politiques commerciales plus libérales, avant que les entreprises africaines ne se restructurent et apprennent à faire face à une compétition extérieure sévère.

La situation macro-économique de la plupart des pays africains est plus saine qu'elle ne l'a jamais été en 30 ans. Les pays sont maintenant mieux placés pour être compétitifs sur les marchés internationaux. Le climat politique est plus hospitalier et l'environnement économique plus propice qu'avant l'introduction des réformes. Les pays africains commencent à réunir les conditions requises pour attirer davantage l'épargne et l'investissement intérieur et extérieur afin de garantir une reprise économique durable et une croissance accélérée. Dans l'ensemble, on peut dire sans exagérer que l'Afrique **est prête** à prendre son envol économique et à retrouver un développement social durable.

B. La situation économique et sociale en 1994-1995

La situation économique et sociale de l'Afrique en 1994-1995 offrait une image plutôt contrastée. Les nouvelles encourageantes et les

sources d'espoir s'accompagnaient de l'existence de points névralgique persistants et de questions problématiques qui continueront d'exiger, pendant longtemps encore, la plus grande attention des décideurs politiques. Des détails complets de l'évolution économique de l'Afrique pendant cette période figurent dans l'**Etude des conditions économiques et sociales de l'Afrique** et dans le **Rapport économique sur l'Afrique** publiés respectivement par la CEA en 1995 et en 1996.

Selon les estimations provisoires de la CEA, la production économique de l'Afrique, mesurée aux prix constants de 1990 (en dollars E.-U.), s'est accrue de 2,2% en 1995 et de 1,6% en 1994. Les résultats économiques pendant la période biennale considérée ont enregistré une légère hausse par rapport à la période biennale précédente de 1992-1993. Ainsi, en Afrique, la production par habitant a diminué de 0,7% en 1995, suivant une baisse de 1,3% en 1994. Dans la première moitié de la décennie, de 1990 à 1995, on estime qu'en Afrique, le PIB par habitant a baissé chaque année de 2% en moyenne. Cependant, d'une manière plus positive, si l'on compare les chiffres de ces cinq

années à ceux de la période biennale précédente, on remarque que, bien que toujours sensible aux conditions climatiques et à la situation du marché extérieur sur lesquels l'Afrique n'exerce aucun pouvoir et bien qu'encore nettement inférieure taux d'accroissement de la population, la croissance économique du continent est à un tournant.

Cependant, un autre indicateur encourageant qui laisse croire à une éventuelle reprise de l'économie africaine est la ventilation pays par pays des résultats économiques de l'Afrique (tableau 1.1). Le nombre de pays enregistrant une production en baisse n'a cessé de diminuer dans les années 90 jusqu'à n'être que trois en 1995. Les pays dont le taux de croissance économique dépasse le taux d'accroissement de la population connaissent une tendance à la hausse depuis 1992 et étaient au nombre de 26 en 1995. De même, les pays dont le taux de croissance économique est égal ou supérieur aux 6% recommandés comme objectif par le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (UN-NADAF), ont augmenté pendant quatre ans jusqu'en 1995.

Tableau I.1. Répartition des pays africains en fonction du taux de croissance du PIB donné en pourcentage, 1990-1995

Taux de croissance annuel	1990 ¹	1991 ¹	1992 ¹	1993 ¹	1994	1995 ²
négatif	16	14	19	16	15	3
0,0 - 2,9	13	13	16	16	14	24
3,0 - 5,9	16	15	14	14	19	19
6,0 - 7,9	5	5	3	3	1	7
> 8,0	2	5	0	3	4	0
Nombre total de pays	52	52	52	52	53	53

¹ Pas de chiffres disponibles pour l'Erythrée jusqu'en 1994.

² Estimations préliminaires.

Ces chiffres positifs rendent hommage aux efforts déployés par la plupart des pays africains ces 10 dernières années pour transformer leur économie et la doter d'une base plus saine. Par

ailleurs, le taux de croissance toujours faible de certains pays qui représentent le gros de la population et de la production économique africaines, indique, qu'en dépit des efforts

cumulés, des problèmes demeurent qui doivent être résolus afin de libérer l'économie africaine à la fin de la décennie.

Les pays africains peuvent être regroupés dans trois grandes catégories. La première concerne les pays en retard en raison des conflits continuels ou des tensions politiques et sociales qui empêchent de mobiliser les ressources nationales ou étrangères pour s'engager sérieusement dans l'entreprise de modernisation et de reconstruction. La deuxième catégorie est celle des pays qui n'ont pas entrepris les réformes économiques et sociales avec assez de conviction et de volonté. En effet, certains ont mal appliqué les principales parties de leurs programmes de réformes, entraînant un gaspillage des coûts sociaux encourus en adoptant ces réformes, sans rien obtenir du changement d'orientation si ce n'est une aggravation de la situation macro-économique. Par conséquent, les acteurs économiques nationaux et étrangers sont devenus sceptiques dans leurs calculs et prévisions, perdant leur sensibilité aux signaux de politique générale. La troisième catégorie regroupe les pays qui ont entrepris des réformes avec enthousiasme, élaborent des politiques nouvelles et audacieuses pour régler les problèmes économiques et sociaux et voient en l'importance de la stabilité macro-économique une condition préalable pour une croissance stable. Des trois catégories, c'est toujours la troisième qui a vu ses résultats économiques s'améliorer sans cesse.

Dans l'ensemble, les pays africains, même les réformateurs décidés, accusent un retard en raison des faiblesses structurelles pour lesquelles on doit prendre les mesures qui s'imposent. L'insuffisance des capacités dans tous les domaines cruciaux des ressources humaines, des institutions, des infrastructures matérielles et de la mobilisation financière n'a pas permis de remédier aux faiblesses structurelles.

L'intermédiation financière en Afrique est limitée aux grandes villes, ce qui laisse à l'écart l'essentiel des agents économiques de l'Afrique : les petits exploitants agricoles, les artisans, les petits chefs d'entreprise et les femmes. Par

conséquent, les taux d'épargne et d'investissement nationaux restent bien en dessous de 20%, ce qui est trop bas pour maintenir une forte croissance économique.

L'image contrastée qu'offrent les résultats économiques et sociaux de l'Afrique est riche d'enseignements pour le futur. Il faudra redoubler d'efforts pour engager les pays plongés dans les conflits et des impasses socio politiques sur la voie de la réconciliation, de la paix et de la stabilité. Il ne peut y avoir de développement sans paix. Les pays qui sont incohérents dans la mise en oeuvre de leurs programmes de réformes doivent s'inspirer de l'exemple de ceux qui se sont engagés sérieusement dans la recherche de solutions. Tous les pays africains doivent insister sur la mise en place, le maintien et l'exploitation efficace des capacités cruciales - mobilisation humaine, institutionnelle, ainsi qu'en matière d'infrastructures et de finances. Et les pays doivent éliminer les barrières qui séparent leurs économies et empêchent le commerce, l'initiative privée et le financement. Ces éléments pris ensemble sont les conditions préalables pour stimuler la compétitivité des pays africains dans l'économie mondiale du siècle à venir.

C. Perspectives

Les difficultés auxquelles les pays africains continueront à se heurter à moyen terme peuvent se résumer en quatre grands points : accélérer et généraliser la croissance économique, instaurer un équilibre durable entre les éléments de la problématique population-alimentation-environnement, assurer une bonne gestion des affaires publiques et mettre fin aux conflits, faire face à la mondialisation et parvenir à une compétitivité internationale.

Le premier obstacle trouve sa source dans la faiblesse généralisée des structures qui nécessite des réformes en profondeur, des politiques nouvelles et pragmatiques assez souples, bénéficiant de l'appui des partenaires étrangers et appliquées avec patience et volonté. Ces deux derniers points sont importants car les difficultés qui handicapent l'Afrique et l'empêchent

d'accélérer sa croissance économique et son développement ne peuvent pas être résolues du jour au lendemain - ni en quelques années. Afin d'atténuer les conséquences et la gravité de la pauvreté en Afrique, il faut une croissance forte, stable et générale.

Le deuxième problème résulte de la combinaison de l'accroissement rapide de la population, de techniques de production obsolètes, inefficaces, voire destructives, et d'un écosystème fragile. L'équilibre ne pourra être rétabli qu'en agissant sur les trois éléments de la combinaison.

Le troisième problème est créé par le fait paradoxal d'accorder la liberté aux individus et de les émanciper par rapport à l'Etat avec l'établissement de la paix et de la stabilité fondées sur l'équité et l'auto-détermination.

Le quatrième problème est une conséquence de la révolution de l'information et des transports qui, progressivement, sur le plan économique, vide les frontières nationales de tout sens.

Face à ces difficultés, les pays africains continueront d'être handicapés par l'insuffisance des ressources financières, les aléas climatiques et les facteurs échappant à leur contrôle comme l'évolution du marché mondial qui détermine le prix des produits de base, des biens importés, des services et des taux d'intérêt. Malgré les concessions octroyées aux pays les moins avancés au titre du Cycle l'Uruguay, les pays africains devront travailler à l'accélération de leur croissance dans des conditions nettement différentes de celles ayant présidé aux mutations des vieilles économies de marché et des nouveaux pays industrialisés (NPI) d'Asie et d'Amérique latine. Alors que ces pays ont tous organisé leur croissance derrière les murs du protectionnisme, les Accords du Cycle d'Uruguay ont pour conséquence d'obliger l'Afrique à réaliser sa croissance et à effectuer sa mutation dans un contexte de commerce mondial libéralisé et de flux financiers. Comment y parvenir ? C'est là, en effet, un redoutable défi politique.

En outre, à moins que les créanciers ne se montrent plus généreux et trouvent au fardeau de la dette extérieure des pays africains une solution qui les libère des conséquences des prévisions erronées, elle continuera à engloutir les ressources financières dont les pays ont cruellement besoin et qu'ils pourraient consacrer à la mise en place des capacités cruciales.

Etant donné ces défis et obstacles, il est clair que les perspectives concernant les résultats économiques et sociaux jusqu'en l'an 2000 dépendent fortement de certaines conditions. Vu ces contraintes, le taux de croissance économique de la région pourrait atteindre 4 à 5 % par an d'ici à l'an 2000, à condition :

a) d'avoir de bonnes conditions climatiques sur le continent ;

b) de continuer sur la même lancée les réformes économiques et sociales poursuivies depuis la dernière décennie;

c) de maintenir le taux de croissance économique mondial aux 3-4 % enregistrés depuis 1992 tout en gardant stables les taux d'intérêt et l'inflation sur le marché mondial;

d) de faire monter le taux d'investissement national à 20-25 % du PIB, financé par une hausse de l'épargne nationale, de l'investissement étranger direct et des flux de portefeuille plus que suffisants pour compenser les réductions des transferts de l'aide publique au développement (ODA);

e) que les pays placent leur développement dans le contexte de la mise en place et de l'exploitation des capacités ainsi que de l'intégration régionale. L'inobservation de l'une de ces conditions maintiendrait certainement la croissance économique à des taux à peine supérieurs à ceux enregistrés ces dernières années.

II. MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES (1994-1995)

Au cours de la période biennale 1994-1995, le programme de travail de la CEA a continué d'être axé sur les mesures à mettre en oeuvre en vue de remettre l'économie africaine sur le chemin d'une relance durable et d'un développement accéléré, dynamique et compétitif à l'échelle mondiale. Dans ce cadre, on a poursuivi l'élaboration de plans et de stratégies, préconisé des politiques économiques et sociales et mené un certain nombre d'activités opérationnelles, notamment la tenue de réunions de groupes spéciaux d'experts, la fourniture de services consultatifs et la tenue de cycles de formation sous différentes formes.

La Commission a lancé, au cours de la période considérée, une initiative de première importance concernant la constitution et l'utilisation de capacités cruciales en Afrique. Les vingt-neuvième et trentième sessions de la Commission ont respectivement examiné les rapports préliminaire et intérimaire sur le Programme-cadre pour la mise en place et l'utilisation des capacités cruciales en Afrique. Ce Programme doit servir de référence pour les stratégies de constitution et d'utilisation de capacités cruciales

en Afrique. Celles-ci sont définies comme des capacités incluant des dimensions humaines, institutionnelles et en matière d'infrastructures. Le Programme propose, à l'intention des gouvernements africains et de leurs partenaires de développement, des mesures et des actions destinées à renforcer la constitution de capacités dans les 10 domaines prioritaires suivants : la gestion des affaires publiques, l'analyse des politiques et la gestion du développement; la valorisation des capacités humaines; les capacités du secteur privé; la mise en place et la conservation des infrastructures physiques; la sécurité et l'auto-suffisance alimentaires; l'exploitation des ressources naturelles et leur diversification par la transformation et la fabrication; la gestion de l'environnement et des ressources écologiques en Afrique pour un développement durable; la maîtrise de la science et de la technologie en vue d'une croissance accélérée et d'un développement durable; et la mobilisation des ressources financières.

Les activités menées dans le cadre des différents sous-programmes autour desquels la Commission a organisé son travail durant la période considérée sont soulignées ci-après :

QUESTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT

Dans le cadre de ce sous-programme, on a continué de mettre l'accent sur les questions essentielles suivantes : Quelles sont les mesures que l'Afrique doit prendre pour stopper la dégradation de la situation socio-économique et pour inverser la tendance? Quelles sont, à l'orée du XXI^e siècle, les mesures prioritaires pour mettre l'Afrique sur le chemin d'une relance durable, d'une croissance accélérée et d'un développement durable? Quelles sont les ressources nécessaires à cet effet et quelle en sera l'origine? Quelles leçons tirer de l'expérience des autres régions et du monde dans son ensemble?

Les réponses à ces questions figurent dans les activités de l'ensemble des sous-programmes. Elles ont en particulier guidé la Commission dans ses travaux d'analyse et de recherche, notamment dans le domaine des questions et de la gestion macro-économiques, de la gestion de la dette et de la gestion financière, de la planification du développement et de l'utilisation de modèles économiques. Ce sous-programme a également traité de questions spécifiques concernant le développement des PMA.

A. La recherche pour l'analyse et la mise en oeuvre des politiques macro-économiques

Dans le domaine des politiques et de la gestion macro-économiques, les activités de recherche ont visé à améliorer les mécanismes nationaux d'examen et d'analyse des conditions socio-économiques et d'évaluation des politiques et programmes de développement dont notamment le renforcement des mécanismes, méthodes et techniques de planification par la mise au point d'instruments permettant d'analyser les données et projections.

Au nombre des principales activités menées dans ce domaine figure la publication de l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique pour 1994-1995 qui a porté sur l'analyse des tendances récentes dans les différents secteurs de l'économie des pays africains, les principaux problèmes et politiques ainsi que leur impact sur la croissance et le développement. D'autres études ont été menées sur différents sujets. Elles ont révélé que d'une façon globale, les performances économiques de l'Afrique demeuraient déplorables, à l'exception cependant des quelques signes encourageants de reprise, quoique modeste, enregistrés dans de nombreux pays du continent.

B. Faire face aux problèmes interdépendants de la dette et du financement du développement

La dette et le financement du développement qui entretiennent des relations d'interdépendance ont largement hypothéqué les efforts de développement de l'Afrique. La Commission a déployé des efforts considérables pour examiner la situation de la dette et du financement du développement dans la région. C'est ainsi qu'a été organisé un forum de discussion de haut niveau sur la "Problématique du financement du développement en Afrique". Les participants à ce forum ont passé en revue les immenses défis que l'Afrique doit surmonter pour mobiliser les ressources nécessaires à son développement et à l'amélioration du niveau de vie de la majorité de la population. Le secrétariat a également publié un important rapport intitulé "Examen des tech-

niques de réduction et de conversion de la dette et leur application en Afrique".

Au cours de la période considérée, les principales activités menées dans les domaines du financement du développement ont porté sur l'élaboration d'un certain nombre de documents dont la "Promotion des marchés de capitaux en Afrique dans le contexte de l'amélioration de la mobilisation des ressources intérieures et extérieures pour le développement" et l'"Impact des chocs extérieurs sur les zones monétaires africaines et les stratégies mises en oeuvre en vue de leur atténuation".

C. Planification du développement

a) Planification de l'autosuffisance alimentaire

Le sous-secteur de l'alimentation a bénéficié d'une attention particulière. L'aggravation de la situation alimentaire et la chute des revenus agricoles nécessitent la mise en place d'une planification appropriée et rigoureuse. A cet égard, une étude intitulée "Planification stratégique dans le sous-secteur de l'alimentation" a été élaborée. Celle-ci a engagé les Etats membres à adopter des politiques permettant de maintenir des niveaux adéquats de sécurité alimentaire par l'amélioration de la production, de la distribution, de la commercialisation et du stockage des denrées alimentaires dans un cadre de coopération régionale accrue. Elle a également proposé un processus de planification agricole en cinq étapes:

- a) Analyse des systèmes sociaux et techniques réels;
- b) Détermination des systèmes pouvant être techniquement mis en oeuvre;
- c) Détermination des systèmes pouvant être généralisés et mis en oeuvre dans la pratique;
- d) Systèmes à caractère participatif;
- e) Evaluation.

b) Modélisation économique

En Afrique, la modélisation économique et l'intégration des modèles économiques dans l'analyse des politiques ne sont généralement pas pleinement utilisées. Une étude élaborée par la CEA a cependant démontré que la formulation et l'application de modèles connaissent une dynamique réelle, ce qui constituait un important progrès sur la voie de l'amélioration de la gestion économique. Suite à cette étude, la Commission s'est lancée dans un certain nombre d'activités concernant l'élaboration de modèles indicatifs de planification visant à faciliter la définition de stratégies et de politiques économiques dans le cadre de plans nationaux de développement cohérents et adéquats en indiquant à chaque fois les implications propres aux différents scénarios de développement.

C'est ainsi que les Seychelles, entre autres pays, ont bénéficié de l'assistance de la CEA dans le domaine de l'élaboration de modèles macro-économiques à court terme. Cette opération, conçue comme système d'alerte avancée, permet d'introduire des ajustements à court terme pour faire face aux changements soudains pouvant survenir sur les plans interne et externe.

D. Politiques en faveur des pays africains les moins avancés (PMA)

En Afrique, les PMA sont au nombre de 33 et constituent un enjeu de première importance pour la région. Dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme d'action pour les PMA, la Commission a mené plusieurs activités. C'est ainsi qu'elle a procédé à l'examen des performances des PMA dans le cadre de l'Examen global à mi-parcours de la mise en oeuvre du Programme d'action. D'une façon générale, les PMA d'Afrique ont continué d'enregistrer des

résultats médiocres en raison de différentes contraintes internes et externes. Sur un plan interne, les facteurs défavorables ont essentiellement été les mauvaises conditions climatiques, les guerres civiles, la faiblesse de la base de production et de consommation dans un certain nombre de PMA ainsi que l'aggravation de l'endettement. Ces résultats ont été présentés dans un document faisant état des progrès accomplis par les PMA d'Afrique dans la mise en oeuvre de la Déclaration de Paris et du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés. Ce document a ensuite donné lieu à un Mémoire spécial sur l'examen global à mi-parcours qui a été adopté, en mai 1995, par la vingt et unième réunion de la Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification.

Une étude a également été menée sur la rationalisation des flux d'investissements étrangers directs (IED) dans les pays africains les moins privilégiés. Cette étude a exploré les possibilités d'accroissement des flux de ressources par la mise en oeuvre de mesures appropriées concernant la structure des stimulants, y compris les stimulants fiscaux, les réformes économiques visant à développer le rôle du secteur privé, le développement de l'infrastructure et des institutions financières et la mise en place d'un environnement macro-économique et politique stable.

Une autre étude a été consacrée à l'évaluation des performances des institutions de crédit spécialisées dans les PMA de la région. L'objectif de cette étude était de renforcer la contribution des institutions de crédit agricole à la productivité de l'agriculture. Un certain nombre de recommandations y ont été faites dans le but d'améliorer les systèmes institutionnels de crédit en faveur des petits cotisants.

COMMERCE, COOPERATION ET INTEGRATION ECONOMIQUES REGIONALES

Avec l'entrée en vigueur du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine, l'accent est essentiellement mis sur le renforcement des communautés sous-régionales et régionales en tant qu'instruments de développement de la coopération. Il est en outre nécessaire de définir les domaines majeurs de promotion de la coopération et de veiller à ce que la plupart des pays africains comprennent que les activités de coopération constituent un impératif et qu'ils doivent s'y engager résolument. Pour que les Etats membres s'impliquent activement dans la coopération régionale, il est nécessaire d'établir une concurrence interne dans des domaines tels que ceux du commerce et de l'investissement.

C'est dans cet esprit qu'au cours de la période biennale 1994-1995 les travaux de la Commission ont été axés sur la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine. En matière de commerce et de coopération et d'intégration économiques régionales, ces activités ont porté sur :

a) Le renforcement des communautés économiques régionales aux niveaux institutionnel et sectoriel, l'accent étant mis sur la rationalisation, l'harmonisation et la coordination de leurs activités;

b) La relance des échanges commerciaux africains internes et externes;

c) Le renforcement des échanges intra-africains;

d) Le renforcement des capacités institutionnelles en vue d'accélérer le processus d'intégration monétaire et financière; et

e) Le tourisme et le développement de l'Afrique.

a) Le renforcement des communautés économiques régionales

Les communautés économiques régionales constituent un élément moteur du processus d'intégration régionale. Il est donc nécessaire de renforcer les capacités des communautés économiques sous-régionales existantes telles que la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC) et l'Union du Maghreb arabe (UMA).

C'est pour répondre à un tel besoin que la CEA a élaboré un document intitulé "Convergence des politiques de coopération et d'intégration régionales : la mise en oeuvre du Traité instituant la Communauté économique africaine". Ce document a été soumis à la Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification. Les propositions de convergence de ces politiques reposaient sur une approche intégrée à quatre dimensions : les infrastructures, la production, la libéralisation du commerce et les orientations. L'accent a également été mis sur la nécessité d'établir une harmonisation et une convergence sectorielles dans différents domaines tels que la libéralisation du commerce, la libre circulation des biens et des personnes, la monnaie, les finances et les paiements, l'alimentation et l'agriculture, l'industrie, la science et la technologie, l'énergie, les ressources naturelles et l'environnement, le contrôle de l'effet des déchets toxiques sur l'environnement, les transports et les communications, le tourisme, les ressources humaines, les affaires sociales, la santé et la population.

La CEA a également accordé une assistance technique aux communautés économiques régionales et aux OIG pour améliorer les méthodes et moyens d'approfondissement de la coopération et de l'intégration économiques et assurer la sécurité alimentaire. A cet effet, un programme de coopération technique a été élaboré à l'intention de la Commission de l'océan Indien (COI) dans les domaines de la navigation entre les îles et du cabotage maritime, de l'industrie, de l'environnement et des affaires maritimes. La CEA a également élaboré un cadre de coopération technique devant servir de guide à l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement (IGADD) dans la programmation de ses activités de coopération et d'intégration régionales. D'autres activités ont été menées pour relancer et restructurer l'IGADD. La CEEAC a également bénéficié de l'assistance de la CEA pour définir les modalités de relance du processus d'intégration économique régionale en Afrique centrale. Les pays africains membres du Groupe des Etats ACP ont en outre bénéficié d'une assistance dans leur négociation de la Convention de Lomé.

Plusieurs pays ont bénéficié d'une assistance technique pour le renforcement de l'intégration monétaire et financière en Afrique. C'est ainsi que la Commission a prêté son concours aux activités menées dans le domaine de la convertibilité des monnaies dans les pays de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP)/Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA). La CEA a également participé à des réunions de l'Association des banques centrales africaines (ABCA) et coopéré à l'élaboration d'une étude sur la mise en oeuvre du COMESA. Elle a en outre apporté sa contribution aux réunions du Groupe de travail des gouverneurs africains préparant les réunions annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

La CEA a participé au programme d'harmonisation monétaire du COMESA. Elle a également étroitement collaboré avec la ZEP et la SADC dans la recherche des moyens de parvenir

à la sécurité alimentaire en Afrique de l'Est et en Afrique australe. S'agissant des programmes de développement des bassins, elle a apporté son soutien à l'Autorité du bassin du Niger (ABN) en participant aux efforts de définition d'un plan d'action destiné à relancer et à renforcer les activités de cette Organisation.

Elle a également fourni une assistance en réponse aux besoins de groupes sous-régionaux spécifiques en matière de promotion de la coopération dans des domaines spécifiques. Au nombre de ces initiatives figure notamment l'étude sur l'interconnexion des réseaux électriques des pays membres de la Communauté économique des pays des Grands lacs (CEPGL) et de l'Organisation du bassin de la Kagera (OBK). Cette étude avait pour objet de déterminer les principes de base de la coopération en vue de réaliser, entre autres, des économies d'échelle et de parvenir à une utilisation optimale des ressources électriques dans la région. A cet égard, il a été procédé à l'identification de quatre projets d'interconnexion électrique qui seront réalisés au cours de la période 1995-2001. Les pays de la CEPGL étant sans littoral, ils ont bénéficié d'un soutien dans les domaines des transports. C'est ainsi que cinq études concernant les transports par voies d'eau et les transports aériens dans les pays de la Communauté et de l'OBK ont été réalisées.

Les gouvernements africains ont depuis longtemps souligné la nécessité de créer une institution régionale africaine spécialisée dans les questions monétaires et financières dont la responsabilité première serait d'aider les pays du continent à élaborer un cadre général ou des principes directeurs pour la promotion de l'intégration monétaire et financière. C'est dans ce cadre qu'un rapport faisant état des étapes franchies dans la perspective de la création d'un fonds monétaire africain a été présenté à la cinquième session de la Conférence des ministres africains des finances tenue en février 1994. Ce rapport rendait compte des progrès accomplis à ce jour dont notamment l'accord politique donné par les Etats membres. Il soulignait également la nécessité d'élaborer une étude détaillée sur les

aspects techniques liés à la création du Fonds. D'autres activités ont été menées dans le domaine de la coopération monétaire, en particulier en ce qui concerne l'harmonisation des politiques monétaires et financières au niveau sous-régional. Une étude d'évaluation de l'efficacité des institutions financières sous-régionales en matière de mobilisation des ressources pour le développement a également été élaborée.

b) La relance des échanges internes et externes de l'Afrique

Les tendances négatives marquant le développement socio-économique de l'Afrique sont pour la plupart dues à la faiblesse de la base productive et au déclin de la part de l'Afrique dans les recettes d'exportation. Pour surmonter ces faiblesses, il est de l'avis général nécessaire d'agir dans cette direction, à la lumière notamment de l'adoption de l'Acte final des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay, événement mondial de premier plan qui ne manquera pas, selon les analyses actuelles, d'avoir un impact sur les perspectives de relance et de croissance en Afrique. Les nouvelles tendances marquées par une implacable concurrence à l'échelle mondiale nécessitent la mise en place de capacités efficaces, nombreuses et souples capables de prévoir les événements et de procéder aux ajustements qu'appelle l'évolution du marché mondial. Une étude a été élaborée par la CEA dans ce cadre en vue d'analyser l'impact prévisible des Accords du Cycle d'Uruguay sur certains secteurs hautement prioritaires. L'objectif était de proposer des mesures permettant d'aider les pays africains à tirer profit de ces accords. Cette étude a recommandé la mise en oeuvre de mesures permettant de minimiser l'impact négatif de la mise en oeuvre de ces accords à court, moyen et long terme et d'en tirer le maximum d'avantages.

Les conclusions et recommandations de cette analyse d'impact ont été discutées lors de la Conférence internationale sur le Cycle d'Uruguay tenue à Tunis en 1994. Sur la base de cette analyse, la Conférence a adopté le "Cadre d'action pour l'assistance technique à fournir aux

pays africains dans le contexte de la mise en oeuvre des Accords du Cycle d'Uruguay". Au nombre des propositions figurant dans le Cadre d'action pour faire face aux défis de l'après-Cycle d'Uruguay, celles qui appellent une attention immédiate concernent la fourniture d'une assistance technique pour un certain nombre de questions. Cette assistance technique permettra d'aider chaque pays africain dans les domaines suivants :

a) L'évaluation des besoins internes (juridiques, administratifs) pour se mettre en conformité avec les dispositions de l'Accord;

b) L'évaluation de l'impact économique et les implications des différents accords; et

c) Les nouvelles conditions d'accès au marché auxquelles ces pays doivent faire face, y compris les barrières commerciales; l'Accord sur la mise en oeuvre de l'Article VII (l'évaluation en douane); l'Accord sur l'inspection avant expédition; l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (TRIPS); le Mémoire d'accord sur les règles de procédure régissant le règlement des différends; et le Mécanisme d'examen des politiques commerciales.

Une autre étude a été menée dans le but d'évaluer la place de l'Afrique dans le marché mondial des produits de base et l'état d'application de la Convention de Lomé IV. Cette étude intitulée "Coopération dans le domaine de la mise en valeur des minéraux industriels et agricoles" a permis de déterminer les insuffisances structurelles inhérentes à l'industrie et d'identifier les domaines de coopération. Elle a été présentée à un atelier de la SADC qui a adopté la plupart de ses recommandations. Celles-ci devraient être intégrées dans le protocole élaboré par la SADC pour le secteur minier.

c) Le renforcement des échanges intra-africains

Le développement et la promotion du commerce intra-africain constituent un des piliers de

l'intégration et de la coopération économiques. La disponibilité d'informations en matière de commerce, y compris celles relatives à l'offre et à la demande de produits, l'élimination des obstacles aux échanges, la promotion d'un environnement favorable au commerce et la mobilisation des opérateurs commerciaux constituent autant d'exigences fondamentales pour développer les échanges intra-africains.

Au nombre des activités menées par la CEA pour développer les échanges intra-africains, on peut notamment citer :

a) Dans la sous-région couverte par le MULPOC d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, l'élaboration d'une étude sur "la mise en valeur des pierres gemmes et la stratégie de leur commercialisation" qui a constitué le document de base d'un atelier sur cette question. Cet atelier a abouti à la création de l'Association africaine de mise en valeur des pierres gemmes dont la réunion inaugurale s'est tenue à Nairobi en octobre 1995. Cette association a pour objectif de développer l'intérêt porté aux activités des négociants de pierres gemmes et de développer la coordination et l'harmonisation des activités liées au commerce de ces pierres par la création, dans la sous-région, d'un bureau d'échange de pierres et la tenue d'expositions sous-régionales;

b) Dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, les effets de la dévaluation du franc CFA sur le processus d'intégration, en particulier dans les domaines des relations commerciales et de la promotion des échanges, ont été analysés;

c) Considérant l'importance de l'agriculture pour les pays de la sous-région des Grands Lacs, principalement composés des pays de l'OBK, une étude sur l'harmonisation des politiques agricoles dans les pays de l'OBK, portant notamment sur les forêts, le développement rural et la commercialisation des produits agricoles, a été menée. Une autre étude sur les huiles comestibles a également été élaborée. Il en ressort que la production d'huiles comestibles peut être augmentée si les difficultés liées à la production, à la récolte, au stockage et aux technologies sont sur-

montées. Dans une première étape, les agriculteurs doivent être encouragés à développer de nouvelles plantations pour la production d'huile de palme et à développer les plantations d'arachides et de soja;

d) Le secteur minier est un secteur où il est également possible de développer les échanges intra-africains. Le potentiel d'échange de minéraux dans le bassin de la Kagera a fait l'objet d'une évaluation. L'étude propose notamment la création d'une banque de données sur les activités d'exploration dans le bassin;

e) Certaines actions ont porté sur les questions de la coopération Sud-Sud à l'intérieur des sous-régions et avec d'autres pays du Sud. C'est ainsi qu'une étude sur la libéralisation des échanges de biens produits localement dans les sous-régions de la CEDEAO et du COMESA a été menée dans le but de rechercher les moyens de développer, à l'intérieur des sous-régions, les échanges de biens produits localement. Une autre étude a été consacrée aux questions commerciales, en particulier les perspectives et les problèmes du développement de la coopération commerciale Sud-Sud.

d) Le renforcement des capacités institutionnelles de suivi et d'intégration financière

La Commission a apporté son concours dans la recherche des moyens permettant d'accélérer le processus d'intégration monétaire et financière en Afrique. C'est ainsi que de nombreuses activités ont eu lieu en association avec des organisations sous-régionales et des institutions financières. Dans ce domaine, les études publiées par la CEA ont porté sur l'"harmonisation des politiques monétaires et financières au niveau sous-régional" et les "techniques de financement du commerce extérieur". En matière de coopération internationale, la CEA a été invitée par le secrétariat du COMESA à coordonner, financer et aider à la préparation d'une "Etude sur la mise en oeuvre du programme d'harmonisation monétaire dans le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe". Les conclusions de cette

étude ont été présentées à la première réunion du Comité de coopération monétaire et financière du COMESA et à la première réunion des gouverneurs des banques centrales des pays du COMESA, toutes deux tenues à Windhoek (Namibie) en novembre 1995.

e) Le tourisme et le développement de l'Afrique

L'importance du tourisme en tant que source de recettes pour le financement des programmes de développement socio-économique est largement admise. Il n'en reste pas moins que le potentiel de ce secteur reste largement sous-utilisé malgré les résultats positifs enregistrés ces dernières années. La contribution du tourisme au développement de l'Afrique a ainsi constitué l'un des axes majeurs des activités de la CEA au cours de la période biennale 1994-1995. C'est ainsi que l'accent a été davantage mis sur la

mobilisation des ressources générées par le tourisme en faveur du développement global.

A cet égard, un rapport a été élaboré par la Commission dans lequel sont synthétisées différentes analyses sur le développement du tourisme en Afrique dans l'intention de faire des propositions pour que ce secteur contribue de façon plus tangible au processus d'intégration de l'Afrique et au développement global de la région. Ce rapport renferme des recommandations concernant le développement du tourisme aux niveaux sous-régional et régional dont notamment des mesures permettant d'améliorer les liaisons aériennes, les structures hôtelières et les conditions d'accueil, d'accroître la participation des entreprises locales au secteur touristique, de valoriser l'héritage culturel de l'Afrique et les ressources humaines. L'étude a également recommandé de créer un mécanisme de promotion de la coopération et de l'intégration en matière de tourisme.

**LUTTE CONTRE LA PAUVRETE PAR LE BIAIS
D'UN DEVELOPPEMENT DURABLE**

En raison de la faiblesse constante des résultats économiques de l'Afrique, combinée à une rapide croissance démographique et à l'alourdissement du fardeau de la dette, les gouvernements ont de plus en plus de mal à élever les niveaux de vie de leurs populations. Chose tout aussi inquiétante, il est de plus en plus difficile pour un nombre croissant d'Africains de s'alimenter et de satisfaire d'autres besoins essentiels, notamment l'eau potable et le logement.

Certaines approches adoptées pour lutter contre la pauvreté, en particulier les modalités traditionnelles comme les réformes agraires, les subventions des biens et des services et l'octroi de moyens de production, ont déjà fait l'objet de nombreux documents et études. On a beaucoup moins insisté sur les liens intersectoriels et l'effet de synergie, d'importance cruciale, qui existent

entre l'alimentation et l'agriculture, la population, l'environnement et les établissements humains. La Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement a tenu sa première réunion en mars 1996 autour du thème suivant: "Relever les défis du développement durable et de l'environnement en Afrique". Elle a essayé de définir des stratégies et des programmes à partir des liens d'interdépendance existant entre l'agriculture et, en particulier, l'approvisionnement alimentaire, le développement rural et les ressources en eau, la population, l'environnement et les établissements humains, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. L'un des importants résultats issus de cette Conférence a été la Déclaration d'Addis-Abeba sur l'environnement et le développement durable en Afrique.

a) Amélioration de l'autosuffisance alimentaire et de la sécurité alimentaire en Afrique

Les activités entreprises par la CEA dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture ont visé essentiellement à accroître les moyens des pays africains en matière d'analyse des politiques de sécurité alimentaire, de planification et de sensibilisation des décideurs à la nécessité d'améliorer la sécurité alimentaire, notamment grâce à la diversification et à l'accroissement de la production, à l'amélioration des revenus et à celle de la base de l'alimentation. A cet effet, des mesures et des initiatives pour assurer la production écologiquement viable, l'exploitation et l'utilisation rationnelles des ressources alimentaires traditionnelles et non traditionnelles et des ressources de la pêche, de la forêt et de l'élevage et l'amélioration des réseaux de distribution, ont été recommandées.

Plusieurs rapports faisant ressortir divers aspects de la sécurité alimentaire et de ses implications pour la lutte contre la pauvreté ont été établis et présentés à la première Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement, dont les suivants :

a) un rapport évaluant la progression de la lutte contre la pauvreté;

b) un rapport en faveur de l'utilisation et l'exploitation rationnelles des ressources alimentaires non traditionnelles en tant que sources alimentaires d'appoint, dans le cadre de la recherche de la sécurité alimentaire au niveau des ménages vulnérables, notamment dans les zones rurales. En outre, plusieurs documents directifs ont été élaborés après des travaux de recherche sur un certain nombre de problèmes relatifs à la sécurité alimentaire. Ils ont porté par exemple sur la recherche d'une autre stratégie possible, propre à accroître l'autosuffisance ainsi que la compétitivité sur le marché mondial, de façon à amener l'Afrique à une sécurité alimentaire durable.

Comme auparavant, la CEA a continué à sensibiliser les décideurs en prenant une part active à des réunions où elle a pu fournir des avis techniques sur des questions relatives à la sécurité alimentaire. Elle a, par exemple, participé aux réunions suivantes :

a) "Third Presidential Forum on the Management of Science and Technology for Development in Africa" (troisième forum présidentiel sur la gestion de la science et de la technologie au service du développement de l'Afrique), tenu à Kampala (Ouganda), lors duquel la CEA a présenté, au sujet de la sécurité alimentaire en Afrique, un document de fond définissant un cadre stratégique pour l'instauration d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle de base;

b) "Advisory Committee Meeting on Mobilization of Domestic Resources, Agricultural Reform and Self-evaluation of Good Governance" (réunion du comité consultatif sur la mobilisation des ressources locales, la réforme de l'agriculture et l'auto-évaluation en matière de conduite des affaires publiques), tenue à Harare (Zimbabwe), lors de laquelle elle a présenté un document portant sur les implications des réformes agricoles pour la lutte contre la pauvreté rurale en Afrique.

Des réunions d'institutions intergouvernementales sous-régionales ont été organisées pour examiner les moyens d'établir des complémentarités entre Etats voisins, en vue d'augmenter leur capacité individuelle et collective d'améliorer la sécurité alimentaire et de répondre à la nécessité de préserver la base des ressources naturelles. Au titre de contributions à ces études sous-régionales, la CEA a réalisé, pour les sous-régions de l'Afrique centrale, de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, des études approfondies sur le commerce frontalier de produits alimentaires. Celles-ci ont permis de repérer les goulets d'étranglement et de définir des mesures correctrices grâce auxquelles l'action commerciale et les échanges intérieurs sous-régionaux pourraient contribuer de manière effective à améliorer la situation en matière de sécurité alimentaire et, partant, à réduire la

pauvreté. Des recommandations, préconisant l'harmonisation des politiques de production alimentaire et de fixation des prix, la création de réseaux sous-régionaux d'information sur les marchés de produits alimentaires, l'élaboration de régimes de crédit appropriés pour le secteur privé et l'amélioration des infrastructures de commercialisation, ont été approuvées lors de ces réunions. D'autres études ont été effectuées, portant sur les mesures de mise en valeur et de préservation des ressources naturelles en vue d'un développement agricole durable, sur l'exploitation rationnelle des ressources naturelles pour la production de produits alimentaires non traditionnels et à d'autres fins, comme le logement et la recherche de recettes en devises, et, pour la sous-région de l'Afrique du Nord, sur les politiques d'amélioration de l'aménagement de micro-bassins versants et de conservation des sols dans les régions arides et semi-arides en vue d'un développement durable.

D'autres études encore ont été réalisées dans ce domaine, notamment les suivantes :

a) une étude relative, d'une part, à l'élaboration de cadres d'action et de lignes directrices pour permettre à des analystes africains des politiques en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire de mettre au point et d'appliquer des politiques et programmes complets de sécurité alimentaire, aux niveaux national, sous-régional et régional et, d'autre part, à la détermination des problèmes les plus importants en matière de commercialisation, qu'il convient d'examiner et d'inclure dans les plans nationaux de développement agricole;

b) une étude sur la mise au point d'outils d'analyse et de manuels de formation pour l'analyse des politiques de sécurité alimentaire, la création de réseaux de bases de données et d'information relatives aux programmes de sécurité alimentaire et sur le suivi de la contribution de la sécurité alimentaire à la lutte contre la pauvreté;

c) un examen et une évaluation des programmes africains de crédit aux petits exploitants

agricoles à la lumière des expériences d'autres pays en développement, en vue d'accroître la contribution du crédit à la lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté;

d) une étude des mesures permettant de développer la coopération en vue de l'exploitation et de la gestion de ressources halieutiques communes et une autre étude sur l'élevage et la sécurité alimentaire; et

e) une étude consacrée à l'aide à apporter aux pays africains ravagés par la guerre dans leurs efforts de réorganisation et de reconstruction, dont le produit est un cadre général de programmes d'action en faveur de pays dévastés par la guerre, notamment pour le Rwanda, le Burundi et le Mozambique.

b) Population et développement durable

En adoptant le Programme d'action de Kilimandjaro et la Déclaration de Dakar/Ngor sur la population, la famille et le développement durable, les pays africains ont reconnu que les questions de population faisaient partie intégrante du processus de développement socio-économique. En conséquence, pendant la plus grande partie de la période biennale, les activités en matière de population ont été axées essentiellement sur la préparation de la Conférence internationale sur la population et le développement, la participation de l'Afrique à ladite conférence et aux mesures de suivi relatives aux questions de population compte tenu des besoins des Etats membres, tels qu'ils ont été exprimés dans la Déclaration de Dakar/Ngor, le Programme d'action issu de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD-1994), le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et le programme Action 21.

i) Préparation de la Conférence internationale sur la population et le développement

L'aide à apporter aux Etats membres dans le cadre de la préparation de la Conférence

DECLARATION DE TUNIS SUR LA POPULATION ET LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

En adoptant la Déclaration de Tunis, les pays africains, de façon explicite,

- * ont affirmé leur volonté résolue d'atteindre les objectifs qualitatifs et quantitatifs énoncés dans la Déclaration de Dakar/Ngor;
- * ont réaffirmé qu'un effort soutenu était nécessaire "pour la formulation de politiques explicites de population" et pour "établir et/ou renforcer les institutions nationales" chargées des questions de population;
- * se sont engagés à ramener le taux de croissance démographique à 2,5% d'ici l'an 2000 et à 2% d'ici l'an 2010 et à accroître les ressources budgétaires affectées aux programmes de population;
- * ont reconnu que la paix, la sécurité, la stabilité et la primauté du droit étaient des préalables nécessaires au développement et au bien-être des populations africaines;
- * ont souligné que les questions de population devaient être traitées dans le cadre plus large des besoins socio-économiques des pays africains, dans les domaines notamment de la sécurité alimentaire, des services de santé, de l'éducation, du logement et de la condition des femmes.

internationale sur la population et le développement a constitué l'une des principales préoccupations de la Commission. L'aboutissement des travaux préparatoires entrepris par les pays africains a été l'adoption par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, réunis pour leur trentième Sommet en 1994 à Tunis, de la "Déclaration sur la population et le développement en Afrique", par laquelle ils entérinaient la Déclaration de Dakar/Ngor, adoptée par la Conférence africaine sur la population, en 1992.

ii) Activités en matière de population

Malgré le nombre toujours croissant de politiques explicites formulées en matière de population, les problèmes suivants subsistent : fécondité toujours élevée dans la plupart des pays, taux de mortalité constamment en progression et exode rural ininterrompu. C'est sur cette toile de fond que, dans ses activités en matière de population, la CEA s'est particulièrement attachée à l'analyse des domaines les plus déterminants de la population, tels que la planification familiale, les migrations féminines, la structure par âge de la population et ses implications pour l'utilisation

des ressources, la mortalité, la population et l'environnement, ainsi qu'aux dispositions institutionnelles en vue de la définition et de la mise en oeuvre de programmes.

Parmi les diverses études effectuées en vue de mieux cerner les questions de population et leurs effets sur le développement durable, une étude a été faite sur les objectifs de planification familiale vus sous l'angle de la baisse de la fécondité et des soins de santé liée à la procréation, pour aider le nombre croissant de pays africains qui se sont engagés dans des programmes de planification familiale comme moyen de freiner les tendances de la démographie et d'améliorer la situation socio-économique de leurs populations. Cette étude porte sur l'établissement d'objectifs de programmes en matière de planification familiale, dans le cadre de la réduction de la fécondité et de l'amélioration des soins de santé liée à la procréation. Ses conclusions montrent que, parmi les facteurs à considérer dans la planification familiale, il faut inclure les suivants : amélioration des conditions socio-économiques en général; volonté ferme du gouvernement d'améliorer la santé liée à la procréation; éducation des jeunes filles et

amélioration de la condition féminine; lutte contre la pauvreté.

Les questions liées aux mouvements migratoires ont occupé une place prépondérante dans les travaux de la CEA en matière de population. A cet égard, une nouvelle tendance se dessine en Afrique, à savoir la proportion croissante de femmes dans ces mouvements. Pour mieux comprendre ce phénomène, la CEA a **entrepris** une étude sur les caractéristiques des migrations féminines dans certains pays africains, leurs causes et leurs conséquences pour la planification du développement. Cette étude, fondée sur **une** analyse régionale et une étude de cas portant sur le Lesotho, la Namibie et le Zimbabwe, a permis de constater que les migrations **féminines** pouvaient être motivées par des raisons économiques (recherche **d'emploi** ou intérêt commercial), familiales (pour suivre les maris) et politiques (déclin de l'agriculture, nombre croissant de femmes éduquées et la crise économique). L'une des conséquences de ces migrations est la déstabilisation des familles, etc.

Une étude, relative aux implications de la structure par âge de la population pour l'utilisation des ressources et la sécurité sociale, dans le cadre de la lutte contre **la** pauvreté, a **permis** d'évaluer l'accès à des régimes de sécurité sociale et les relations entre la structure par âge de la population et les ressources. Il a été constaté que les avantages actuels de la sécurité sociale étaient limités, ne couvrant dans leur quasi-totalité que les allocations de maternité, les allocations familiales et de maigres retraites **suffisant** à peine pour le style de vie le plus élémentaire, d'où l'obligation pour les personnes âgées de dépendre des plus jeunes pour survivre et, **au** bout du compte, le cercle vicieux de la pauvreté.

L'interdépendance entre la population et le développement durable et, en particulier, les liens entre l'environnement, l'urbanisation et les mouvements migratoires, ont fait l'objet d'une autre étude, consacrée, d'une part, **aux** causes et conséquences des agressions sur l'environnement

résultant des phénomènes de migration et d'urbanisation (dont la définition inclut les concentrations, les dispersions et les déplacements de population, les mouvements, l'installation et la réinstallation de réfugiés et le tourisme) et, d'autre part, les causes et conséquences de nature écologique des migrations et de l'urbanisation. Cette étude a permis de démontrer par des faits que les facteurs du milieu, tels que la pression démographique dans les zones rurales, la sécheresse, la **famine** et la désertification, les invasions d'insectes et les maladies, l'érosion des sols et les catastrophes naturelles, jouaient un rôle dans les phénomènes de migration et de réfugiés en Afrique. Ses conclusions soulignaient le caractère nécessaire **de** politiques intégrées de population et d'environnement et proposaient des politiques fondées sur la **décentralisation**, la participation de la population au développement et sur la transparence pour pallier certaines des conséquences négatives de l'interaction entre l'environnement, les migrations et l'urbanisation.

Les programmes en matière de population ne peuvent donner de bons résultats que s'ils sont amarrés à des dispositions institutionnelles propres à faciliter la prise en considération des facteurs de population dans les plans de développement et à créer un environnement structuré permettant à un Etat membre de mener à bien son programme national de population. Une évaluation des dispositions institutionnelles devant permettre la définition et la mise en oeuvre de programmes nationaux en matière de population en Afrique a donc été réalisée. L'analyse des données a permis de constater que les structures institutionnelles s'inscrivaient dans trois grands groupes : les structures de définition des politiques en matière de population, les structures de mise en oeuvre des politiques et les structures de décentralisation de la mise en oeuvre des politiques, à partir du niveau national jusqu'à des niveaux plus restreints. De plus, pour qu'il y ait une articulation effective, il faudrait, lors de la création des institutions, définir des critères clairs, un mandat précis pour chaque élément de la structure ainsi qu'un mode et un mécanisme de collaboration entre les divers éléments.

c) Environnement et développement en Afrique

La Commission a adopté les Stratégies africaines pour la mise en oeuvre d'Action 21 en 1993. Les Stratégies se fondent sur l'idée que les défis qui se posent dans le domaine de l'environnement doivent être abordés dans une perspective élargie, une perspective embrassant les préoccupations plus générales du développement. Elles reconnaissent dans toute leur importance les liens existant entre l'environnement et le développement. Plusieurs activités ont été lancées pour renforcer les capacités nationales, sous-régionales et régionales en vue de la mise en oeuvre du programme d'Action 21. C'est ainsi que l'Autorité intergouvernementale de lutte contre la sécheresse et pour le développement (IGADD) a bénéficié d'un soutien technique dans la réorientation et la relance de ses activités relatives aux questions d'environnement. Un appui technique a également été apporté au Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD) pour renforcer ses opérations et son programme de travail, y compris pour ce qui est de la mobilisation des ressources nécessaires.

Le soutien à la lutte contre la désertification, conformément aux engagements pris dans le cadre des conventions ayant trait à ce domaine, a été considéré comme l'une des grandes priorités pour la région. En conséquence, la CEA a apporté un appui technique aux différentes sessions du Comité intergouvernemental de négociation sur la désertification. Cette assistance a permis de faire adopter par les pays africains une orientation commune ainsi qu'une approche commune des négociations, dans le cadre de laquelle l'Afrique soulignait que le problème de la sécheresse et de la désertification dans la région n'était pas de nature uniquement technique, mais qu'il s'agissait d'un problème de développement, qui devait être considéré dans une optique multidimensionnelle. Il fallait, par exemple, insister davantage sur la lutte contre l'élimination totale de la pauvreté et sur la recherche de modes de subsistance différents pour les communautés pauvres.

d) Problèmes liés aux établissements humains

Dans ce domaine, les activités ont essentiellement porté, d'une part, sur la définition et la mise en oeuvre de politiques d'établissements humains visant à remédier aux déséquilibres entre les zones rurales et les zones urbaines dans les pays africains et, d'autre part, sur les mesures pouvant faciliter la mise en oeuvre du Plan d'action énoncé dans la Stratégie mondiale du logement jusqu'en l'an 2000.

Dans la plupart des pays africains, il n'y a pas d'approche intégrée de la planification des établissements humains dans le cadre global du développement socio-économique. Les plans de développement ne reflètent pas suffisamment les relations sectorielles ni les relations entre zones urbaines et zones rurales, ce qui se traduit par des lacunes dans le développement des établissements humains, surtout dans les zones rurales. Les problèmes sont aggravés par la forte croissance de la population, l'exode rural et la faiblesse de la densité de population dans les communautés rurales.

La CEA a apporté son concours aux Etats membres pour la résolution des problèmes d'établissements humains, notamment en proposant des orientations et des stratégies, et pour la mobilisation des ressources. L'attention a été portée en particulier à la nécessité d'adopter des systèmes intégrés de planification prenant suffisamment en considération les exigences des établissements tant ruraux qu'urbains.

Les efforts entrepris par les pays africains pour donner suite à la Stratégie mondiale du logement jusqu'en l'an 2000 ont reçu le soutien actif de la CEA, sous la forme d'études par pays et d'élaboration de principes directeurs destinés à leur faciliter la définition de politiques du logement. Les principes directeurs donnés par la CEA mettaient l'accent sur la planification stratégique et sur la nécessité d'une action concertée des secteurs public et privé pour que tous puissent avoir des logements satisfaisants d'ici l'an 2000.

Le secrétariat aide les pays africains pour la préparation de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (HABITAT II), qui doit se tenir à Istamboul (Turquie) en 1996. A cet égard, la CEA coordonne et facilite les activités régionales, en

particulier celles qui doivent conduire à la définition d'une position africaine sur la situation des établissements humains en Afrique et à la mise au point du Rapport/Atlas continental sur le logement en tant que contribution à HABITAT II.

ADMINISTRATION ET GESTION DU DEVELOPPEMENT

Le développement de l'Afrique doit avoir pour racines des pratiques de gestion saines et efficaces aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. Il faut, pour les renforcer, des dirigeants qui mettent toute leur énergie à créer un environnement propice à une large participation des citoyens au processus de développement. En matière d'administration et de gestion du développement, les activités de la CEA ont donc été axées sur l'assainissement de la gestion des affaires publiques, dans le cadre d'un effort visant à faciliter l'adoption de politiques favorables au développement du secteur privé, à améliorer le rendement du service public, à sensibiliser davantage à la nécessité d'utiliser à bon escient les rares ressources et de respecter les principes de responsabilité et à faire prévaloir la nécessité de répartir les pouvoirs politiques et administratifs au moyen de la décentralisation.

Le secrétariat a établi un "Rapport sur la promotion du développement du secteur privé et de l'esprit d'entreprise par la création d'un environnement propice", qui a été examiné par la Conférence des ministres africains responsables du développement humain, en 1994. La Conférence a formulé des recommandations concrètes concernant le développement d'activités productives et de créneaux générateurs de revenus.

Le secrétariat a réalisé plusieurs études centrées sur le renforcement du secteur privé en Afrique, portant notamment sur la "Réduction des obstacles juridiques et réglementaires au développement du secteur privé", la "Promotion et (le) renforcement des marchés du crédit et des capi-

taux en vue du développement du secteur privé", les "politiques financières pour la promotion des investissements dans les secteurs privés nationaux" et "Le secteur non structuré dans les économies africaines: incidences en ce qui concerne l'application de politiques fiscales appropriées". Le message essentiel de ces études est que le développement et la consolidation du secteur privé devraient être considérés dans le contexte des mesures stratégiques à prendre pour accélérer la relance sociale et économique et qu'en conséquence, les pays devraient adopter des politiques visant à supprimer les entraves à l'expansion du secteur privé et à sa contribution au développement.

La formation, qui est restée l'une des pièces maîtresses de l'assistance technique en matière d'administration et de gestion du développement, s'est déroulée sous la forme d'ateliers nationaux pour des Etats membres. Trois ateliers ont été organisés en Zambie, ayant pour thèmes la gestion financière publique intégrée, la réalisation et l'évaluation de programmes de formation et l'amélioration de la capacité de gestion financière publique et de l'exercice contrôlé des responsabilités en matière de gestion financière publique. En Ethiopie, un atelier a été organisé pour des vérificateurs des comptes concernant l'amélioration de la capacité de gestion financière publique et de l'exercice contrôlé des responsabilités en matière de gestion financière publique et un autre, similaire, pour des cadres des services financiers régionaux. Un atelier de même type a également été organisé pour le Botswana.

Par ailleurs, la CEA a entrepris des activités visant à faire prévaloir la nécessité de la participation de la société civile au développement socio-économique de la communauté où elle se trouve. Elle l'a fait par le biais d'un projet de terrain axé sur la participation de la population en vue d'un développement durable. Les activités prévues au titre de ce projet visaient à stimuler une participation massive de la part de la société civile, en particulier les ONG, au processus de développement. Des ateliers et autres instances ont été organisés dans ce domaine pour faciliter la jonction entre les gouvernements et les organi-

sations de la société civile. Ils avaient pour but de promouvoir, entre autres :

- a) l'émancipation économique des femmes, en tant que moyen d'accroître leur contribution;
- b) le gouvernement par le peuple, reconnaissant l'importance de la participation de la population à la prise de décision;
- c) l'interdépendance, le dialogue et la coopération entre le gouvernement et les ONG en vue de la participation de la population à la reconstruction et au développement du pays.

MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES ET TRANSFORMATION SOCIALE

Les populations de l'Afrique constituent son principal atout; elles sont d'une part les agents et d'autre part les bénéficiaires du développement durable. C'est pour cette raison que les gouvernements africains, les ménages, les ONG, les organisations civiques et d'autres parties prenantes devraient s'engager à assurer la mise en valeur des ressources humaines tout en répondant aux besoins sociaux des populations.

Le programme d'assistance de la CEA a mis l'accent sur le renforcement de la dimension humaine et sociale du développement grâce à la promotion de politiques et de stratégies de développement centrées sur l'homme est conformes aux problèmes et préoccupations de la région en matière de ressources humaines et de développement social.

A cet égard, les activités réalisées durant la période 1994-1995 ont consisté essentiellement à fournir une assistance aux Etats membres dans les domaines ci-après :

- a) Planification, mise en valeur et utilisation des ressources humaines et du développement social;

- b) Mise en place et renforcement des moyens humains et institutionnels, notamment ceux des ONG et des organisations populaires;

- c) Promotion de la participation populaire et renforcement de la dimension sociale du développement.

a) Fourniture de directives

La CEA a été au centre d'une action concertée régionale lors du Sommet mondial pour le développement social. Elle a pris l'initiative de la formulation d'une position africaine sur le développement humain et social, qui a abouti à l'adoption par les gouvernements africains d'une position commune africaine sur le développement humain et social en Afrique, laquelle a été une contribution de poids à la Déclaration et Programme d'action adoptés par le Sommet. La Position commune africaine a établi un programme d'action pour le développement humain et social qui comprenait des mesures au plan national, telles que les changements d'orientations et l'allocation de ressources accrues aux programmes de lutte contre la pauvreté, de création d'emplois productifs et de revenus, d'intégration sociale, de paix et de stabilité politique et la promotion et la consolidation de la participation populaire dans le développement de la région.

Elle a également défini les diverses mesures complémentaires devant être prises par les partenaires de développement de l'Afrique pour soutenir les efforts de la région en vue d'un développement centré sur l'homme.

C'est la CEA qui a été chargée du suivi des conditions du développement humain dans la région et de la mise en oeuvre des décisions de la Conférence des ministres africains responsables du développement humain. Le rapport sur le développement humain en Afrique, une publication biennale de la CEA qui a été lancée en 1995, sera le principal mécanisme de suivi des progrès enregistrés dans le domaine du développement humain en Afrique. Le premier numéro de la série s'est ouvert par un débat sur le consensus sur le développement humain, le concept et l'évaluation du développement humain et l'état du développement humain en Afrique. Il a mis l'accent sur les thèmes des "objectifs pour les enfants", de la "santé pour tous" et de "l'éducation de base pour tous".

Grâce à l'organisation de séminaires, la CEA a permis la promotion du dialogue entre les responsables gouvernementaux et les planificateurs d'une part, et les organisations populaires d'autre part, sur les questions relatives à la participation populaire dans le développement. A cet égard, des ateliers nationaux ont été organisés dans les pays membres suivants : Afrique du Sud, Egypte, Gambie, Ghana, Namibie, Nigéria et Rwanda. D'autres ateliers nationaux visant à renforcer la capacité des organisations de développement populaire et des ONG ont été tenus en Gambie et en Ouganda.

b) Assistance technique

Afin de promouvoir des mesures appropriées sur les questions de développement humain et social, de renforcement des capacités et de participation populaire, le secrétariat a, comme par le passé, continué surtout de fournir une assistance technique aux Etats membres dans les domaines de la mise en valeur des ressources humaines et du développement social grâce à l'organisation de séminaires, d'ateliers et de

services consultatifs. Parmi ceux-ci, des séminaires et des ateliers nationaux et sous-régionaux sur les secteurs traditionnels et non traditionnels tels que la planification de la mise en valeur des ressources humaines et du développement humain; les politiques et programmes en matière de ressources humaines; les défis posés par la mise en valeur des ressources humaines; les méthodes de planification de l'emploi et de promotion de la productivité; l'impact social des programmes d'ajustement structurel (PAS); l'impact socio-économique du Sida sur les ménages et les familles, l'accent étant mis sur son incidence sur la main-d'oeuvre; les jeunes, les drogues et la santé; l'impact socio-économique du VIH/Sida sur les ménages et les familles en Afrique; l'impact des crises socio-économiques sur les jeunes et les drogues et la santé.

La CEA a accueilli le Forum mondial des ONG sur "Building sustainable societies : The role of NGOs in emergencies and social development" organisé à Addis-Abeba du 14 au 17 mars 1994, en collaboration avec l'International Council of Voluntary Agencies (ICVA), la Christian Relief and Development Association (CRDA), le Consortium of Ethiopian Voluntary Organizations (CEVO) et le Groupe interafricain. Les objectifs du Forum étaient d'analyser le rôle des ONG dans la promotion du règlement pacifique des conflits; d'identifier les possibilités de passer de l'assistance au développement et d'accroître les efforts des ONG pour le développement durable, et d'identifier les modalités et les stratégies pour promouvoir le développement de sociétés civiles fortes, viables et actives ainsi que d'élaborer les préoccupations, les positions et les points de vue des ONG qui ont été présentés au Sommet mondial pour le développement social. Les résultats du Forum mondial ont, notamment, été l'adoption de la Déclaration d'Addis-Abeba sur la mise en place de sociétés viables : le rôle des ONG. En particulier, la Déclaration d'Addis-Abeba a préconisé des recommandations sur des thèmes spécifiques tels que les crises et les opportunités pour la paix; la transition de l'assistance au développement; la société civile : les fondements de la démocratie et de l'intégration sociale et les préoccupations des ONG.

DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE ET DES SYSTEMES D'INFORMATION

Le Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique dans les années 90 et la Stratégie pour sa mise en oeuvre guident à l'heure actuelle les activités de la CEA dans le domaine du développement de la statistique. L'objectif du Plan est de s'attaquer aux insuffisances des services de statistique des pays africains, qui sont de la mauvaise gestion des bureaux de statistique et de l'absence de financement à la publication irrégulière des produits ainsi qu'à la mauvaise qualité des données produites et à la faiblesse des systèmes de diffusion.

Dans ce contexte, les activités de la CEA durant la période biennale ont mis l'accent sur l'assistance aux pays pour la mise en place et/ou le développement d'une structure solide ayant la capacité de produire, traiter, analyser et diffuser des statistiques démographiques, sociales, économiques et environnementales intégrées ainsi que d'autres informations pour le développement. Ces activités ont été exécutées dans deux domaines prioritaires : le développement de la statistique et le développement des systèmes d'information.

En tant que promoteur du développement de la statistique et de l'information, le secrétariat profite de la célébration de la Journée africaine de la statistique et de la Journée africaine de l'information pour le développement pour sensibiliser le public au rôle important que la statistique et l'information jouent dans tous les aspects du développement socio-économique. Le thème de la célébration de 1995 était "Renforcer les systèmes d'information pour l'échange d'informations en Afrique". La CEA a saisi cette occasion pour inviter les Etats membres et les institutions régionales et sous-régionales africaines ainsi que les institutions donatrices à appuyer les activités en matière d'information pour le développement

et à adopter une approche plus dynamique de l'échange d'informations.

a) Développement de la statistique

Durant la période biennale, la recherche et l'analyse concernant des mesures visant à réorganiser, relancer et développer les moyens et les systèmes statistiques en Afrique ont constitué l'orientation principale des activités de la CEA. Ainsi, les principales activités de recherche ci-après ont été effectuées :

a) Evaluation de 15 années de fonctionnement du Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA);

b) Activités de recherche dans les services nationaux de statistique et les centres de PFSA;

c) Evaluation et planification des besoins statistiques : un examen des méthodes et des pratiques actuelles;

d) Méthodes de traitement des données statistiques dans la région; et

e) Répertoire des statistiques de l'environnement spécifiquement axées sur les questions climatologiques liées à l'environnement.

Dans toutes ces études, la nécessité d'accorder une attention particulière à la capacité des ressources humaines de produire et de traiter les données et l'information statistiques a été soulignée, tout comme la nécessité de mettre en place la capacité institutionnelle et infrastructurelle. Concernant l'amélioration des capacités humaines, la formation et d'autres possibilités de perfectionnement du personnel ont été proposées comme options possibles pour mettre en place la masse critique requise pour

satisfaire les besoins statistiques de la région. La nécessité de fournir l'assistance technique, surtout par la communauté internationale a été également soulignée pour appuyer le renforcement des capacités dans ce domaine. Les pays africains devraient faire preuve d'une plus grande détermination en s'occupant davantage des besoins en statistique et en information de la région. Concernant les activités de recherche, la nécessité de coordonner les activités et les ressources pour plus d'efficacité a également été soulignée.

Pour promouvoir la création de la Communauté économique africaine, il importe d'accorder une importance et une attention particulières au traitement des données commerciales. Une autre raison de développer les statistiques commerciales est la baisse évidente des capacités des pays africains concernant leurs données commerciales. Cette baisse des capacités est imputée à plusieurs facteurs dont le non-fonctionnement des institutions responsables de statistiques commerciales et l'exode des compétences. Pour remédier à cette situation, la CEA a réalisé une étude pour évaluer les problèmes rencontrés par les pays africains dans la collecte, le traitement et la diffusion des statistiques commerciales. Les résultats de l'étude ont montré que les activités de collecte, de traitement et de diffusion incombaient respectivement à l'administration douanière et au bureau central de statistique. Les problèmes rencontrés étaient les suivants :

a) Sur le plan de la collecte : retards dans la réception des formulaires douaniers, manque de formulaires, commerce illégal, manque de formation du personnel, services de transport inadéquats, absence de coopération entre l'administration douanière et le bureau central de statistique et formulaires douaniers mal remplis;

b) Sur le plan du traitement : budget insuffisant, absence de logiciels appropriés, faiblesse des effectifs, pénurie d'ordinateurs et mauvaise fixation des priorités; et

c) Sur le plan de la diffusion : retards dans l'impression, budget insuffisant, absence de

matériel d'impression et retards dans l'élaboration des manuscrits.

En conclusion, les solutions à long terme suivantes ont été proposées : formation du personnel à la collecte, au traitement et à la diffusion de données commerciales; formation des agents des douanes à la collecte et à la présentation des données commerciales; fourniture d'un appui financier et technique pour le traitement et la diffusion de produits commerciaux et statistiques.

b) Promotion de l'information pour le développement

L'Afrique ne s'est pas encore jointe à la révolution de l'information. Et pourtant, le développement économique de l'Afrique dépendra fortement du développement du secteur de l'information. Si des progrès considérables ont été réalisés dans la collecte, l'analyse, le stockage, la recherche et la diffusion de données statistiques, cependant très peu a été fait jusqu'à ces dernières années dans le domaine des données non numériques. L'économie est devenue vraiment mondiale du fait de l'élimination des barrières. Les fournisseurs peuvent obtenir les éléments nécessaires quel que soit le pays d'origine. Pour que l'Afrique exporte même ses produits primaires, elle doit chaque jour avoir accès à une information actuelle. Pour éviter une plus grande marginalisation économique et sociale, les pays africains doivent assurer l'accès aux nouvelles technologies en matière d'information et de technologies. Le côté positif de ce défi est que si les pays africains choisissent d'élaborer des politiques, stratégies et programmes dans ce domaine, les coûts d'investissement sont beaucoup plus bas que dans les autres secteurs et les possibilités plus grandes d'utiliser les nouvelles technologies pour passer directement à la croissance et au développement durable.

Il est de plus en plus évident que les applications de la technologie de l'information se répandent dans nombre de pays pauvres du monde et produisent beaucoup d'avantages. La technologie de l'information réduit également le temps nécessaire pour identifier et exploiter les

possibilités en matière de commerce, d'investissement et de financement.

Pour permettre la réalisation de ce qui précède, le Système panafricain d'information pour le développement (PADIS) de la CEA a mené diverses activités, à savoir amener les Etats membres à remplacer les systèmes de télécommunication inadéquats, former du personnel dans des domaines tels que les ordinateurs, la gestion des données, l'établissement de réseaux, la mise au point de systèmes etc. Le PADIS reste un ardent défenseur de la réforme de la législation et de la réglementation qui entravent la circulation de l'information et le développement de la technologie de l'information. Durant la période biennale, le PADIS a également aidé les Etats membres pour la création ou le renforcement du contenu de l'information au niveau national, en particulier les bases de données, statistiques et textuelles.

L'échange d'informations entre les pays africains est de la plus grande importance. A cet égard, le PADIS a participé à l'élaboration de normes qui facilitent l'échange d'informations pour le développement entre pays africains.

Pour accélérer la mise en place du système d'information pour le développement en Afrique, la Conférence des ministres de la CEA a adopté en 1995 la résolution 795 (XXX) intitulée : "Mise en place de l'Autoroute de l'information" dans laquelle elle invitait le Secrétaire exécutif de la CEA à mettre sur pied un groupe de travail de haut niveau en vue d'élaborer un plan d'action sur l'utilisation des technologies de l'information et des communications pour accélérer le développement socio-économique. Sous l'égide du PADIS, le groupe de travail s'est réuni et a établi un plan d'action qui sera examiné par la Conférence des ministres de la CEA à sa réunion de mai 1996.

MISE EN VALEUR DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENERGIE

L'Afrique est dotée de ressources naturelles abondantes. La plupart des pays africains ont reconnu la nécessité d'avoir des capacités pour exploiter leurs ressources naturelles afin de produire les biens et les services et satisfaire ainsi les besoins de leurs populations. Cela requiert la formulation et l'exécution de politiques et de stratégies pour assurer le développement durable des ressources naturelles et de l'énergie en Afrique. Il existe des possibilités non seulement pour des actions au niveau national mais également pour des activités de collaboration régionale dans ce domaine.

La promotion de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources naturelles requiert le développement de capacités humaines et institutionnelles pour disposer des compétences et des connaissances techniques nécessaires. Ainsi, les activités du secrétariat ont continué à être axées sur le renforcement des capacités institutionnelles,

technologiques et humaines dans l'acquisition, l'analyse et l'utilisation des données pour la gestion des ressources naturelles et de l'environnement ainsi que pour l'harmonisation des politiques et des stratégies dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection en Afrique.

a) Fixation des orientations générales

La CEA a pris l'initiative en ce qui concerne la définition des orientations pour la mise en valeur et la gestion des ressources naturelles et de l'énergie en Afrique. Une importante conférence régionale des ministres africains responsables de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales a été organisée à Accra (Ghana) en novembre 1995 sur le thème "politiques, stratégies et programmes pour une plus grande contribution des ressources minérales et de l'énergie au développement socio-économique de l'Afrique". La principale conclusion de la

Conférence a été l'élaboration d'un programme d'action qui demandait la mise en place par les pays africains de moyens et de capacités pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales et de l'énergie pour qu'elles puissent contribuer plus efficacement au développement socio-économique de l'Afrique.

De plus, une importante réunion spéciale de groupe d'experts a été organisée en juillet 1994 pour se pencher sur les politiques et les stratégies pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources naturelles et de l'énergie en Afrique. La réunion a formulé des recommandations et fourni des directives aux gouvernements, aux donateurs, aux organisations internationales et régionales et au secteur privé en vue de promouvoir le développement durable des ressources naturelles et de l'énergie aux niveaux national, sous-régional et régional.

Plusieurs publications ont également été établies sur les questions ci-après :

a) Matières premières minérales pour la production d'engrais;

b) Etude sur la situation actuelle du secteur minier en Afrique;

c) Perspectives d'accroissement de la production et du commerce intra-africain d'aluminium et de produits à base d'aluminium; et

d) Perspectives d'accroissement du commerce intra-africain de cuivre et des produits à base de cuivre;

b) Activités sectorielles spécifiques

Des activités ont également été axées sur des questions sectorielles spécifiques, à savoir l'énergie, l'eau, les ressources minérales, les ressources marines, la cartographie et la télé-détection, permettant ainsi des actions spéciales pour leur mise en valeur et leur gestion efficaces.

i) Mise en valeur et gestion des ressources énergétiques

Les activités dans le domaine de la mise en valeur et de la gestion des ressources énergétiques visaient à aider les Etats membres africains à mettre en valeur des sources d'énergie locales et à formuler des politiques et des stratégies énergétiques adéquates ainsi qu'à renforcer les institutions et les capacités grâce à la formation d'experts africains dans le secteur de l'énergie.

A cet égard, les rapports directifs traitant des principales questions telles que les politiques et stratégies en matière d'énergie, la privatisation et la libéralisation du secteur de l'énergie, le rôle de l'énergie dans la lutte contre la pauvreté et la coopération et l'intégration économiques régionales grâce au commerce de l'énergie et à la mise en commun de l'énergie électrique ont été présentés à la Conférence régionale susmentionnée pour examen. Ces rapports portaient sur la situation énergétique en Afrique et ont abouti aux observations et recommandations suivantes :

a) Bien que l'Afrique soit dotée de ressources énergétiques primaires abondantes sous forme de pétrole, gaz naturel, hydro-électricité, charbon, tourbe, lignite, géothermie, bois de chauffage et d'autres sources d'énergie nouvelles et renouvelables, ces ressources restent sous-exploitées faute de politiques, de stratégies et de programmes appropriés et à cause du faible niveau des ressources allouées et de la technologie;

b) Les politiques et stratégies concernant les prix et d'autres stimulants visant à encourager la participation du secteur privé à l'exploration et à la mise en valeur des ressources énergétiques locales devraient être vigoureusement appliquées.

Certaines des études réalisées par la CEA ont fourni des informations et des données à partir desquelles des principes directeurs pour la mise en valeur et l'utilisation de l'énergie en Afrique ont été proposés aux Etats membres. Ces politiques ont été particulièrement orientées vers des

options en matière de technologie à envisager, les ressources énergétiques disponibles, les mécanismes institutionnels de financement ainsi que les sources en tant qu'éléments essentiels de la planification de l'énergie, en particulier pour les communautés rurales. De toutes ces études, il est ressorti qu'il importe de reconnaître l'importance de la mise en valeur de l'énergie pour la relance du secteur privé et, par conséquent qu'il est nécessaire pour les Etats membres de prendre des mesures appropriées pour améliorer la situation énergétique de la région. On devrait explorer des sources d'énergie de remplacement, en particulier des sources localisées capables de fournir de l'énergie dans les communautés rurales. Il faudrait promouvoir la nécessité pour les pouvoirs publics d'encourager les entrepreneurs privés à investir dans la recherche - développement de l'énergie.

Ces directives et stratégies ont été présentées dans les publications suivantes :

a) La viabilité de l'utilisation de l'énergie photovoltaïque pour l'électrification rurale en Afrique;

b) La viabilité économique de la fabrication de turbines et de générateurs pour les mini-centrales hydro-électriques dans les Etats membres africains; et

c) Les politiques et stratégies pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources naturelles et énergétiques en Afrique.

ii) Gestion des ressources en eau

On trouve en Afrique des régions riches en eau et d'autres où l'eau est rare. Cette caractéristique générale de l'abondance au milieu de la pénurie appelle la coopération si l'on veut que les ressources en eau de la région soient mobilisées pour appuyer le développement social et économique de la région entière. Compte tenu de ce fait, le secrétariat a fourni une assistance pour l'élaboration d'un vaste cadre pour la mise en valeur des ressources en eau de façon globale. Le cadre a souligné la nécessité de concevoir des

programmes de ressources en eau de manière intégrée, en tenant compte des relations et interactions des activités concernant l'eau avec des secteurs du développement socio-économique. Il a également souligné la nécessité d'un développement reposant sur des politiques judicieuses, évitant ainsi la rupture de l'équilibre environnemental et écologique. Ces politiques devraient refléter la nécessité et/ou l'importance de la qualité de l'eau et de l'incidence du changement climatique; l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement; l'eau destinée à l'agriculture; la coopération sous-régionale et l'aménagement des bassins fluviaux et des lacustres; la conservation de l'eau; la même attention était accordée aux eaux souterraines et aux eaux de surface; les inondations et les sécheresses; la coopération interinstitutionnelle pour la planification et la mise en valeur des ressources en eau et l'investissement dans la mise en valeur et la gestion de l'eau.

Une attention particulière a été accordée aux problèmes de l'eau propres à chaque pays grâce à une analyse approfondie de ceux ayant fait l'objet de recommandations.

Un exemple pertinent est l'assistance fournie au Gouvernement éthiopien pour rationaliser son approche en matière de mise en valeur de ses ressources en eau. Le Gouvernement a adopté une approche intégrée qui cherche à assurer une utilisation durable des ressources en eau grâce à un équilibre approprié entre l'utilisation des eaux de surface et des eaux souterraines. Une assistance a également été fournie à l'Egypte pour renforcer ses moyens de formation dans le domaine du génie hydraulique et aux Seychelles pour élaborer un descriptif de projet sur l'exploitation des eaux de surface.

iii) Ressources minérales

La période biennale a été marquée par des initiatives concrètes prises par de nombreux pays pour adopter des politiques et des stratégies visant à attirer des investissements. Parmi celles-ci de nouvelles législations sur l'extraction minière assurant la sécurité du bail, de nouveaux régimes

fiscaux favorables aux investisseurs privés et la réduction de la participation de l'Etat dans les activités minières. A cet égard, deux pays se détachent - le Ghana et l'Afrique du Sud. S'agissant du Ghana, la croissance de la production minière était le résultat des politiques adoptées pour moderniser l'industrie minière et qui mettaient l'accent sur la réorganisation des principales industries existantes; l'exploration et l'exploitation accrues de nouvelles mines; le renforcement des institutions nationales pour appuyer les activités minières; et le soutien de la petite exploitation minière. L'Afrique du Sud, quant à elle, a amélioré la production minière grâce à l'accroissement de la valeur ajoutée.

La CEA a participé à ces tâches dans le cadre d'activités visant à renforcer les institutions nationales pour soutenir les activités du secteur privé dans le secteur des minéraux. Il s'agissait de définir des mesures pour l'amélioration de la petite industrie extractive en proposant une législation spécifique que créerait un environnement favorable et de fournir une assistance technique sur des questions telles que la production utilisant des technologies nouvelles, l'utilisation économique des déchets miniers, les perspectives d'accroissement de la production et du commerce intra-africain d'aluminium, de cuivre et de produits métallurgiques.

d) Ressources marines

Un objectif majeur dans le secteur maritime a été d'aider les pays africains à appliquer la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer pour qu'ils tirent parti collectivement ou individuellement des vastes ressources océanographiques, à savoir les immenses réservoirs de denrées alimentaires, d'énergie, de matériaux et d'espace que renferment les fonds marins africains.

Une importante initiative a été la tenue d'un "Séminaire régional de haut niveau sur les affaires maritimes en Afrique", organisé en collaboration avec l'Institut océanographique international, en tant que plate-forme de lancement du processus de mise en valeur des

ressources océanographiques en Afrique. Ce Séminaire a notamment permis de définir des politiques, des stratégies et un programme d'action pour exploiter les abondantes ressources marines biologiques et autres dans le contexte du Traité d'Abuja. Ces politiques et stratégies ont mis l'accent sur la nécessité de développer les capacités en matière de prospection, d'exploitation optimale, de développement durable et de gestion des ressources océanographiques pour le bien du peuple africain. Pour mettre en oeuvre ces stratégies, les pays africains devront conjuguer leurs efforts pour améliorer les connaissances scientifiques, les capacités technologiques et les compétences en matière de gestion, pour mettre en place le cadre institutionnel juridique voulu et l'infrastructure nécessaire et pour mobiliser les ressources financières.

e) Cartographie et télédétection

Pour bon nombre de pays africains, l'information sur les ressources naturelles existe mais de nombreuses améliorations pourraient y être apportées par le biais d'une série d'interventions visant à rationaliser les besoins en information et à renforcer les capacités de production et de gestion de l'information. Pour répondre à ce besoin, les principales activités du secrétariat dans le domaine de la cartographie et de la télédétection ont visé à rendre les institutions sous-régionales mieux à même d'aider les Etats membres pour ce qui est de la production et de la gestion de l'information, du diagnostic des problèmes qui se posent à l'Afrique et des éventuelles solutions pour redresser la situation.

Pour aider ses Etats membre à se donner les moyens d'accès à l'information actualisée ou à améliorer ceux dont ils disposent, notamment en adoptant et en utilisant les techniques modernes d'acquisition et de traitement de données, la Commission a entrepris plusieurs études qui ont donné lieu aux publications suivantes :

a) La situation des programmes de cartographie en Afrique : stratégies visant à combler les lacunes des données spatiales;

b) Cadre de mise en place et d'utilisation des infrastructures nationales d'information géographique;

c) Systèmes d'information sur les sols en vue de la planification des ressources foncières, et plus particulièrement de l'aménagement forestier;

d) Un bilan du programme de télédétection pour l'Afrique et de son utilité pour ce qui est des objectifs d'Action 21 et des conditions requises pour un développement durable.

La CEA est aussi intervenue pour dispenser des services consultatifs techniques et administratifs aux institutions régionales compétentes, dont le Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, de la cartographie et de la télédétection (RCSSMRS), le Centre régional de formation aux techniques des levés

aériens (RECTAS) et l'Organisation africaine de cartographie et de télédétection (OACT).

La Commission s'est aussi penchée sur les problèmes de la mise en valeur et de la gestion des informations sur les ressources ainsi que sur la question de l'utilité de ces données dans la formulation des politiques. Un groupe ad hoc d'experts a examiné les problèmes auxquels se heurtent la production et la gestion des informations sur les ressources - imprécision des besoins d'information, manque d'intérêt et de compréhension à tous les niveaux et insuffisance des capacités technologiques requises. Pour remédier à cette situation, les politiques et les stratégies devraient s'en rapporter à ce qui suit : les informations sur les ressources en tant que préalable à toute prise de décisions sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources naturelles; l'établissement indispensable d'une base institutionnelle; et la nécessité d'une participation accrue du secteur privé.

TRANSFORMATION DES INFRASTRUCTURES ET DES STRUCTURES

Les travaux de la CEA au titre de ce sous-programme s'inspirent de deux programmes d'action adoptés par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, à savoir la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (UNTACDA II) et la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (IDDA II). Ce sont là les cadres à l'intérieur desquels peuvent s'inscrire les transformations infrastructurelles et structurelles, en particulier dans le domaine des transports et des communications et dans celui du développement industriel. Cet objectif est étroitement lié à la nécessité pour chaque pays de formuler des politiques et d'appliquer des stratégies nationales, en particulier d'avoir recours à la science et à la technologie pour mettre en place des capacités

industrielles durables et des systèmes efficaces de transport et de communication.

Les activités de la CEA au titre de ce sous-programme ont été axées au cours de la période biennale considérée sur la mise en oeuvre des programmes de ces deux décennies. Il s'est agi dans la plupart des cas d'aider les Etats membres et les OIG compétentes à appliquer leurs programmes de transformation infrastructurelle et structurelle, et ce, en effectuant des études ou en fournissant un appui technique aux institutions nationales et sous-régionales pour renforcer leurs capacités de mise en oeuvre. Dans ce contexte, on a particulièrement insisté sur la création de la base scientifique et technique indispensable à la réalisation des objectifs des programmes des deux décennies.

a) Développement des transports et des communications

Un examen à mi-parcours de la mise en oeuvre du programme d'UNTACDA II a été entrepris au cours de la période biennale considérée. L'étude d'évaluation de cet examen a confirmé la constante validité des objectifs, des stratégies et des projets aux échelons global et sectoriel du programme. Toutefois, cette mise en oeuvre a rencontré plusieurs obstacles, principalement liés au financement et au fonctionnement des divers organes, aux mécanismes institutionnels et aux engagements non respectés. Ainsi, les comités nationaux de coordination n'ont pas été établis dans certains pays; bon nombre de ceux qui ont été créés n'ont pas fonctionné conformément à leur mandat; le Comité de mobilisation des ressources n'a pas réussi à réunir les fonds nécessaires aux activités et aux projets de la Décennie.

Plusieurs recommandations ont été faites dans cette évaluation en vue d'améliorer la situation, eu égard en particulier à la mobilisation des ressources nécessaires à l'application des divers éléments du programme. Dans un premier temps, il serait bon que les Etats membres s'attachent à mobiliser les ressources intérieures en faisant participer activement le secteur privé et en adoptant une politique novatrice d'incitation en la matière.

En tant qu'organisme chef de file pour ce qui de la mise en oeuvre d'UNTACDA II, la Commission s'est employée à faciliter les transports et les communications entre Etats, à accélérer les réformes institutionnelles, à améliorer les capacités des ressources humaines, etc. A cet égard, la CEA a continué de prendre part activement à la mise en oeuvre des projets appelant une coopération régionale, tout en fournissant une assistance aux échelons sous-régional et régional.

Des programmes régionaux tels que "Mise en valeur des ressources humaines et renforcement des institutions" et le projet "Base de données des transports" ont contribué au renforcement des

capacités essentielles requises pour effectivement mettre en oeuvre le programme d'UNTACDA II.

Le projet sur la mise en valeur des ressources humaines et le renforcement des institutions visait à aider les pays africains à renforcer leurs capacités techniques et institutionnelles en vue de la gestion des transports et des communications. Il s'est agi au premier chef, au cours de la période considérée, d'améliorer les réformes politiques et institutionnelles et de préparer la phase pilote, en mobilisant notamment l'assistance financière et technique nécessaire à la mise en oeuvre du projet.

Le projet de base de données sur les transports a permis de mettre en évidence l'insuffisance desdites données et l'effet d'une telle situation sur les politiques adoptées et les décisions prises. Ce projet a en outre fait prendre mieux conscience de la nécessité de ces données et de l'utilité des informations qui en découlent. La formulation d'une série d'indices de performance des transports et des communications a été l'un des principaux résultats de ce projet au cours de la période considérée.

La Commission a continué de s'employer à mettre en place un système de transport aérien efficace en encourageant les accords de coopération visant à renforcer la taille et la rentabilité des services aériens dans le cadre de la Déclaration de Yamoussoukro sur une nouvelle politique africaine en matière de transport aérien. La Réunion spéciale des ministres africains responsables de l'aviation civile, organisée à Maurice en septembre 1994, a été axée sur l'examen des progrès accomplis dans la formulation des modalités de coopération et d'intégration des lignes aériennes africaines. Après avoir analysé l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la Déclaration de Yamoussoukro, la réunion a adopté des mesures visant à libérer progressivement les droits de trafic et à accélérer l'intégration des compagnies aériennes africaines, ainsi que des dispositions spécifiques relatives à l'échange de couloirs aériens.

Pour appuyer le développement des transports et des communications en Afrique, la Commission a en outre effectué des travaux de recherche et d'analyse sur les questions critiques en la matière. Ainsi, en vue de recenser les questions clefs auxquelles les pays africains devraient plus particulièrement prêter attention, le secrétariat a examiné certains des principaux progrès accomplis dans le secteur des services postaux et des télécommunications.

Pour ce qui est des services postaux, ils ont fait l'objet d'une étude puis d'un rapport technique concernant l'impact des nouveaux services de courrier sur le secteur postal. La principale conclusion a été que le secteur postal a joué un rôle clef en matière de compétitivité commerciale et de libéralisation du marché dans la mesure où bien avant que ces critères ne deviennent la mode dans le contexte du nouveau modèle du développement, ce secteur avait été déjà depuis longtemps en concurrence avec les services privés de messageries et de courrier. Ce rapport a aussi indiqué que de nombreux pays africains avaient été tenus de séparer les services postaux de l'organisation traditionnelle des postes et télécommunications, et d'accorder par là-même une plus grande autonomie administrative et financière au secteur postal pour lui permettre de compétir plus efficacement avec les services de courrier sur le marché de plus en plus libéralisé des services postaux. Des recommandations ont en outre été faites aux gouvernements africains en général, et aux administrations postales en particulier, concernant la gestion des services postaux afin de mieux servir la clientèle et d'être dans une position plus compétitive sur le marché libéralisé. On relèvera en particulier la recommandation concernant les efforts à faire pour étendre les services postaux aux communautés rurales où vit la majorité de la population africaine dans la mesure où ces services sont le seul moyen dont dispose cette population pour communiquer avec le reste du monde.

Incontestablement, les télécommunications connaissent des changements révolutionnaires dans le monde entier. Compte tenu de la position précaire de l'Afrique dans le système mondial des

télécommunications, le secrétariat a effectué une étude sur la mise au point des systèmes mobiles de communication et sur leur éventuelle application en Afrique pour répondre à la demande rapidement croissante de télécommunications. Cette étude a, entre autres, recommandé :

a) Une coordination plus étroite entre pays africains pour ce qui est d'introduire les services de télécommunications cellulaires mobiles, afin de promouvoir la mobilité transfrontières ainsi que des accords conjoints d'achat et de fabrication;

b) L'établissement d'un cadre réglementaire autorisant et encourageant la participation du secteur privé au développement des télécommunications en Afrique;

c) L'application de la technologie cellulaire afin d'étendre rapidement les services de télécommunication aux régions éloignées de tout.

Une autre étude concernant "les politiques et pratiques de financement, dans les secteurs des transports et des communications en Afrique, en particulier la fiscalité, les redevances des usagers, les co-entreprises et le financement du secteur privé" a aussi été menée à bien. Les conclusions de cette étude sont les suivantes :

a) Ce secteur est principalement financé par des fonds publics - revenus fiscaux généraux et spécifiques, emprunts et dons; et

b) Les données financières et fiscales pertinentes sont insuffisantes pour évaluer précisément les variations d'un pays à un autre quant à leurs priorités budgétaires au titre des investissements et des coûts opérationnels dans le domaine des transports et des communications. Toutefois, dans la majorité des pays disposant de données pertinentes, il apparaît que la proportion de ces investissements est élevée.

Cette étude a fait un certain nombre de recommandations aux gouvernements africains, aux entreprises publiques, au secteur privé dont des institutions financières, et à la communauté

internationale pour qu'ils s'acquittent effectivement de la part de responsabilité qui leur incombe en vue d'accroître la performance financière des secteurs des transports et des communications.

L'un des domaines prioritaires du programme d'UNTACDA II concerne la remise en état, la modernisation et l'entretien des éléments les plus essentiels de l'infrastructure et du matériel en place, afin d'en améliorer l'efficacité, la capacité et l'utilisation ainsi que d'en prolonger la vie économique. Ces questions ont fait l'objet d'une étude intitulée "Amélioration des systèmes de gestion de l'entretien dans le domaine des transports en Afrique - Chemins de fer, routes et transports par voie d'eau -". Cette étude a en outre recommandé aux gouvernements africains de collaborer entre eux et avec le secrétariat de la CEA en vue d'améliorer sensiblement les systèmes de gestion de l'entretien dans les sous-secteurs suivants des transports africains : routes, chemins de fer et voies d'eau.

Le secrétariat, par l'intermédiaire de ses services consultatifs, a fourni une assistance technique à un certain nombre de pays et d'organisations sous-régionales dans les domaines ci-après :

a) Projet de législation sur les politiques nationales en matière de télécommunications;

b) Formulation de la stratégie régionale pour les télécommunications en Afrique;

c) Programme de formation de spécialistes de centres de tri et de transit, conjointement organisé en 1995 par l'Union postale universelle (UPU) et l'Union panafricaine des télécommunications (UPAT) à l'intention des pays anglophones; et

d) Assistance à la Sierra Leone (politiques dans le domaine des transports), au Nigéria (base de données sur les transports) et à l'Afrique du Sud (SARTOC).

b) Développement industriel en Afrique

Un objectif clef du développement de l'Afrique est la diversification de sa base économique de sorte qu'elle dépende moins de ses produits de base et davantage des produits semi-finis et finis. Le programme de la Décennie des Nations Unies pour le développement industriel de l'Afrique vise également cette diversification. Cet objectif acquiert une dimension d'autant plus urgente et importante au regard d'un certain nombre de récentes manifestations aux échelons international et régional, telles que la signature de l'Accord du Cycle d'Uruguay, la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'entrée en vigueur du Traité portant création de la Communauté économique africaine. Autant de facteurs qui impliquent que l'Afrique devrait réexaminer la façon dont ses pays entretiennent des relations économiques entre eux et avec le reste du monde.

C'est dans ce contexte que la douzième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie, tenue à Gaborone (Botswana), a examiné les questions clefs suivantes : Politiques nationales visant à instaurer un environnement favorable, promotion du secteur privé et de l'esprit d'entreprise, compétitivité de l'industrie africaine, coopération sous-régionale et régionale, mobilisation et utilisation des ressources financières et humaines africaines.

Les ministres, résolus à relever les défis du développement industriel, ont adopté la "Déclaration de Gaborone en tant que réaffirmation de leur détermination à exécuter le programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique".

INDUSTRIALISATION EN AFRIQUE DECLARATION DE GABORONE

Nous, ministres africains de l'industrie, réunis pour la douzième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie, tenue à Gaborone (Botswana) du 6 au 8 juin 1995, avons procédé à une évaluation approfondie et critique de la situation de l'industrie africaine, des divers changements survenus dans l'économie mondiale, en particulier des négociations du Cycle d'Uruguay, de la mondialisation et la libéralisation de l'économie, ainsi que des progrès de la technologie et de leurs conséquences sur l'exécution du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique. Nous reconnaissons l'importante orientation donnée par le Programme d'action du Caire, adoptée à la dix-septième session extraordinaire du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine.

Dans ce cadre global, nous réaffirmons, individuellement et collectivement, notre attachement à l'industrialisation de l'Afrique.

C'est pourquoi, nous nous engageons à entreprendre d'urgence et avec énergie les mesures et actions suivantes, en vue de relancer notre développement industriel et d'accélérer l'exécution de nos programmes au titre de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique aux niveaux national, sous-régional et régional.

A. Politiques nationales

- Instaurer un environnement favorable caractérisé par la paix, la sécurité, la stabilité et l'Etat de droit;
- Créer et maintenir un environnement macro-économique stable et un cadre approprié de stratégie et de politique de développement industriel;
- Mettre en place les capacités humaines et institutionnelles dont l'importance est décisive pour soutenir l'industrialisation;
- Mobiliser et utiliser de façon rationnelle les ressources financières intérieures et attirer l'investissement étranger direct.

B. Secteur privé et développement de l'esprit d'entreprise

- Faciliter l'engagement total du secteur privé à participer activement au processus d'industrialisation des pays africains;
- Prendre des mesures pour aider le secteur privé à s'organiser et à se mobiliser pour pouvoir contribuer de façon effective à l'industrialisation de nos pays;
- Ne ménager aucun effort pour encourager la formation des entrepreneurs africains;
- Inciter les petites et moyennes industries à élever leur productivité et à devenir compétitives sur le marché mondial;
- Soutenir et renforcer nos institutions dans les domaines de la recherche-développement, en mettant l'accent en particulier sur les relations entre les universités, les institutions de recherche et les industries.

C. Compétitivité

- Nous préparer à relever les défis qui résulteront de la mondialisation et de la libéralisation de l'économie mondiale, des négociations du Cycle d'Uruguay et de l'expansion des groupements économiques régionaux;
- Exploiter nos avantages comparatifs;
- Nous améliorer du point de vue de la compétitivité, du rendement, de la gestion de la qualité et de l'application de normes internationales.

D. Coopération sous-régionale et régionale

- Réaffirmer dans les faits le rôle essentiel de nos communautés économiques sous-régionales et régionales et leur apporter le soutien nécessaire;

- Soutenir nos communautés économiques sous-régionales et régionales;
- Soutenir et renforcer nos institutions techniques et scientifiques régionales et sous-régionales;
- Développer les échanges et les investissements intra-africains.

E. Mobilisation de ressources

- Améliorer notre rendement dans la mobilisation et l'utilisation de nos ressources financières et humaines;
- Encourager l'investissement dans le secteur productif, par opposition aux activités de spéculation;
- Créer des marchés financiers dans nos pays et/ou renforcer ceux qui existent déjà;
- Lancer un appel pour que des solutions soient trouvées au problème de la dette;
- S'efforcer de retenir dans la région les cadres qualifiés et inverser la tendance à l'exode des compétences;
- Restructurer nos systèmes d'enseignement de façon à répondre aux besoins de notre développement industriel par le biais de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de la formation d'ingénieurs et de cadres, d'une part, et pour promouvoir l'esprit d'entreprise et inculquer une culture industrielle, d'autre part.

F. Autres domaines

- Supprimer les freins socio-culturels qui empêchent les femmes de s'engager totalement dans le développement de l'Afrique;
- Favoriser l'accès des femmes à l'éducation, notamment à l'éducation en matière de gestion et à des notions de science et de technologie;

- Mettre en place un cadre de vie sain pour les jeunes d'Afrique qui sont les responsables et les entrepreneurs de demain;
- Veiller à la prise en considération des questions d'environnement dans les programmes nationaux de développement, comme le demande le programme Action 21.

Nous demandons à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, à la Commission économique pour l'Afrique, à l'Organisation de l'unité africaine, au Programme des Nations Unies pour le développement, à la Banque mondiale, à la Banque africaine de développement, ainsi qu'aux autres organisations internationales et aux institutions bilatérales et multilatérales de financement d'apporter leur soutien aux pays africains pour l'exécution du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et pour la mise en oeuvre de la présente Déclaration.

Fait à Gaborone, Botswana
8 juin 1995

Dans le cadre de la DDIA II, le secrétariat a entrepris une série d'études dont les résultats et conclusions ont été présentés dans les publications produites pendant la période considérée. Ces activités visaient à aider les pays africains dans la reformulation et la restructuration des politiques et programmes nationaux en matière d'industrie afin de faciliter la mise en oeuvre de la DDIA II.

Dans l'intention d'aider les Etats Membres à mettre en oeuvre les activités de la Décennie, des services consultatifs ont été fournis à l'Angola, l'Ethiopie, au Malawi et au Zimbabwe dans les domaines suivants : développement de l'industrie sucrière; industries mécaniques; production de carburant, développement des industries métallurgiques et des petites industries.

c) Science et technologie au service du développement

Au cours de la période biennale, dans le domaine de la science et de la technologie, les activités du secrétariat ont été centrées sur le renforcement de l'infrastructure et des politiques pour le développement et l'application de la science et de la technologie aux niveaux national, régional et sous-régionale ainsi que l'amélioration de l'impact et de l'efficacité de la science et de la technologie dans le développement socio-économique. Les principales activités permettant de réaliser cet objectif étaient les conférences et les réunions ainsi que la recherche et les services consultatifs.

Au nombre des nombreuses conférences organisées, on peut citer entre autres la Conférence régionale africaine sur la science et la technologie, tenue en novembre 1995, au cours de laquelle ont été examinées les mesures permettant d'accélérer le développement et l'application de la science et des capacités technologiques dans les pays africains. La réunion a également défini les mesures visant à assurer une liaison étroite entre les politiques scientifiques et technologiques et l'ensemble des politiques de développement économique avec la participation totale du secteur privé dans la promotion de la science et de la technologie. Elle a ensuite mis en lumière les actions spécifiques destinées à créer des capacités cruciales dans le domaine de la science et la technologie et dynamiser leur contribution au développement socio-économique des Etats membres.

Les autres réunions qui ont été organisées pendant la période biennale sont les suivantes :

a) Réunion du groupe spécial d'experts sur la science et la technologie nucléaires, au cours de laquelle ont été examinés les efforts visant à promouvoir la coopération entre les Etats membres, en matière d'utilisation pacifique de l'énergie atomique ainsi que d'identification des problèmes communs dans ce domaine et dont la solution pourrait être trouvée aux niveaux sous-régional et régional. Cette réunion a également examiné le potentiel actuel de la science et la technologie nucléaires susceptibles de servir de base à la coopération et à l'évaluation des progrès réalisés dans la mise en oeuvre d'un projet sur "l'application de la science et de la technologie nucléaires à la sécurité alimentaire, à l'intégration économique et au développement durable en Afrique";

b) Réunion du "Groupe de travail chargé de la science et de la technologie pour l'Afrique australe" avec la collaboration du secrétariat de la CEA, au cours de laquelle, a été formulée une politique sous-régionale de la science et de la technologie qui pourrait aider les Etats Membres à harmoniser leurs politiques nationales et à intensifier en fonction des ressources limitées et

les potentialités de chaque Etat, la coopération du renforcement des capacités. Ont été également proposés des critères de coopération sous-régionale dans les activités suivantes : relations entre l'école/l'université et le secteur industriel; science et technologie et société; harmonisation des politiques scientifiques et technologiques dans la sous-région; formation et échange des formateurs et des chercheurs;

c) Séminaire sur les incitations au développement et à l'application de la science et de la technologie, dont l'objectif était de faciliter l'échange de données d'expérience sur l'utilisation des incitations visant à promouvoir le développement et l'application de la science et de la technologie en Afrique. Ce séminaire a ensuite permis d'examiner les expériences qui ont été concluantes dans les pays africains et asiatiques, d'identifier les obstacles et les préalables à la réussite des politiques et stratégies visant à améliorer l'impact des incitations sur le renforcement et l'utilisation des capacités en matière de science et de technologie nationales ainsi que les mécanismes de suivi aux niveaux national et régional;

d) Table ronde sur le protocole de la Communauté économique africaine relatif à la science et à la technologie, au cours de laquelle ont été examinés le projet de protocole et un certain nombre d'éléments importants qui devront être incorporés dans toute la stratégie en vue de placer la technologie au centre des préoccupations en matière de développement dans les Etats Membres;

e) Réunion du groupe spécial sur le transfert et l'acquisition de technologie, au cours de laquelle ont été examinées les questions relatives au mécanisme de transfert de technologie dans le cadre de la nouvelle Communauté économique africaine et du nouvel ordre mondial et ont également été établies des nouvelles perspectives sur le rôle joué par le transfert de technologie dans les efforts déployés par les Etats Membres pour l'acquisition et le renforcement de capacités technologiques. Cette dernière a ensuite défini, pour les gouvernements, un rôle majeur dans

l'élaboration des stratégies détaillées et l'instauration d'un cadre favorable permettant d'accélérer le transfert technologique avantageux dans les économies en cours de libéralisation et le contexte international en évolution.

Des activités de recherche ont été entreprises dans trois domaines principaux. La première activité est relative à l'utilisation des incitations afin de promouvoir le développement et l'application de la science et de la technologie. L'étude a révélé une série d'incitations en cours d'utilisation, à savoir des incitations d'ordre: systémique/organisationnel; institutionnel/ "infrastructural", financier; fiscal; budgétaire; honorifique; juridique et réglementaire. La seconde étude intitulée "Contributions des investissements étrangers directs (IED) au renforcement des capacités technologiques" a fait une analyse de l'IED dans quelques pays choisis suivie d'une évaluation de son rôle et de l'impact sur le transfert de technologie et la compétitivité. Les résultats ont indiqué l'ampleur de l'encouragement et de l'orientation des flux d'IED pour les pays africains de prendre des mesures appropriées et la nécessité visant à assurer que l'IED facilite l'accumulation des capacités technologiques endogènes. La troisième étude, intitulée "Indicateurs scientifiques et technologiques pour l'Afrique", a révélé que l'insuffisance des données en rapport direct d'une part, avec la science et la technologie ainsi que la recherche et le développement et, d'autre part, avec l'existence d'études et la disponibilité d'informations sur le développement économique, a servi de base pour l'élaboration d'indicateurs provisoires en matière de science et de technologie. Par ailleurs, le développement de

tels indicateurs et de connaissance techniques suffisantes pour la conduite des enquêtes permettant d'obtenir des statistiques de base sur la science et la technologie sont d'un grand intérêt pour les milieux non gouvernementaux.

Une assistance technique sous forme de services consultatifs a été fournie à la République centrafricaine, au Congo, au Mozambique, au Sénégal et au Soudan. Ces consultations ont mis l'accent sur le renforcement des organes de décision nationaux, la revitalisation du système de la science et de la technologie et la formulation de politiques détaillées, exhaustives et efficaces dans le domaine de la science et de la technologie afin de contribuer de manière plus significative au développement national. En ce qui concerne le Mozambique, les services ont porté sur la création d'un mécanisme national pour la promotion et la coordination des efforts en matière de science et de technologie dans le pays et sur les modalités de son fonctionnement.

En plus des services fournis individuellement aux pays, un soutien a été également apporté aux OIG et aux ONG telles que le Centre régional africain de technologie (CRAT) et l'Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN) à travers l'organisation du deuxième forum présidentiel sur la "Mobilization of Africa's development-oriented scientific talents and management skills, 1995-2005" tenu à Maputo (Mozambique). De même, le secrétariat a assisté l'Institut international de l'Océan (IOI) dans la conduite au Sénégal d'une évaluation technique sur le potentiel des institutions d'accueil en faveur de son centre régional pour l'Afrique de l'Ouest.

FEMMES DANS LE DEVELOPPEMENT

Le travail effectué par la CEA dans le domaine des femmes dans le développement est assez vaste et catalytique. Le secrétariat a activement participé à la préparation des pays africains pour la quatrième Conférence mondiale

sur les femmes tenue à Beijing (Chine) en septembre 1995. L'un des plus importants résultats de toutes les activités préparatoires était l'adoption d'une Plate-forme d'action africaine par la cinquième Conférence régionale africaine

sur les femmes préparatoire à la quatrième Conférence sur les femmes tenue à Dakar, en collaboration avec le Gouvernement sénégalais. La Plate-forme d'action africaine a identifié 11 domaines de préoccupation pour les femmes africaines et a également recommandé des actions visant à accélérer la promotion de la femme et l'intégration des activités et des programmes touchant toute la société.

D'autre part, le secrétariat a élaboré les documents ci-après, qui ont été largement distribués notamment à Beijing :

- a) Plate-forme d'action africaine : Position commune africaine pour la promotion de la femme;
- b) Directives pour la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action africaine;
- c) Résumés des rapports nationaux;
- d) Gender issues in Africa;

- e) Femmes africaines et leadership;
- f) International legal instruments relevant to women

A la demande des participants, le secrétariat a également élaboré une brochure intitulée "Le genre en Afrique: les questions et les faits" (une publication de la CEA en collaboration avec la Banque mondiale).

La CEA et l'OUA ont servi de secrétariat conjoint au Groupe africain à la quatrième Conférence mondiale. Sous les auspices du Groupe, une réunion régionale des femmes leaders a été organisée. Elle a examiné et pris une position commune sur les questions laissées en suspens et qui devront être résolues avant la Conférence mondiale.

Dans le cadre du suivi de la Conférence mondiale, la Commission a créé un fonds de leadership pour les femmes africaines visant à renforcer la capacité des femmes à faire face aux défis économiques, sociaux et politiques actuels.

PROGRAMME DE SERVICES CONSULTATIFS REGIONAUX DE LA CEA

Ce chapitre donne un aperçu des services consultatifs et de formation fournis par le Groupe multidisciplinaire des conseillers régionaux de la CEA (GMCR à MRAG). Le Groupe applique des méthodes multidisciplinaires dans la recherche de solutions aux problèmes de développement auxquelles se heurtent les gouvernements africains et leurs OIG.

L'assistance fournie couvre un vaste domaine de problèmes de développement à savoir : coopération et intégration régionale; financement du développement; dette et flux de ressources; gestion des systèmes de statistique; emploi, valorisation des ressources humaines et planification; énergie et développement; esprit d'entreprise; privatisation et gestion des entre-

prises publiques; environnement et développement; politique et planification de l'agriculture et de l'alimentation; développement rural; prévention du crime et lutte contre la drogue; participation populaire; développement et promotion de l'industrie et de la technologie; développement des systèmes d'information; macro-économie et réformes; comptes nationaux; administration publique et fiscalité; mise en valeur des ressources en eau; transports et communications; questions liées aux préoccupations et besoins des femmes et développement durable.

Une assistance a été fournie à plus de 40 pays africains, à toutes les principales organisations intergouvernementales régionales (OIG) ainsi qu'à un certain nombre d'OIG de taille plus

réduite. A titre d'exemple, le Burundi, la Jamahiriya arabe libyenne, le Lesotho, Maurice et les Seychelles, entre autres, ont bénéficié d'une assistance destinée à renforcer leurs capacités institutionnelles et techniques dans le domaine de l'organisation et de la gestion des systèmes de statistique en particulier, au développement des statistiques de base visant à satisfaire les besoins spécifiques de données destinées à aborder les problèmes ainsi que concernant les modalités de renforcement de l'organisation et du développement des comptes nationaux. Dans ces pays, les activités visaient fondamentalement l'établissement et l'analyse des données statistiques, tant économiques que sociales y compris des statistiques sur la pauvreté, les questions concernant les femmes et sur l'environnement en vue d'élaborer et de suivre la politique socio-économique ainsi que l'impact de ces mesures.

En ce qui concerne le développement des systèmes d'information, certains pays et OIG ont bénéficié des services de la CEA parmi lesquels on peut citer l'Erythrée, le Ghana, la Guinée-Bissau, le Kenya, le Maroc, le Mozambique, l'Ouganda, le Sénégal, la Zambie, le Zimbabwe; la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'IGADD.

Une assistance a été également fournie pour un certain nombre de questions relatives au développement des systèmes d'information visant principalement l'amélioration de la capacité des Etats Membres et des OIG à recueillir, conserver, rechercher et diffuser l'information sur les questions de développement socio-économique. Pendant l'exercice biennal, des réseaux importants ont été créés pour renforcer le développement des systèmes d'information sur le continent à savoir : le Système ouest-africain de documentation et d'information (WADIS); le Comité permanent sur l'harmonisation et la normalisation des systèmes de documentation et d'information ainsi que le programme PADDEV pour le développement et la gestion de bases de données.

Des services consultatifs ont été également fournis sur les questions institutionnelles et

organiques de coopération économique et d'intégration, en particulier dans la mesure où elles ont trait à l'établissement de la Communauté économique africaine. Ces services ont été fournis aux pays et aux OIG sous-régionales dans la mise en place des dispositifs de coopération en particulier promotion de la science et d'élaboration de programmes pour l'intégration et la coopération. L'assistance fournie au Burkina Faso, à la Côte d'Ivoire, au Congo et au Sénégal était destinée à l'évaluation des besoins de formation dans le domaine de la science et de la technologie pour la préparation des négociations entre le Congo et les trois autres pays. De même, des services ont été fournis à la Tunisie pour la mise au point d'un inventaire des établissements d'enseignement supérieur en matière de science et de technologie qui devraient être utilisés pour promouvoir la coopération scientifique entre la Tunisie et le Congo. Grâce aux activités du MRAG, des liens importants ont été établis entre l'Union du Maghreb arabe et les autres groupements économiques sous-régionaux en Afrique, ce qui a renforcé en même temps les mécanismes pour l'accélération du processus de l'intégration économique dans la sous-région de l'Afrique du Nord elle-même.

Une attention spéciale a été accordée aux préoccupations critiques liées à la gestion du secteur public et son rôle dans l'ensemble de la gestion de l'économie africaine grâce au soutien apporté à un certain nombre de pays africains tels que le Botswana, l'Ethiopie, Maurice, la Sierra Leone et la Zambie. Les questions relatives aux salaires et à la motivation dans le secteur public, à la gestion de la performance, à l'éthique et l'obligation de rendre des responsabilités ainsi qu'au développement des capacités humaines et institutionnelles ont été particulièrement abordées. L'assistance la plus notable, a été celle fournie par le secrétariat au Gouvernement namibien dans la création d'une commission sur les salaires et les traitements. Le secrétariat a activement participé à la révision du structure salariale des fonctionnaires de l'Etat et à l'élaboration d'un document technique qui a été adopté par la commission des salaires et traitements pour servir de cadre conceptuel pour l'orientation de ses fonc-

tions et opérations. L'Erythrée a également bénéficié d'une assistance pour le développement du secteur privé y compris la formation dans la gestion des entreprises publiques et la planification stratégique.

Dans le domaine de l'emploi et de la planification et de la mise en valeur des ressources humaines, des services ont été fournis en gros pour les objectifs suivants: le renforcement des capacités et plus spécifiquement l'élaboration de programmes générateurs d'emplois, en particulier pour les femmes, les jeunes et les communautés rurales; la formation des planificateurs et des professionnels aux techniques et approches réalistes de planification de l'emploi; et des mesures pour maximiser l'utilisation des ressources humaines telles que la réduction de l'exode des compétences et son impact sur les économies africaines. Des cas plus spécifiques se rapportent à :

a) L'assistance accordée au Forum de recherche - développement pour un développement impulsé par la science en Afrique (RANDFORUM) sur les stratégies pour inverser l'exode des compétences de l'Afrique, qui a conduit à la création d'un programme régional connu sous le nom de programme pour les scientifiques et universitaires africains expatriés et se trouvant dans le besoin;

b) L'assistance au Gouvernement mauricien où des services consultatifs ont été fournis sur les stratégies pour la valorisation des ressources humaines aux ministères chargés de la coopération et de la promotion de la femme, de la famille et de l'enfant. Des propositions ont été faites sur la façon dont les ministères concernés pourraient être restructurés et également sur la façon dont une stratégie systématique de valorisation des ressources humaines pourrait être mise en place.

Des services ont été fournis sur divers aspects de la politique et de la planification en matière d'agriculture et d'alimentation en vue d'accroître la capacité des gouvernements et des OIG à d'appliquer des politiques de production agricole et alimentaire durables en vue d'accroître

la production et la sécurité alimentaires, l'auto-suffisance et de réduire la pauvreté sur le continent africain.

En ce qui concerne l'énergie, l'environnement et le développement, une assistance a été fournie aux organisations intergouvernementales telles que l'IGADD, la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC), sur les mécanismes de coopération dans le domaine de l'énergie, de l'environnement, du développement des infrastructures et de la gestion de la base des ressources naturelles. Les institutions régionales telles que le Centre régional africain de technologie (CRAT), l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP); et le centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD) ont bénéficié de services consultatifs et de formation dans ces domaines. Certains pays ont été assistés dans l'élaboration de politiques ou de stratégies sur l'énergie et l'environnement et en particulier sur la mise en oeuvre du programme Action 21 et de la Convention sur la lutte contre la désertification.

Les Etats Membres ont reçu une assistance considérable dans l'élaboration de politiques et de programmes notamment en ce qui concerne leur position sur les femmes et le développement pour la préparation de la Conférence mondiale sur les femmes. Des activités de formation ont été également entreprises en faveur des gouvernements africains, des ONG, des OIG et des institutions universitaires, professionnelles et de formation.

Dans le domaine de la macro-économie et des réformes, des services consultatifs ont été fournis dans plusieurs pays sur des questions relatives à leurs préoccupations en matière de développement. une analyse des échanges inter-industriels et la modélisation macro-économique pour la planification et les projections ainsi qu'une analyse macro-économique sur la viabilité du programme d'investissement public aux Seychelles; la gestion de la dette extérieure de la République centrafricaine; l'identification et l'évaluation des priorités de développement en

Angola et l'exécution de programmes de formation à l'intention des planificateurs africains à l'IDEP. Des services ont été également fournis dans le domaine du commerce et des questions économiques connexes en particulier sur la dette, le financement et la libéralisation du commerce ainsi que l'harmonisation des instruments de politique économique.

L'assistance est poursuivie aux Etats membres et aux organisations intergouvernementales sur les politiques, les stratégies et les programmes de développement des systèmes de transport et de communication en Afrique dans le cadre de l'UNTACDA II et de la DDAI II.

AFRIQUE : SITUATION ECONOMIQUE CRITIQUE, REDRESSEMENT ET DEVELOPPEMENT

Le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 1990 (UN-NADAF) a été lancé en réponse à l'appel pour une action concertée sur des domaines essentiels identifiés pour la transformation durable et soutenue de l'Afrique. L'UN-NADAF devrait également servir de cadre pour mettre au point un pacte pour le partenariat pour lequel devrait être mobilisé l'engagement sous la forme d'un soutien complémentaire et supplémentaire provenant des partenaires extérieurs de l'Afrique et de la communauté internationale.

Pour l'Afrique, l'UN-NADAF représentait son engagement envers la création des conditions menant à la croissance économique et au développement social, y compris l'interiorisation de ses priorités de développement ainsi que la mobilisation des ressources intérieures nécessaires. Les problèmes que l'Afrique devrait surmonter afin de réaliser les objectifs de l'UN-NADAF sont

énormes : réduction des ressources pour le développement, accroissement de la pauvreté, pressions démographiques, menace à l'autosuffisance et à la sécurité alimentaires, détérioration de la capacité de production, effondrement de la plupart des secteurs sociaux - éducation, santé, etc.

Dans le cadre du rôle qui lui a été confié pour le suivi de l'exécution du programme, la CEA a entrepris les activités suivantes : organisation d'un séminaire régional sur le rôle des ONG dans la mise en oeuvre de l'UN-NADAF; contribution au Forum Asie-Afrique et suivi de la mise en oeuvre du Cadre de Bandung pour la coopération Asie-Afrique pour les pays de l'Afrique orientale et australe; réalisation d'études sur les facteurs clefs relatifs au redressement économique de l'Afrique, y compris les apports des ressources, la diversification des produits et le renforcement des capacités nécessaires à la diversification des économies africaines.

III. COOPERATION ET RELATIONS AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS ET PARTENAIRES

La coopération avec les autres partenaires du développement est restée un élément important des efforts consentis par la CEA pour appuyer le développement social et économique de l'Afrique. En effet, l'établissement de liens de partenariat bien conçus constitue l'un des principes directeurs de la réforme et de la rénovation en cours au sein de la CEA depuis le milieu de l'année 1995. L'intensification de la coopération avec les partenaires permet à la CEA d'élargir son réseau et son rayon d'action en exerçant un effet de multiplication sur les ressources, et de varier la gamme de services qu'elle offre aux pays africains. Le réseau de relations durant l'exercice biennal 1994-1995 a englobé des ONG, des OIG, des organisations bilatérales et multilatérales, et les organismes des Nations Unies qui, ensemble, ont joué un rôle appréciable sous forme de soutien financier ou technique à l'exécution des programmes de la Commission.

Le champ de la coopération durant l'exercice biennal a couvert plusieurs domaines dont: la mise au point de systèmes d'information; les questions relatives à la promotion de la femme; les réformes et la gestion du secteur public; la mise en valeur et la gestion des ressources naturelles; l'agriculture, en particulier l'auto-suffisance et la sécurité alimentaires; les questions démographiques; les questions monétaires et financières; les transports et les communications; et le développement industriel.

La CEA a collaboré avec certains partenaires dans le cadre d'activités de recherche et dans d'autres domaines, dont un travail d'analyse et de documentation sur les problèmes de développement de l'Afrique. Au nombre de ces activités, on peut citer :

a) La collaboration de l'OUA et de la FAO avec la CEA pour la préparation d'un cadre pour l'élaboration d'un programme agricole commun pour l'Afrique, dans le contexte de la Communauté économique africaine;

b) La collaboration de l'Union postale universelle (UPU) avec la CEA pour la réalisation d'une étude d'impact sur les nouveaux services de courrier express sur les services postaux en Afrique; et

c) La collaboration de la Banque mondiale avec la CEA pour la rédaction d'un livret intitulé "Le genre en Afrique: les questions et les faits" (une publication de poche).

Comme dans le passé, la CEA a entretenu des rapports étroits de collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH), la CNUCED et l'Organisation météorologique mondiale (OMM), dans le cadre de programmes d'intérêt général, en particulier ceux qui se rapportent à l'Afrique. Il y a également eu une étroite collaboration entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Union postale internationale (UPU), la Banque mondiale, l'Union internationale des télécommunications (UIT) et la CEA pour l'exécution de programmes régionaux comme la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (UNTACDA II) et la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (DDIA II). Les activités avec les OIG et les ONG se sont étendues à tous les domaines du développement. Les exemples ci-dessous reflètent les relations fructueuses établies avec les OIG et les ONG durant l'exercice biennal:

a) Lancement d'un bulletin d'information (FEMMELINE) par le Réseau africain de développement et de communication pour la femme (FEMNET), avec une contribution de la CEA;

b) Collaboration entre le Conseil mondial de l'énergie, le Gouvernement tunisien, l'OUA et la CEA pour l'organisation de la première Conférence panafricaine des ministres de l'énergie;

c) Echange de données d'expérience dans le domaine des petites entreprises entre la CEA et l'Assemblée mondiale des petites et moyennes entreprises (WASME).

Les activités interinstitutions ont également constitué une opportunité de collaboration dans les domaines d'intérêt commun. Elles ont englobé :

a) L'organisation d'une réunion de l'équipe spéciale interinstitutions pour harmoniser les contributions dans le cadre de l'élaboration des documents de la cinquième Conférence régionale africaine sur les femmes;

b) Des activités interinstitutions relatives au Plan d'action à l'échelle du système pour la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (UN-NADAF), à l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique, et dans le cadre de l'UNTACDA II; et

c) Des activités interinstitutions relatives à des secteurs spécifiques tels que l'eau, la statistique et le développement de l'information.

Les réunions et conférences organisées conjointement avec des partenaires ont été d'un intérêt incontestable;

a) Organisation de plusieurs réunions dans le cadre du secrétariat conjoint regroupant l'OUA, la CEA et la BAD, principalement pour susciter un soutien en vue du lancement des activités de la Communauté économique africaine, pour préparer la Conférence internationale sur la population et le développement, le Sommet mondial pour le développement social et la Conférence mondiale pour la prévention des catastrophes naturelles; bon nombre de ces réunions ont débouché sur l'adoption d'une posi-

tion commune africaine sur les questions à débattre;

b) Collaboration avec l'Unesco pour l'organisation d'un colloque régional et d'une réunion régionale sur le rôle stratégique de la science et de la technologie dans le renforcement de la reprise économique en Afrique. Il y a également eu d'autres activités de collaboration avec l'Unesco pour l'organisation de la Conférence sur le partenariat entre l'université et l'industrie (UNISPAR), au cours de laquelle des propositions de projets de diverses institutions africaines ont été passées en revue en vue d'un financement dans le cadre de Fonds international pour le développement technologique de l'Afrique;

c) Organisation de la Conférence internationale conjointe de l'OMM et de la CEA sur les politiques et l'évaluation des ressources en eau de l'Afrique pour l'élaboration d'un programme de renforcement des capacités des pays africains en matière d'évaluation, de mise en valeur et de gestion des ressources en eau;

d) La Division des ressources en eau, de l'environnement et des affaires maritimes a participé à l'organisation et aux services de secrétariat d'une réunion de la CEA sur les politiques et stratégies de mise en valeur et d'utilisation des ressources naturelles et de l'énergie en Afrique;

e) Coopération avec le Centre pour le développement de la science du Conseil sud-africain pour la recherche en sciences humaines pour l'organisation d'un séminaire international sur les systèmes scientifiques et l'Afrique;

f) Assistance conjointe du PNUE et de la CEA aux sessions de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement;

g) Coopération entre le CNUEH (HABITAT), l'OUA et la CEA pour l'organisation de diverses réunions en prélude à Habitat II;

h) Réunion conjointe de l'Organisation internationale du Travail et de la CEA sur l'étude

d'un cadre politique global pour les petites industries;

i) Atelier conjoint de la CEA et de l'ONUDI sur la participation des femmes aux

activités de transformation, ainsi que l'organisation de la douzième session de la Conférence des ministres africains de l'industrie et du Forum du secteur privé.

IV. GESTION DES RESSOURCES

A. Introduction

Les ressources destinées à l'exécution des activités de la CEA proviennent de deux sources: le budget ordinaire et les fonds extrabudgétaires. Le budget ordinaire est voté par l'Assemblée générale des Nations Unies et les fonds extrabudgétaires sont ceux que le secrétariat obtient à l'issue de ses négociations avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux de l'Afrique.

Les ressources du budget ordinaire servent principalement à financer les activités de fond du secrétariat, telles que l'organisation des réunions des organes délibérants de la Commission et l'exécution des activités techniques, y compris l'élaboration de matériels destinés à la publication. Ces activités englobent également la promotion de la coopération internationale et la fourniture de services consultatifs. En outre, certaines ressources du budget ordinaire, par exemple celles du Programme ordinaire de la coopération technique des Nations Unies, sont essentiellement utilisées pour l'exécution des activités de coopération technique.

D'autre part, les fonds extrabudgétaires sont essentiellement utilisés pour le financement des activités opérationnelles, dont les services consultatifs, les activités de formation de groupes et l'exécution de projets sur le terrain.

B. Gestion des ressources financières

Le budget ordinaire approuvé pour l'exercice biennal 1994-1995 par l'Assemblée générale a couvert les coûts de la mise en oeuvre du programme de travail de la Commission, ainsi que du soutien et des services administratifs. L'affectation de 94 627,60 dollars E.-U. était destinée à financer des activités prévues pour :

- a) La coopération régionale pour le développement en Afrique;
- b) Le Programme ordinaire de coopération technique;
- c) La formation du personnel;
- d) Les sociétés transnationales;
- e) Les mesures relatives à la situation économique critique de l'Afrique; et
- f) La construction, la transformation et l'améliorations des locaux et gros travaux d'entretien.

La Commission a également sollicité des ressources auprès des partenaires multilatéraux et bilatéraux pour appuyer des activités entreprises dans le cadre de projets axés sur le terrain et pour lesquelles elle ne disposait pas de ressources suffisantes dans le cadre du budget ordinaire.

1. Ressources allouées, par source

Le tableau 1 indique les ressources allouées à la CEA, par source.

Tableau 1. Ressources pour les activités par source (en milliers de dollars)

	Source	1990-1991	1992-1993	1994-1995
1	Fonds inscrits au budget ordinaire par l'Assemblée générale	93 966,3	132 680,0	94 627,6
	Chapitre 23: Commission économique pour l'Afrique	58 918,6	68 726,0	68 210,8
	Chapitre 12: Programme ordinaire de coopération technique	3 944,6	4 535,5	7 553,2
		232,3	-	-
	Chapitre 28: Activités de formation du personnel	30 371,8	58 673,0	17 871,8
	Chapitre 35: Construction, transformation et gros travaux d'entretien des locaux	-	227,0	483,7
	Chapitre 45: Situation économique critique de l'Afrique			
	Chapitre 15: Sociétés transnationales	499,0	518,5	508,1
2	Fonds d'affectation spéciale: organismes des Nations Unies	41 929,3	24 432,7	10 701,8
	Programme des Nations Unies pour le développement	28 852,8	15 034,6	1 632,6
	Fonds des Nations Unies pour la population	8 607,6	4 799,6	4 033,7
	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	2 117,8	2 337,4	1 559,7
	Sources bilatérales	2 351,1	2 261,1	3 475,8
	Total	135 895,6	157 112,7	105 329,4

Un bref aperçu des principaux changements intervenus au cours de l'exercice biennal 1994-1995 par rapport à l'exercice précédent est présenté ci-dessous :

a) Chapitre 23: Commission économique pour l'Afrique

La crise financière que connaît l'Organisation des Nations Unies a débouché sur l'adoption de mesures spéciales en vigueur depuis la mi-septembre de l'année 1995 afin de disposer de liquidités. Par conséquent, les ouvertures de crédits pour 1994-1995 ont été pratiquement ramenées au même niveau que celles de l'exercice précédent.

Pour la CEA, ces réductions exigées par les mesures spéciales prises dans le contexte de la crise financière ont entraîné le report de certaines activités jusqu'à l'exercice biennal 1996-1997, l'interruption de certaines activités moins urgentes et la compression des services d'appui.

b) Chapitre 12: Programme ordinaire de coopération technique

Les ressources allouées ont augmenté de manière substantielle (de 67 %) afin de renforcer la capacité de la CEA à fournir des services techniques consultatifs aux Etats membres.

c) Chapitre 35: Construction, transformation, amélioration des locaux et gros travaux d'entretien

Ces fonds sont essentiellement destinés à la construction du nouveau Centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abeba. Avec la fin des travaux de construction du Centre qui s'approche, les affectations budgétaires pour l'exercice biennal 1994-1995 ont été réduites.

d) Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Suivant une tendance amorcée en 1990-1991, les affectations budgétaires de la part du PNUD ont été sensiblement réduites. Cette réduction reflète un ajustement stratégique du PNUD à l'échelle mondiale, qui met l'accent sur les projets exécutés par les Etats au niveau national, plutôt que par l'intermédiaire d'organisations comme la CEA.

2. Ressources allouées au budget ordinaire par programme d'activité

Le tableau 2 indique l'évolution des dépenses par programme d'activité.

Tableau 2. Ressources allouées au budget ordinaire par programme d'activité (en milliers de dollars)

Chapitre 23: Commission économique pour l'Afrique

Programme	1990-1991	1992-1993	1994-1995
A. Organes directeurs	496,5	435,9	608,5
B. Direction exécutive et administration	3 503,8	2 543,9	3 045,8
C. Programme d'activité			
— Agriculture et développement rural	2 198,7	2 249,2	1 942,2
Affaires maritimes	39,4	42,5	260,2
Questions et politiques relatives au développement:			
1. Recherche et développement socio-économiques	3 312,7	3 216,4	3 105,9
2. Mise en valeur de ressources humaines	1 172,5	1 099,3	1 059,1
3. IDEP	578,4	1 002,1	891,0
Environnement et développement	524,7	441,6	544,6
Etablissements humains	648,2	654,7	394,3
Développement industriel	3 544,6	4 007,2	4 005,0
Développement du commerce et coopération commerciale	2 805,2	2 076,0	1 804,0
Coopération économique et intégration:			
1. Gestion de la coopération économique	2 304,1	1 307,6	1 512,7
a) MULPOC de Gisenyi	410,3	688,7	662,5

Programme	1990-1991	1992-1993	1994-1995
b) MULPOC de Lusaka	1 109,4	1 136,4	1 640,5
c) MULPOC de Niamey	1 372,0	1 522,2	1 525,5
d) MULPOC de Yaoundé	961,0	992,0	1 074,4
e) MULPOC de Tanger	697,7	869,6	1 324,8
2. Pays les moins avancés, pays sans littoral et pays insulaires	-	604,7	632,0
Politiques et stratégies monétaires et financières	-	524,7	585,4
Crise de la dette extérieure	-	388,7	436,4
Ressources naturelles	2 281,5	2 358,2	2 935,1
Population	1 552,7	1 640,0	1 689,7
Administration publique et affaires fiscales	917,0	1 194,6	1 145,5
Science et technique au service du développement	917,5	804,5	743,1
Développement social	2 196,1	1 219,6	836,3
Développement de la statistique	3 072,2	3 231,9	3 049,3
Transports et communications	3 387,8	3 461,3	3 385,1
Tourisme	-	255,8	282,4
Energie, y compris les sources d'énergie nouvelles et renouvelables	413,3	623,9	639,8
Promotion de la femme	-	660,3	755,9
D. Appui au programme:			
Services de conférence	5 055,3	6 788,4	6 335,4
Services d'information	-	570,9	567,1
Gestion des activités de coopération technique	915,4	969,0	862,7
Administration et services communs	15 617,7	15 698,5	16 378,2
Formation du personnel	-	504,8	347,7
Construction (Unité de planification)	252,8	585,0	434,7
E. Formation du personnel	197,6	-	-
F. Programme de départ anticipé à la retraite	-	-	516,1
TOTAL	62 456,1	66 370,1	67 958,9

Un bref commentaire des dépenses telles qu'elles apparaissent dans le tableau 2 est présenté ci-dessous.

a) Organes directeurs

Les dépenses au titre des organes directeurs concernent l'organisation et les services de secrétariat des réunions des organes délibérants de la Commission, comme la Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification, et son Comité technique préparatoire plénier.

b) Direction exécutive et administration

Les dépenses concernent le Cabinet du Secrétaire exécutif dans le domaine de la direction et de la gestion des activités du secrétariat, en particulier la rénovation de la CEA, pour mieux servir l'Afrique.

c) MULPOC de Lusaka et Tanger

L'accroissement des ressources reflète la présence d'effectifs plus importants, conformément à la stratégie de renforcement de la fourniture directe de services aux Etats membres par le truchement des bureaux sous-régionaux du MULPOC.

d) Administration et services communs

L'accroissement traduit les importantes dépenses effectuées pour le matériel informatique et les fournitures.

3. Dépenses par objet de dépense

Le tableau 3 présente les tendances des dépenses effectives par section (source de financement) et par objet de dépense. Les dépenses les plus récentes effectuées dans le cadre de l'exercice biennal sont également comparées avec celles des ouvertures initiales de crédits. Il est à noter que ces ouvertures de crédits ont été revues à la baisse tout au long de l'exercice et que les affectations effectivement reçues sont présentées au tableau 1.

Les variations significatives intervenues en 1994-1995 par rapport aux dépenses effectuées en 1992-1993 se présentent comme suit :

a) Chapitre 23 : Commission économique pour l'Afrique

- i) Postes permanents: alors que le nombre de postes est resté à un niveau constant, le nombre de postes d'administrateurs vacants a augmenté en 1994-1995, ce qui s'est traduit par une réduction des dépenses. Des postes ont été laissés vacants pour permettre un maximum de flexibilité dans le cadre de la restructuration de la CEA. Ceci a été en partie compensé par le gel du recrutement en 1992-1993, qui a permis une réduction des dépenses au cours de cet exercice;
- ii) Personnel temporaire pour les réunions: l'accroissement est principalement dû au coût élevé des interprètes et traducteurs;
- iii) Consultants : Les dépenses effectuées en 1994-1995 tiennent compte des 430000 dollars E.-U. du programme de rénovation de la CEA, une nouvelle initiative destinée à revitaliser la Commission;
- iv) Autres voyages autorisés: les restrictions imposées par le Siège de l'Organisation des Nations Unies ont eu pour effet de limiter, dans une large mesure, le nombre de voyages en 1992-1993 par rapport à 1994-1995. D'où les dépenses plus élevées en 1994-1995. La hausse des prix des billets d'avion constitue un autre facteur à prendre en considération;
- v) Mobilier et équipement: En 1994-1995, l'accent a été davantage mis sur l'achat de matériel informatique

pour moderniser et améliorer les connexions et la productivité au niveau de la CEA;

b) Chapitre 12 : Programme ordinaire de coopération technique

Personnel temporaire affecté à des tâches générales et autres voyages autorisés : l'accroissement traduit des affectations plus importantes consenties par l'Assemblée générale, en reconnaissance de la nécessité de mettre davantage l'accent sur les services consultatifs fournis aux Etats membres;

c) Chapitre 35: Construction, transformation, amélioration des locaux et gros travaux d'entretien

Nouveaux locaux: Ces dépenses concernent le nouveau Centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abeba. Les travaux de construction du Centre ont été pratiquement terminés à la fin de 1995.

Tableau 3. Dépenses prévues au budget ordinaire par objet et état comparatif des dépenses et des crédits ouverts pour 1994-1995 (en milliers de dollars)

	Objet de dépenses	1990-1991	1992-1993	1994-1995	1994-1995	
					Crédits ouverts	Variation
A.	Chapitre 23: Commission économique pour l'Afrique	62 258,5	66 369,5	67 988,9	76 963,2	9 004,3
	Postes permanents	30 286,3	31 126,3	29 945,8	34 619,5	4 673,7
	Personnel temporaire pour les réunions	1 109,5	857,3	1 296,5	1 554,5	258,0
	Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	879,8	842,7	726,3	1 021,6	295,3
	Honoraires et frais de voyage des consultants	339,0	361,6	1 030,2	655,3	(374,9)
	Heures supplémentaires et sur salaire de nuit	175,7	161,7	202,9	225,9	23,0
	Groupe spécial d'experts	154,2	214,5	200,8	390,5	189,7
	Postes temporaires	373,0	360,2	395,3	303,2	(92,1)
	Dépenses communes de personnel	21 452,9	22 516,0	22 874,1	24 897,7	2 023,6
	Frais de représentation	7,1	4,7	3,6	9,2	5,6
	Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	412,0	455,4	484,6	675,2	190,6
	Autres voyages autorisés	1 278,8	1 191,7	1 443,6	1 742,0	298,4
	Services contractuels	110,0	1 002,2	782,1	1 356,5	574,4
	Travaux contractuels d'imprimerie et de reliure	120,5	97,2	172,1	171,9	(0,2)
	Frais généraux de fonctionnement	334,0	-	-	476,4	476,4
	Location et entretien des locaux	485,5	537,8	680,3	641,5	(38,8)
	Eclairage, chauffage, énergie et eau	412,2	195,0	232,2	832,0	599,8
	Location et entretien du matériel	368,9	812,3	710,5	901,9	191,4

Objet de dépenses	1990-1991	1992-1993	1994-1995	1994-1995	
				Crédits ouverts	Variation
Communications	1 369,5	1 402,7	1 442,7	1 448,6	5,9
Dépenses de représentation	16,1	18,9	21,3	20,6	(0,7)
Services divers	415,5	642,4	714,9	561,8	(153,1)
Fournitures et accessoires	1 407,8	1 746,2	2 176,7	2 209,8	33,1
Mobilier et matériel	336,3	677,1	1 202,6	1 100,4	(102,2)
Subventions et contributions	413,9	1 145,6	1 219,8	1 147,2	(72,6)
B. Chapitre 12: Programme ordinaire de coopération technique des Nations Unies	3 718,2	4 299,1	7 476,1	7 709,1	233,0
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	3 060,0	3 734,7	6 412,3	6 250,0	(162,3)
Autres voyages autorisés	407,3	556,4	967,6	1 338,1	370,5
Mobilier et matériel	5,4	8,0	96,2	121,0	24,8
Bourses, subventions et contributions	17,0	-	-	-	-
Activités de coopération technique	228,5	-	-	-	-
D. Chapitre 35: Construction, transformation, amélioration et gros travaux d'entretien des locaux	30 361,0	58 671,1	17 864,1	18 758,7	894,6
Nouveaux bâtiments	29 800,1	57 414,9	17 241,9	17 241,9	-
Transformation et amélioration	11,8	561,0	136,4	563,0	426,6
Gros travaux d'entretien	549,1	695,2	485,8	953,8	468,0
E. Chapitre 45: Situation économique critique de l'Afrique	-	284,8	458,5	447,7	(110,8)
Postes permanents	-	105,7	140,7	155,9	15,2
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	-	-	103,2	67,5	(35,7)

	Objet de dépenses	1990-1991	1992-1993	1994-1995	1994-1995	
					Crédits ouverts	Variation
	Honoraires et frais de voyage des consultants	-	25,6	39,4	48,3	8,9
	Dépenses communes de personnel	-	103,3	121,0	110,6	(10,4)
	Autres voyages autorisés	-	50,2	54,2	65,4	11,2
F.	Chapitre 15: Sociétés transnationales	396,8	559,5	480,8	664,3	183,5
	Postes permanents	211,0	282,4	245,0	310,4	65,4
	Honoraires et frais de voyage des consultants	40,9	38,1	55,4	78,8	23,4
	Dépenses communes de personnel	115,7	209,7	145,4	220,2	74,8
	Autres voyages autorisés	29,2	29,3	35,0	54,9	19,9
	TOTAL	96 734,5	130 184,2	94 754,9	10 454,3	10 304,6

4. Ressources provenant des organismes des Nations Unies et des donateurs bilatéraux

Le tableau 4 indique le montant des ressources allouées à la CEA par les organismes des Nations Unies et les donateurs bilatéraux.

Tableau 4. Ressources provenant des organismes des Nations Unies et des donateurs bilatéraux
(en milliers de dollars E.-U.)

	Source	1990-1991	1992-1993	1994-1995
A.	Organismes des Nations Unies	39 578,2	22 171,6	7 226,0
	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	28 852,8	15 034,6	1 632,6
	Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)	8 607,6	4 799,6	4 033,7
	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA)	2 117,8	2 337,4	1 559,7
B.	Sources bilatérales	2 351,1	2 261,9	3 475,8
	Belgique	382,9	32,6	-
	Canada	191,5	328,7	707,3
	Finlande	-	80,0	-
	France	197,1	78,6	258,0
	Allemagne	-	551,8	543,4
	Inde	483,8	20,3	-
	Italie	-	245,5	302,8
	Japon	-	90,3	36,8
	Pays-Bas	279,4	495,4	868,5
	Norvège	-	-	312,0
	Suède	238,5	68,6	-
	Fondation Ford	95,3	0,4	-
	Fondation Carnegie	189,5	116,4	412,9
	Organisation internationale pour les migrations (OIM)	61,7	104,8	-
	Banque islamique de développement (BID)	-	47,7	-
	Autres	231,4	-	34,1
	TOTAL	41 929,3	24 432,7	10 701,8

a) Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

La baisse notable intervenue durant la période 1994-1995 résulte de la nouvelle politique du PNUD qui met l'accent sur l'exécution des projets au niveau national plutôt que par l'intermédiaire d'organisations régionales telles que la CEA. Durant ladite période, les ressources étaient essentiellement destinées à l'UN-NADAF et aux domaines de l'administration publique, des ressources humaines et du développement social.

b) Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

Les contributions sont essentiellement destinées aux activités de coopération technique et à des projets opérationnels exécutés par la CEA, en particulier dans le domaine des ressources humaines et de la gestion des questions de population.

c) Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA)

La diminution constatée durant la période 1994-1995 résulte de la réduction des contributions annoncées et des contributions effectivement versées par les Etats membres. Le montant pour la période inclut également une

somme de 248 700 dollars E.-U. pour l'UNCTACDA II.

d) Donateurs bilatéraux

D'importantes contributions ont été reçues durant la période 1994-1995 des pays et organismes ci-après :

a) Pays-Bas : pour le financement des services d'un expert bilatéral détaché à la CEA ainsi que d'activités opérationnelles;

b) Canada : par l'intermédiaire du Centre de recherche pour le développement international (CRDI) afin de mettre en place des capacités de coordination en réseau en Afrique;

c) Allemagne : pour des projets relatifs à la promotion du secteur non structuré et la participation populaire au développement;

d) Fondation Carnegie : pour des projets relatifs au renforcement des systèmes d'information en Afrique ainsi qu'à la science et à la technologie;

e) Norvège : pour la quatrième Conférence mondiale sur les femmes;

f) Italie : pour améliorer le réseau des communications au Centre africain pour la femme.

Table 5. Etat récapitulatif des dépenses par rapport aux ressources allouées :
Ressources allouées par les organismes des Nations Unies et les donateurs bilatéraux

Le tableau 5 indique les montants dépensés par rapport aux montants alloués à la CEA par les organismes des Nations Unies et les donateurs bilatéraux.

Tableau 5. Etat récapitulatif des ressources et des dépenses par programme
(ressources extrabudgétaires provenant des organismes des
Nations Unies et des donateurs bilatéraux)

Grand programme	Ressources en 1994-1995	Dépenses en 1994-1995	Rapport des dépenses aux ressources (%)
Centre africain pour la femme	757 327	450 729	60
Cabinet du Secrétaire exécutif	929 684	457 707	49
Service de la coopération économique	546 696	270 208	49
Division de l'industrie et des établissements humains	208 477	159 999	77
Division du commerce international et du financement du développement	36 827	36 827	100
Agriculture	313 053	277 282	89
Division des ressources naturelles	410 177	386 684	94
Système panafricain d'information pour le développement	1 081 662	807 909	75
Population	743 783	641 126	86
Division de l'administration publique, des ressources humaines et du développement social	1 029 750	665 745	65
Service de la coordination des politiques et des programmes	39 900	35 859	90
Division de la recherche et de la planification socio-économiques	376 263	168 726	45
Division de la statistique	3 483 000	2 721 202	78
Gestion des activités de coopération technique	330 526	297 329	90
Division des transports, des communications et du tourisme	414 680	342 946	83
	10 701 805	7 720 278	72

Tel qu'indiqué dans le tableau, la CEA a utilisé en moyenne 72 % des ressources disponibles au cours de la période 1994-1995 pour l'exécution des activités de coopération technique ainsi que des projets opérationnels.

C. Développement de la technologie de l'information

Depuis 1991, la CEA a procédé à l'introduction progressive des nouveaux systèmes et technologie de l'information dans le but de

renforcer les opérations et les communications tant au sein du secrétariat qu'avec le monde extérieur. Les projets relevant de la Section des systèmes informatiques ont été axés sur l'installation d'un nouveau matériel informatique et de nouveaux logiciels afin de satisfaire les besoins des consommateurs et d'élargir les réseaux locaux de communication. La mise en place d'utilisations adaptées aux usagers s'est poursuivie, permettant ainsi d'achever l'installation de 11 principales utilisations dont les plus importantes sont les états de paie et le système de comptabilité.

D'autres projets visant à améliorer les réseaux de communication de la Commission, tels que le raccordement au Réseau Internet sont bien avancés, et il est prévu de renforcer cette liaison pour la rendre interactive. Parmi les autres projets destinés au renforcement du réseau de communication, il est prévu l'installation d'un système intégré de gestion qui sera pleinement opérationnel en 1997, le raccordement des locaux de la CEA au réseau électronique et l'installation d'un nouveau réseau téléphonique dont l'achèvement est prévu au cours de l'exercice biennal 1996-1997.

Des cours de formation ont été organisés au niveau interne pour renforcer les capacités en traitement de texte ainsi que l'utilisation des tableurs et des bases de données. Treize séances de formation ont été organisées à cet effet et plus 600 membres du personnel ont pu suivre des cours et recevoir une formation professionnelle en informatique.

D. Gestion des ressources humaines

a) Postes pour la mise en oeuvre du budget-programme 1994-1995

Au cours de l'exercice biennal 1994 - 1995, le secrétariat disposait d'un total de 245 postes permanents pour la catégorie des administrateurs et de 377 postes d'agents locaux pour la mise en oeuvre de son programme de travail au titre du chapitre 15 du budget ordinaire. Les ressources allouées au titre du personnel temporaire ont subi

en 1994-1995 une diminution draconienne et ne prévoyaient plus que 38 postes d'administrateurs et 37 postes d'agents locaux, alors que ceux-ci étaient pour 1992-1993, respectivement de 80 et 93 postes, soit une diminution radicale du flux des ressources extrabudgétaires allouées à la Commission.

b) Situation en matière de recrutement

Au cours de l'exercice biennal 1994-1995, le secrétariat, comme toutes les autres organisations du Système des Nations Unies, a été confronté à une grave crise financière qui a influé sur le recrutement du personnel et qui s'est traduit par un taux élevé des vacances de postes. En décembre 1995, on comptait 56 postes d'administrateurs vacants à la CEA sur un total de 245 postes, soit un taux de vacance de 22,8%. En tout, quatorze administrateurs ont été recrutés par voie de recrutement direct ou d'affectation.

A l'heure actuelle, 61 membres du personnel de la CEA sont affectés à des opérations de maintien de la paix. On s'aperçoit avec le personnel du secrétariat en mission hors du siège que la CEA prend une part de plus en plus active aux opérations de maintien de la paix et à d'autres missions sur le terrain.

c) Perfectionnement et formation du personnel

Le perfectionnement et la formation du personnel ont constitué un important volet de la mise en valeur des ressources humaines. Le renforcement des connaissances, des compétences et des aptitudes linguistiques requises pour le programme de travail de la Commission, dans le but d'améliorer la qualité des prestations dans l'exécution des programmes ainsi que les rôles d'encadrement et de contrôle des directeurs de programmes et des chefs de sections, a été souligné.

Des cours de langue arabe, anglaise et française ont continué d'être dispensés aux membres du personnel de la CEA, des autres institutions des Nations Unies et au personnel

consulaire en poste à Addis-Abeba. Dans le cadre de l'exécution du programme de formation des traducteurs au titre de l'exercice 1994-1995, a été organisé en 1995 un programme qui a duré neuf mois et qui a pris fin en février 1996. Cette formation était destinée à préparer les candidats au concours officiel des Nations Unies en vue de recrutement de traducteurs/rédacteurs de langue anglaise/française/arabe.

La CEA a continué d'accorder la priorité à la stratégie globale adoptée par le Secrétaire général pour améliorer la gestion des ressources humaines au sein du système des Nations Unies. L'une des principales initiatives prise à cet effet a consisté à organiser à l'intention du personnel de la CEA un programme de formation au nouveau système de notation des fonctionnaires qui devra remplacer le système de rapport d'appréciation du comportement professionnel. Le système de notation vise à améliorer le rendement professionnel; à créer un nouvel environnement qui privilégie la responsabilité, la compétence et l'efficacité dans le domaine de la gestion; à associer l'organisation du travail et les prestations de chacun aux buts et objectifs du programme et reconnaît l'importance d'un dialogue permanent entre le personnel et la direction sur les questions de rendement et d'exécution du programme. Afin de faire démarrer cette opération, le personnel a reçu une formation sur les modalités de mise en oeuvre du système de notation et une équipe locale d'exécution a été créée pour aider la direction à appliquer ce système dont le démarrage est prévu au cours de l'exercice biennal 1996-1997.

d) Classement

Le Comité de recours en matière de classement des services généraux devait terminer ses travaux au cours du premier trimestre de l'année 1996. Pour ce qui concerne la phase d'entretien, le Comité consultatif mixte de la CEA a examiné le projet relatif aux directives administratives et soumis ses projets d'amendements au Siège. La décision officielle relative aux directives

administratives qui sera prise par le Sous-Secrétaire général de la gestion des ressources humaines donnera à la CEA le pouvoir de procéder de temps à autre à une actualisation du classement des postes des services généraux.

Compte tenu du processus de restructuration en cours à la CEA, il conviendra de procéder au reclassement d'un certain nombre de postes de la catégorie des administrateurs afin que leurs attributions concordent avec les orientations stratégiques de la CEA. Cette opération a commencé et se poursuivra tout au long de l'année.

e) Egalité entre les sexes

Au mois d'octobre 1995, la CEA ne comptait que 37 administrateurs de sexe féminin soit 16,5% de l'ensemble des postes de la catégorie des administrateurs (245) soumis aux critères de la répartition géographique. Sur ces 37, seuls trois étaient de la classe P5 et une seule de la classe D1. Toutefois, la CEA a continué d'oeuvrer pour l'amélioration de la condition de la femme au sein du secrétariat notamment dans le cadre des "mesures spéciales en vue de parvenir à l'égalité entre les sexes au sein du système des Nations Unies". Des efforts particuliers entrepris dans ce domaine ont porté sur la redynamisation de l'Equipe spéciale sur la condition de la femme au sein de la CEA (TAFWE) dont le mandat consistait, entre autres, à faire des recommandations précises sur la façon de parvenir à un équilibre entre les sexes au sein de la CEA. L'Equipe spéciale apporte présentement son concours à l'élaboration d'une liste de femmes compétentes à laquelle la CEA pourrait se référer pour pourvoir les postes vacants à mesure et une fois qu'ils se libèrent.

Dans le cadre de la gestion du changement de la CEA, l'Equipe spéciale a élaboré un projet définissant les actions requises pour réaliser efficacement les objectifs fixés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en matière dans le domaine de parité entre les sexes.

f) Gestion des ressources humaines dans le processus de rénovation de la CEA

Le rôle et la place de la gestion des ressources humaines en vue de la redynamisation de la CEA revêt la plus haute importance dans le processus de rénovation de la CEA actuellement en cours. A cet effet, pour mettre la compétence au coeur de la gestion des ressources humaines, la CEA élabore en ce moment une stratégie de gestion des ressources humaines qui est étroitement liée aux nouvelles orientations stratégiques de la CEA. La nouvelle stratégie met l'accent sur la gestion de la compétence professionnelle, la transparence, la stratégie de la dotation en

personnel, l'évolution de la carrière du personnel une plus grande participation des supérieurs hiérarchiques, l'amélioration de la qualité et de la régularité des services grâce à la rationalisation et à l'automatisation des opérations, la résolution des conflits internes, l'équilibre entre les sexes, etc. En conséquence, la structure de la nouvelle Division de la gestion des ressources humaines et des systèmes est conçue de façon à rendre la gestion des ressources humaines au sein de la CEA plus efficace, plus conviviale et plus à même de faire face non seulement aux besoins de chacun des membres du personnel, mais également aux besoins en ressources humaines de l'Organisation en vue de l'exécution des programmes.

V. ORIENTATIONS FUTURES DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE : PROGRAMME DE RENOVATION DE LA CEA

A. Introduction

Les réformes lancées au sein de la Commission depuis dix mois couvrent de vastes domaines, dont l'orientation politique, les programmes, la structure organisationnelle et les pratiques de gestion. Ces réformes sont guidées par trois principes qui sont : l'excellence, un meilleur rendement et une plus grande efficacité en matière de partenariat. Le processus de réforme a été marqué par une vaste activité en matière de consultation.

Les consultations en vue de la réforme ont démarré par la possibilité offerte aux membres du personnel de la Commission de faire des suggestions en vue d'améliorer le processus en cours ainsi que les produits de la Commission. Ces consultations ont été effectuées en deux étapes : des réunions sur la stratégie à suivre au niveau des divisions et des consultations uniquement au niveau des administrateurs dans l'ensemble de la Commission. La première étape s'est essentiellement consacrée à l'examen des priorités stratégiques pour chaque division tandis que les consultations élargies à l'ensemble de la Commission ont eu principalement pour objet le recentrage des priorités de la CEA, le raffermissement de ses liens avec ses partenaires et le renforcement de son rôle. Ces consultations ont abouti à l'élaboration du document intitulé *Mieux servir l'Afrique : Orientations stratégiques pour la Commission économique pour l'Afrique*. Il a servi de document de base lors des consultations qui ont eu lieu en janvier 1996 avec 40 experts africains éminents provenant de milieux gouvernementaux, du secteur privé, de milieux universitaires et de la société civile ainsi que par le Bureau de la Commission. Il sera examiné par la Commission au cours de sa session annuelle de 1996.

Afin de promouvoir l'excellence dans le travail de la CEA, trois décisions interdépendantes ont été adoptées. Premièrement, les profils de compétence des administrateurs ont été

évalués dans le double objectif de procéder à une meilleure répartition des ressources en personnel dans des domaines qui correspondent à l'expérience et aux connaissances dont ils disposent et de recenser les besoins en vue du renforcement des compétences. Deuxièmement, les publications de la CEA ont été passées en revue afin d'identifier les meilleures pratiques à renforcer et à maintenir, de suggérer les améliorations à apporter à d'autres et de déterminer celles à supprimer. Troisièmement, un examen exhaustif de la gestion du budget, de la planification et de la gestion des ressources humaines de la CEA a été entrepris. Cet examen a donné lieu à un certain nombre de recommandations visant à réorganiser les processus et procédures administratifs de la CEA dans trois domaines essentiels au bon fonctionnement de la Commission.

Dans le but de parvenir à une meilleure rentabilité, les principaux domaines d'activités du programme de la CEA ont été passés en revue. Les programmes de la Commission ont à présent été ramenés à cinq pour veiller à ce que les ressources limitées de la Commission soient consacrées à des activités ayant des effets quantifiables sur les problèmes de développement de l'Afrique. En conséquence, la nouvelle orientation proposée pour les activités de la CEA présente un certain nombre de caractéristiques principales : elle encourage la synergie au sein des domaines interdépendants de son programme; est conforme aux nouvelles priorités de développement de l'Afrique qui ont été approuvées et suppose le renforcement de ses mécanismes de contrôle et d'évaluation pour mieux mesurer l'incidence des programmes dans les pays africains; et elle veillera à assurer la complémentarité des activités de la Commission avec celles des autres institutions du système des Nations Unies opérant en Afrique.

En effet, afin d'instaurer un partenariat efficace, la CEA a entamé des consultations avec les organisations régionales africaines, les institutions du système des Nations Unies, les

ONG et les associations en vue d'identifier les domaines de coopération. Dans le cadre de ses efforts, la CEA a organisé au début du mois d'avril, une réunion consultative avec des partenaires potentiels internationaux. Ont pris part à cette réunion des représentants des institutions du système des Nations Unies, des donateurs bilatéraux et certaines fondations internationales. Les modalités de coopération varieront d'un partenaire à l'autre selon le projet particulier à exécuter. Les relations entre partenaires seront certainement plus durables et plus productives si les avantages comparés de chacun d'eux sont bien connus à l'avance. En conséquence, l'un des éléments primordiaux de la réforme de la CEA consistera à renforcer les compétences dans les nouveaux domaines-clés des programmes.

B. Plan à moyen terme, 1998-2001

En vue de l'élaboration du prochain plan à moyen terme (1998-2001), ont été pris en compte les difficultés résultant de l'austérité financière, les programmes de réforme et l'engagement formel visant à mieux servir l'Afrique. Le plan à moyen terme définit les orientations du programme de la Commission et joue trois rôles essentiels : il énonce les objectifs que la Commission doit s'efforcer d'atteindre au cours de la période couverte par le Plan; il fournit le cadre nécessaire à la formulation du programme biennal de travail et des budgets-programmes pour la période et il indique de quelle façon chacun des sous-programmes du Plan devra contribuer à la réalisation des principaux objectifs de la Commission.

L'objectif global contenu dans le plan à moyen terme du programme de la Commission consiste à promouvoir le développement économique et social en Afrique. La CEA cherchera à atteindre cet objectif grâce à ses activités analytiques, consultatives et de mobilisation. Tenant compte de la réforme dans l'orientation des programmes de la CEA, le plan a été organisé autour de cinq sous-programmes, à savoir:

- a) Faciliter l'analyse et la mise en oeuvre des politiques économiques et sociales;
- b) Assurer la sécurité alimentaire et le développement durable;
- c) Améliorer la gestion du développement;
- d) Exploiter l'information aux fins du développement;
- e) Promouvoir la coopération et l'intégration régionales.

Deux thèmes qui se recoupent se retrouveront dans les cinq nouveaux programmes. Il s'agit de la promotion des femmes dans le développement de l'Afrique et de la mise en place des capacités. Chaque sous-programme décrit les objectifs que la CEA s'efforcera d'atteindre et identifie les indicateurs de réalisation.

Ces sous-programmes sont largement conformes à l'ensemble des problèmes qui se posent aux gouvernements auxquels les pays africains accordent un rang de priorité élevé dans leur programme de développement. En conséquence, la composition et l'objet principal de chacun des sous-programmes traduisent à la fois un changement et une continuité. Le changement apparaît dans la façon dont sont traités les nouveaux aspects du développement de l'Afrique, et la continuité veille à l'exécution des activités prévues dans les programmes en cours.

C. Changements administratifs et structurels

Les changements intervenus dans la structure des programmes ont permis de lancer le processus de restructuration qui se déroulera en deux étapes. La première étape annoncée en janvier 1996, a été axée sur les fonctions de soutien administratif. Trois divisions chargées des services ont été créées qui correspondent aux principaux secteurs d'influence qui recouvrent l'ensemble de l'organisation. Ce sont : la Division de la gestion des ressources humaines et des systèmes; la Division de la programmation, des finances et de l'évaluation; et la Division des

Conférences et des services généraux. Une Equipe de gestion du changement dirigé par un coordinateur au sein du Cabinet du Secrétaire exécutif a été mise sur pied pour promouvoir, soutenir et appuyer la mise en oeuvre des changements dans ces trois secteurs.

L'Equipe de gestion du changement s'emploie à mettre en phase le programme et les fonctions administratives y compris notamment la gestion des ressources humaines; la planification, la budgétisation et l'évaluation des programmes; l'élaboration du rôle effectif de la gestion intégrée de l'information; la mise en place de stratégies visant à l'élaboration de normes de services appropriées pour les achats, les missions et le protocole, la gestion des bâtiments, les services de conférence et de traduction et la sécurité de la CEA. Son travail devrait permettre de jeter les

bases d'une efficacité et d'une productivité plus grandes.

La deuxième phase de la restructuration portera essentiellement sur les divisions organiques. Trois principes devront guider ces opérations. Premièrement, il faudrait assurer une concordance entre les programmes et la structure des divisions pour renforcer l'efficacité au niveau de la gestion du programme et de son exécution. Deuxièmement, la nouvelle structure donnera la preuve d'une meilleure orientation stratégique, reflétant ainsi un engagement plus grand en vue d'un meilleur impact. Troisièmement, le thème adopté au titre du programme de chaque division devra être bien défini, afin que chaque sous-programme puisse faire l'objet d'avis spécialisés de la part des services techniques, ce qui se traduira par un travail d'équipe plus important et par moins de hiérarchie.

PROJETS DE COOPERATION TECHNIQUE FINANCE SUR RESSOURCES EXTRABUDGETAIRES (1994-1995)

Intitulé du projet	Durée		Source de financement
	Début	Fin	
Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFRI)	4/90	12/95	PNUD
Activités d'information, de documentation et de recherche à l'UNAFRI	10/94	12/94	FASNUDA
Participation populaire au développement durable	1/92	12/96	Allemagne*
Constitution de capacités EDMCA/PHSD/SAPAM	11/94	3/95	Pays-Bas*
Renforcement de la capacité d'autosuffisance de l'IDEP - Phase préliminaire	6/92	12/95	PNUD
Programme de hautes études universitaires	6/90	12/95	FASNUDA
Promotion du secteur non structuré pour le développement de l'Afrique	10/92	12/96	Allemagne*
Renforcement des capacités de gestion des ressources humaines dans le secteur des transports et des communications	5/89	12/95	PNUD
Constitution d'une base des données sur les transports en Afrique subsaharienne	7/90	12/95	PNUD
Système d'information pour la gestion en vue de la mise en oeuvre du programme UNTACDA II	5/92	12/95	UNTACDAF*
Etude de faisabilité pour la création de centres de transit régionaux et sous-régionaux en Afrique	8/93	12/95	UNTACDAF*
Soutien à la création des comités nationaux de coordination d'UNTACDA II	1/93	12/96	UNTACDAF*
Fonctionnaire d'administration du projet UNTACDA	1/93	1/96	UNTACDAF*
Enquête sur les revenus et dépenses des ménages	9/87	12/88	PNUD
Développement et renforcement de la statistique en matière d'environnement en Afrique (III)	8/84	12/86	Pays-Bas*
Services consultatifs régionaux en analyses démographiques	1/92	1/96	FNUAP
Services d'appui technique	1/92	12/86	FNUAP
Atelier sur le développement des capacités des femmes entrepreneurs dans l'artisanat et les petites industries	1/95	12/96	FASNUDA
Renforcement des capacités d'IHSD pour le suivi et la mise en oeuvre des projets	10/93	12/95	FASNUDA
Impression d'un manuel technique sur les fleurs composées	10/94	12/95	Pays-Bas*
Quatrième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales	1/88	12/93	FASNUDA
Assistance au Gouvernement de la République de la Guinée équatoriale dans la restructuration de la Direction des mines et de la géologie	8/92	12/96	FASNUDA
Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique	6/82	12/94	FASNUDA
Assistance préliminaire en vue de la préparation d'un programme d'environnement pour les pays de l'Afrique de l'Ouest	10/93	12/95	FASNUDA
Valorisation de l'exploitation des gîtes aurifères de la région du Liptako-Gourma	1/91	12/96	FASNUDA

Intitulé du projet	Durée		Source de financement
	Début	Fin	
Potentiel des institutions pour la mise en oeuvre d'une politique de sciences et de technologies en Afrique	10/89	12/95	Carnegie Corporation*
Séminaire sur les politiques intégrées en matière de sciences et de technologies et d'économie et de développement	1/93	12/94	Carnegie Corporation*
Table ronde sur la mise en oeuvre du protocole scientifique et technologique	1/93	12/95	Carnegie Corporation*
Séminaire de formation sur les stimulants pour le développement et l'application des sciences et de la technologie	1/95	12/96	Carnegie Corporation*
Atelier du groupe de travail de l'Afrique de l'Ouest pour la Conférence africaine régionale sur le développement et l'application des sciences et de la technologie	10/95	12/96	Carnegie Corporation*
Appui à la CEA pour la formulation d'un programme de mise en place de capacités en Afrique; préparatoire à la Conférence de la CEA	11/91	12/96	FASNUDA
Soutien au suivi de la mise en oeuvre d'UN-NADAF	7/93	12/96	PNUD
Mise en oeuvre de la résolution relative aux transports lacustres sur la sécurité de la navigation sur les lacs Kivu et Tanganyika - Port de Bujumbura	1/90	12/96	FASNUDA
Assistance à la CEDEAO en matière de bureautique pour l'amélioration du taux d'exécution des programmes	2/95	6/96	FASNUDA
Mise en place de la Convention de création et du statut et montage de la compagnie de la CEPGL	7/92	12/96	FASNUDA
Soutien au processus d'intégration économique en Afrique de l'Ouest par les activités opérationnelles du MULPOC de Niamey	10/93	12/96	FASNUDA
Visite d'étude et séminaire sur la construction, l'utilisation et la maintenance des petits barrages, bassins, et marais en vue de développer la pisciculture	11/94	12/94	FASNUDA
MULPOC de Lusaka	12/90	12/94	FASNUDA
Atelier sur la gestion et la mise en place de capacités techniques dans les institutions d'épargne et de financement du logement en Afrique	5/93	11/93	FASNUDA
Promotion du cabotage maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre	11/92	12/96	FASNUDA
Intégration de la femme au développement dans la sous-région des Grands Lacs	7/87	12/96	Canadian International Development Agency (CIDA)*
Transports aériens	7/92	12/96	FASNUDA
Suivi de la troisième Conférence sur la population	6/94	12/96	France*
Soutien à la troisième Conférence africaine sur la population	11/92	12/94	Pays-Bas*
Troisième Conférence africaine sur la population	7/93	5/94	FNUAP
Institut régional d'études démographiques (RIPS)	3/92	6/94	FNUAP
Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD)	3/92	6/94	FNUAP
Participation de la CEA à la CIPD	6/94	12/94	FNUAP
Atelier d'experts et d'ONG sur la mise en oeuvre de la déclaration de Dakar/Ngor sur la population la famille et le développement durable et du Programme d'action du Caire	3/95	9/95	FNUAP
Promotion de la normalisation et de la compatibilité des systèmes d'information en Afrique	2/93	12/94	Carnegie Corporation*

Intitulé du projet	Durée		Source de financement
	Début	Fin	
Promotion de la compatibilité et de l'échange d'information en Afrique (II)	4/95	12/96	Carnegie Corporation*
Centre de ressources MINISIS	8/92	12/95	International Development Research Centre (IDRC), Canada*
Efficacité des instruments de la politique informatique en Afrique	12/92	12/95	IDRC, Canada*
Mise en place des capacités dans le domaine des communications électroniques pour le développement en Afrique	5/93	12/92	IDRC, Canada*
Centre de ressources MINISIS (II)	4/95	12/96	IDRC, Canada*
Initiative africaine d'installation de réseaux - définition d'un plan d'action	12/95	6/96	IDRC, Canada*
Programme de formation en cours d'emploi pour les professionnels africains de l'information dans le domaine de la gestion de l'information socio-économique pour l'élaboration de programmes	7/94	12/95	Pays-Bas*
Evaluation régionale en matière de télématique pour l'Afrique centrale	11/95	6/96	World RX Institute (WRI)*
Evaluation des expériences de développement rural en Afrique (ERDEA)	6/89	4/93	FASNUDA
Affectation d'un spécialiste de la gestion des projets	1/94	12/94	FASNUDA
Agriculture durable et réhabilitation de l'environnement dans le Tigray (Ethiopie) (SAERT)	4/93	6/94	FASNUDA
Réseau de communication en soutien au développement rural en Afrique	9/92	12/94	FASNUDA
Renforcement des services d'extension de la commercialisation agricole (l'accent étant mis sur les femmes), phase I	10/92	12/94	FASNUDA
Analyse et revue aquacole en Afrique - Bilan et perspectives de son développement	9/92	12/94	FASNUDA
Contribution à l'aquaculture (expert en pêches)	1/92	12/95	France*
Atelier sur l'alimentation non conventionnelle	5/92	12/94	FASNUDA
Amélioration du réseau de communication du Centre africain pour la femme	1/91	12/96	Italie*
Atelier de formation des formateurs pour la promotion des femmes entrepreneurs et l'accès aux facilités de crédit	1/92	12/94	Pays-Bas*
Demande de services de consultation pour aider à la préparation des conférences régionale et mondiale sur les femmes, formulée par le Gouvernement des Pays-Bas	6/94	12/95	Pays-Bas*
Conférences régionale et mondiale sur les femmes	2/94	12/95	Norvège*
Cinquième Conférence régionale africain sur les femmes	11/94	12/95	FNUAP
Promotion du commerce Afro-Arabe et participation à la deuxième foire commerciale Afro-Arabe	10/95	12/96	FASNUDA
Affectation d'un expert en définition, conception, formulation et gestion de projets	4/88	7/96	Pays-Bas*

* Bilatéral

PNUD Programme des Nations Unies pour le développement

FASNUDA Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

FNUAP Fonds des Nations Unies pour la population

UNTACDAF Fonds d'affectation spéciale pour la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique

Annexe II

REUNIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES TENUES DURANT LA PERIODE BIENNALE 1994-1995

Intitulé	Lieu/date	Sous-programme
Vingt-neuvième et trentième réunions de la Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification et de son comité technique préparatoire plénier	Addis-Abeba (Ethiopie) 26 avril - 5 mai 1994 24 avril - 3 mai 1995	Direction exécutive et administration

Liste des documents

1. Rapports des quinzième et seizième réunions du Comité technique préparatoire plénier (TEPCOW) (E/ECA/CM.20/37, E/ECA/CM.21/16)
2. Rapports des vingt-neuvième et trentième réunions de la Conférence de ministres responsables du développement économique et social et de la planification (E/ECA/CM.20/38, E/ECA/CM.21/17)
3. Rapport économique sur l'Afrique, 1994 et 1995 (E/ECA/CM.20/2; E/ECA/CM.21/3)
4. Rapport sur la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (UN-NADAF) (E/ECA/CM.20/3)
5. Vers le développement socio-économique de l'Afrique du Sud démocratique : rôle de la CEA (E/ECA/CM.20/33)
6. Rapport biennal du Secrétaire exécutif, 1992-1993 (E/ECA/CM.20/4)
7. Programme cadre pour la mise en place et l'utilisation de capacités cruciales en Afrique: Rapport préliminaire (E/ECA/CM.20/6)
8. Capacités cruciales pour promouvoir une bonne administration, la stabilité politique, la paix et la sécurité en Afrique (E/ECA/CM.20/7)
9. Capacités cruciales pour une analyse judicieuse des politiques socio-économiques et une bonne gestion socio-économique (E/ECA/CM.20/8)
10. Mise en place, renforcement et utilisation efficaces des moyens humains pour un développement soutenu en Afrique (E/ECA/CM.20/9)
11. Formation d'entrepreneurs pour les secteurs public et privé (E/ECA/CM.20/10)
12. Mise en place et utilisation des infrastructures matérielles en Afrique (E/ECA/CM.20/12)
13. Mise en place de capacités pour la production, la sécurité et l'autosuffisance alimentaires en Afrique (E/ECA/CM.20/13)
14. Capacités nécessaires pour exploiter les ressources naturelles et diversifier les économies africaines en vue du traitement et de la fabrication (E/ECA/CM.20/14)
15. Capacités cruciales pour la mobilisation et la répartition rationnelle des ressources financières intérieures et extérieures (E/ECA/CM.20/11)

16. Convergence des politiques de coopération et d'intégration régionales : Mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine (E/ECA/CM.20/15)
17. Evaluation anticipative de l'impact des accords du Cycle d'Uruguay sur les économies africaines : analyse préliminaire (E/ECA/CM.20/31)
18. Rapport intérimaire sur l'application des stratégies africaines pour la mise en oeuvre du programme Action 21 et de la Position africaine commune (E/ECA/CM.20/16)
19. Préparation des Conférences mondiales (E/ECA/CM.20/17, E/ECA/CM.20/18, E/ECA/CM.20/19 and E/ECA/CM.20/32)
20. Responsabilisation économique de la femme en Afrique (E/ECA/CM.20/20)
21. Rationalisation et harmonisation des institutions parrainées par la CEA (E/ECA/CM.20/21)
22. Rapport intérimaire sur la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90 (E/ECA/CM.20/22)
23. Science et technique au service du développement en Afrique (E/ECA/CM.20/29)
24. Stratégie et programme d'action pour les affaires maritimes en Afrique (E/ECA/CM.20/34)
25. Rapport intérimaire sur les activités de la CEA dans les domaines des secours d'urgence, de l'assistance humanitaire, du relèvement, de la reconstruction et du développement en Afrique (Erythrée, Ethiopie, Burundi, Rwanda, Mozambique) (E/ECA/CM.20/23)
26. Questions émanant des organes subsidiaires et sectoriels de la Commission et de conseils d'administration d'institutions parrainées par la CEA et appelant une décision de la Conférence des ministres (E/ECA/CM.20/25, E/ECA/CM.20/25/Add.1, (E/ECA/CM.20/25/Add.2), (E/ECA/CM.21/11, E/ECA/CM.21/11/Add.1)
27. Evaluation des programmes à la Commission économique pour l'Afrique (E/ECA/CM.20/27, E/ECA/CM.20/27/Add.1, E/ECA/CM.20/27/Add.2/Rev.1)
28. Renforcement de la capacité opérationnelle de la CEA : ressources extrabudgétaires : situation actuelle et perspectives (E/ECA/CM.20/28)
29. The development and implementation of ECA short-term forecasting model for policy design and economic management in individual African countries (E/ECA/CM.21/5)
30. Mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine : progrès accomplis et perspectives (E/ECA/CM.21/4)
31. Rapport intérimaire sur un programme-cadre pour la mise en place et l'utilisation des capacités cruciales en Afrique (E/ECA/CM.21/5)
32. Préparation et suivi des conférences et programmes régionaux et internationaux (E/ECA/CM.21/6, Part 1, Part II and Part II/Add.1 and annex)
33. Rapport sur le développement humain en Afrique, 1995 (E/ECA/CM.21/8)
34. Responsabilisation économique de la femme : rapport intérimaire sur la banque africaine envisagée pour les femmes et la promotion de l'esprit d'entreprise chez la femme (E/ECA/CM.21/9)
35. Production vivrière et agricole, sécurité alimentaire et autosuffisance alimentaire en Afrique (E/ECA/CM.21/10)

36. Structure envisagée et programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1996-1997 (E/ECA/CM.21/12, E/ECA/CM.21/12/Add.1)
37. Rapport intérimaire sur l'évaluation du programme à la CEA (E/ECA/CM.21/13)
38. Renforcement de la capacité opérationnelle de la CEA : programme de coopération du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique FASNUDA (E/ECA/CM.21/14, E/ECA/CM.21/14/Corr.1)
39. Evaluation globale à mi-parcours de la mise en oeuvre de la Déclaration de Paris et du Programme d'Action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés : examen des progrès accomplis par les pays africains les moins avancés dans la mise en oeuvre de la Déclaration de Paris et du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés (1990-1994) (E/ECA/CM.21/15)
40. Résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 1994-1995 et par l'Assemblée générale à sa quarante-neuvième session dans les domaines économique et social intéressant l'Afrique (E/ECA/CM.20/CRP.2, E/ECA/CM.21/CRP.2)

Huitième session de la Conférence conjointe des planificateurs, statisticiens, démographes et spécialistes africains de l'information	Addis-Abeba(Ethiopie) 21-26 mars 1994	Questions et politiques de développement
---	--	--

Liste des documents

1. Rapport de la Conférence conjointe des planificateurs, statisticiens, démographes et spécialistes africains de l'information (E/ECA/PSD.8/10)
2. Etat et pratiques de modélisation économique dans les pays africains (E/ECA/PSD.8/TP.1)
3. Planification stratégique dans le sous-secteur de l'alimentation dans les économies africaines (E/ECA/PSD.8/11)
4. Les activités de l'IDEP et les perspectives de réorientation et de programmation (E/ECA/PSD.8/12)
5. Mise en oeuvre du Programme d'action de Kilimanjaro et perspectives d'un développement durable dans les Etats membres de la CEA (E/ECA/PSD.8/4)
6. Etude comparative sur la planification familiale et les programmes d'espacement des naissances dans les Etats membres de la CEA (E/ECA/PSD.8/19)
7. Les conséquences démographiques et socio-économiques de la structure de la population par âge dans les Etats membres de la CEA (E/ECA/PSD.8/20)
8. Les conséquences socio-économiques et démographiques du VIH/SIDA dans les Etats membres de la CEA (E/ECA/PSD.8/21)
9. Mesures pour accélérer l'application du Plan d'action d'Addis-Abeba (E/ECA/PSD.8/94)
10. Methodological and technological developments in the 1990s round of population and housing censuses in Africa (E/ECA/PSD.8/TP.3)
11. Systèmes révisés de comptabilité nationale : questions diverses (E/ECA/PSD.8/15)

12. Rôle des systèmes statistiques et d'information dans la planification, le suivi et l'évaluation du développement socio-économique national (E/ECA/PSD.8/6)
13. Evaluation de 15 années de programme de formation statistique pour l'Afrique (E/ECA/PSD.8/16)
14. L'importance des statistiques du secteur non structuré pour la planification du développement (E/ECA/PSD.8/TP.4)
15. Problèmes de gestion de l'information en Afrique (E/ECA/PSD.8/25)
16. La communication informatique en Afrique (E/ECA/PSD.8/26)

Cinquième session de la Conférence des ministres africains des finances et de son Comité d'experts	Libreville (Gabon) 25 février - 2 mai 1994	Questions et politiques relatives au développement/commerce, coopération et intégration économiques régionales
--	--	--

Liste des documents

1. Rapport de la Conférence des ministres africains des finances (E/ECA/TR/94/3, E/ECA/TR/94/10)
2. Promotion des marchés financiers pour promouvoir la mobilisation des ressources intérieures et extérieures (E/ECA/TRADE/94/15/Rev.2)
3. Exécution du projet visant à créer à la CEA une base de données sur le profil de la dette extérieure africaine (E/ECA/TRADE/95/11).

Première Conférence des ministres africains du commerce, de la coopération et de l'intégration régionales et son Comité d'experts	Addis-Abeba (Ethiopie) 7-15 février 1996	Commerce, coopération et intégration économiques régionales
---	---	---

Liste des documents

1. Rapport de la première Conférence des ministres africains du commerce, de la coopération et de l'intégration régionales (E/ECA/TRADE/96/1)
2. Examen à mi-parcours de la quatrième Convention de Lomé - LOME IV - (E/ECA/TRADE/94/8)
3. Mise en oeuvre des Stratégies pour la relance, le redressement et la croissance du commerce africain dans les années 80 et au-delà (E/ECA/TRADE/95/25)
4. Position africaine sur la Conférence mondiale sur les produits de base (E/ECA/TRADE/95/14)
5. Mise en oeuvre des décisions des précédentes réunions sur le développement du tourisme, le tourisme et l'intégration africaine et la gestion du tourisme africain (TRANS-COM/TOUR/95/008)
6. Régionalisme, les Accords du Cycle d'Uruguay et leurs implications pour le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine (OAU/EDECO/TD/12/066.96)

7. La participation de l'Afrique aux futures négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (E/ECA/TRADE/95/13)
8. L'impact du Cycle d'Uruguay sur les préférences commerciales : vers un programme d'action commercial prospectif pour les pays africains (E/DECO/TD/12/067.96)
9. Ce que l'Afrique attend de la quatrième Convention de Lomé (Lomé IV) dans le domaine du commerce (E/ECA/TRADE/95/12)
10. Perspectives et problèmes liés au développement du commerce et de la coopération Sud-Sud (E/ECA/TRADE/95/17)
11. Libéralisation du commerce des biens produits localement dans certains groupements économiques sous-régionaux (E/ECA/TRADE/95/7, E/ECA/TRADE/98/8)
12. Rapport de la récente réunion du Groupe consultatif mixte CCI(E/ECA/CMT/-ITC/AG(XXVIII)/150]

Réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de Tanger	Tanger, Maroc 13-16 mars 1995	Commerce, coopération et intégration économiques régionales
---	----------------------------------	---

Liste des documents

1. Rapport de la réunion (ECA/TNG/MULPOC/CIE/XII/10/Rev.1)
2. Suivi et contrôle de la situation concernant les criquets et les sauterelles dans la sous-région de l'Afrique du Nord et la mise en place d'un système d'alerte avancée (CEA/TNG/MULPOC/CIE/XII/04)
3. Evaluation des conditions économiques et sociales en Afrique du Nord dans le contexte de la promotion de la coopération et de l'intégration économiques dans la sous-région (CEA/TNG/MULPOC/CIE/XII/03)
4. Promotion de la coopération sous-régionale pour la production agricole à grande échelle en que moyen d'améliorer l'autosuffisance alimentaire et la sécurité alimentaire dans la sous-région de l'Afrique du Nord (CEA/TNG/MULPO/CIE/XII/05)

Réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de Yaoundé	Yaoundé (Cameroun) 20-24 mars 1995	Commerce, coopération et intégration économiques régionales
--	---------------------------------------	---

Liste des documents

1. Rapport de la réunion (CEA/MULPOC/YAO/CIE/XIV/RAP.Rev.1)
2. Conditions sociales et économiques dans la sous-région de l'Afrique centrale, en vue de promouvoir l'intégration économique dans la sous-région (CEA/MULPOC/YAO/-CE/XIV/RAP/CESAC)

3. Mesures visant à renforcer les marchés frontaliers afin d'accroître le commerce des produits vivriers (CEA/MULPOC/YAO/CE/XIV/RAP.MRMF)
4. Etude de marché pour le matériel agricole à petite échelle (CEA/MULPOC/YAO/CE/XIV/RAP.PMA)
5. Stratégie pour lutter contre la désertification et l'érosion en Afrique centrale, notamment le programme pour accroître la sensibilisation des femmes aux problèmes environnementaux et à la protection de l'environnement (CEA/MULPOC/YAO/RAP.SLDE)
6. Rapport sur le commerce frontalier des produits vivriers dans certains pays du MULPOC de Yaoundé (JEFAD/AMS/94/2a(II)21)
7. Etude de marché pour accroître le commerce des produits vivriers de base (ECA/MULPOC/YAO/CE/IV/RAP.MACP)

Réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de Lusaka	Gaborone, Botswana 21-24 mars 1995	Commerce, coopération et intégration économiques régionales
---	---------------------------------------	---

Liste des documents

1. Rapport de la réunion (ECA/MULPOC/LUS/ICE/111/20/Rev.1)
2. Projet de programme multisectoriel pour la coopération et l'intégration économiques régionales dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ECA/MULPOC/LUS/ICE/III/13)
3. Evaluation des conditions socio-économiques en Afrique de l'Est et en Afrique australe dans le contexte de la promotion de la coopération et de l'intégration économiques dans la sous-région (ECA/MULPOC/LUS/ICE/III/3)
4. Impact socio-économique des programmes d'ajustement structurel (PAS) en Afrique de l'Est et en Afrique australe et perspectives pour la mise en oeuvre de stratégies de remplacement aux niveaux national et sous-régional (ECA/MULPOC/LUS/III/4)
5. Evaluation des plans de sécurité alimentaire sous-régionale en Afrique de l'Est et en Afrique australe et leçons à en tirer pour l'avenir (ECA/MULPOC/LUS/ICE/III/5)
6. Evaluation des programmes existants et identification de nouvelles possibilités pour la promotion du rôle des femmes dans le processus de développement en Afrique de l'Est et en Afrique australe (1994), (ECA/MULPOC/LUS/ICE/III/6)
7. Technologies intermédiaires rurales, leur mise au point et leur utilisation en Afrique de l'Est et en Afrique australe 1994 (ECA/MULPOC/LUS/ICE/III/8)
8. Evaluation de l'impact des politiques d'utilisation du sol sur la lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire en Afrique de l'Est et en Afrique australe (ECA/MULPOC/LUS/ICE/III/7)
9. Evaluation des insuffisances en matière de compétences dans les industries minières en Afrique de l'Est et en Afrique australe (ECA/MULPOC/LUS/21)

10. Stratégies de mise en valeur et de commercialisation des pierres précieuses en Afrique de l'Est et en Afrique australe (ECA/MULPOC/IIS/ICE/III/9)
11. Coopération en matière de développement de minéraux industriels et agricoles en Afrique de l'Est et en Afrique australe (ECA/MULPOC/LUS/22)
12. Rapport sur l'orientation future de la Commission du travail de l'Afrique australe (SALC/XV/2)

Réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de Niamey	Cotonou, Bénin 27-31 mars 1995	Commerce, coopération et intégration économiques régionales
---	-----------------------------------	---

Liste des documents

1. Rapport de la réunion (ECA/MIE/NIA/XIV/95/19)
2. Evaluation des institutions monétaires et financières en vue de promouvoir leur rôle dans la mobilisation des ressources et de l'épargne intérieures comme moyen de renforcer l'autosuffisance nationale et sous-régionale (ECA/MIE/NIA/95/XIV/12)
3. Potentialités pour le développement de l'élevage et des industries halieutiques (ECA/MIE/-NIA/95/XV/05)
4. Le développement des ressources en eau en Afrique de l'Ouest (ECA/MIE/NIA/95/XIV/06)
5. Un scénario pour la mise en oeuvre de l'étude sur l'interconnexion des réseaux électriques et le développement de l'énergie hydro-électrique en Afrique de l'Ouest (ECA/MIE/-MIA/95/XIV/11)
6. Evaluation des programmes existant dans les sous-régions sur la promotion de la femme et l'identification de nouvelles possibilités pour l'amélioration de ces programmes (ECA/MIE/NIA/95/XIV/13)
7. Scénarios pour la mise en oeuvre du plan directeur sur l'industrie pour l'Afrique de l'Ouest (ECA/MIE/NIA/95/XIV/09)
8. La mise en oeuvre du plan directeur pour lutter contre la désertification et par la conservation des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest (ECA/MIE/NIA/95/XIV/02)
9. Propositions de politiques communes pour la mise en oeuvre de programmes de sécurité alimentaire au niveau sous-régional (ECA/MIE/NIA/95/XIV/08)
10. Etude de faisabilité sur la création du Centre pour la mise en valeur des ressources minérales en Afrique de l'Ouest (ECA/MIE/NIA/95/XIV/10)
11. Evaluation des conditions économiques et sociales en Afrique de l'Ouest dans le contexte de la promotion de la coopération et de l'intégration économiques dans la sous-région (ECA/MIE/NIA/95/XIV/04/Rev.1)
12. Rapport sur le commerce transfrontalier dans certains pays du MULPOC de Niamey (JEFAD/AMS/94/2all/06)

Réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de Gisenyi	Addis-Abeba, Ethiopie 18-21 avril 1995	Commerce, coopération et intégration économiques régionales
--	---	---

Liste des documents

1. Rapport de la réunion (CEA/GSYMUL/CIE/111/23)
2. Evaluation des conditions socio-économiques dans les pays de la CEPGL dans le contexte de la promotion de l'intégration économique sous-régionale (CEA/GSY/MULPOC/REI/III/05)
3. Harmonisation des politiques agricoles dans les Etats membres de l'Organisation du bassin de la Kagera (OBK) (CEA/GSY/MULPOC/REI/III/06)
4. Technologies en vue d'accroître la production d'huiles comestibles (CEA/GSY/MULPOC/REI/III/07)
5. Potentialités minérales dans le bassin de la Kagera et besoins en transport connexes (CEA/GSY/MULPOC/REI/III/08)
6. Coopération sous-régionale entre les pays de la CEPGL et d'autres Etats riverains pour assurer la navigabilité sur les lacs Kivu et Tanganyika (CEA/GSY/MULPOC/CIE/III/10)
7. Voies secondaires dans la CEPGL à partir du port de Kisangani (CEA/GSY/MULPOC/REI/III/15)
8. Besoins en dragage des ports du Lac Kivu (CEA/GSY/MULPOC/REI/III/12)
9. Harmonisation des politiques nationales de transport dans le cadre de l'Accord sur le corridor Nord (CEA/GSY/MULPOC/REI/III/11)
10. Interconnexion des réseaux électriques de la CEPGL et de l'OBK (CEA/GSY/MULPOC/CIE/111/25)

Première session de la Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement et de son Comité d'experts	Addis-Abeba, Ethiopie 4-9 mars 1996	Lutte contre la pauvreté grâce au développement durable
--	--	---

Liste des documents

1. Rapports des réunions (E/ECA/CAMSDE/15/Rev.1, E/ECA/CAMSDE/L)
2. Politiques visant à améliorer la gestion intégrée des bassins d'alimentation en eau intégrée et la conservation des sols pour les zones arides et semi-arides afin d'assurer le développement durable dans la sous-région de l'Afrique du Nord (JEFAD/FADPPS/94/2a(v)22).
3. Promotion des ceintures vertes et restauration des écosystèmes dégradés dans certains pays sahéliens pour prévenir la désertification et l'érosion des sols (JEFAD/FADPPS/94/2a(vi)23)
4. Progrès enregistrés dans la lutte contre la pauvreté en Afrique (JEFAD/ADPS/94/26 i)25)

4. Progrès enregistrés dans la lutte contre la pauvreté en Afrique (JEFAD/ADPS/94/26 i)25)
5. Promotion d'aliments non traditionnels comme source d'alimentation durable pour les populations pauvres vulnérables (JEFAD/APISS/94/2b ii)).
6. Mesures pour assurer la conservation des forêts classées et la biodiversité avec des critères viables dans certains pays africains côtiers (JEFAD/FADPPS/94 2b)iii)/24)
7. Evaluation de la mise en oeuvre du programme Action 21 dans le cadre de la Position commune africaine (ACP) (ENV/CAMSDE/DRAFT.1)
8. Suivi de la mise en oeuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor sur la population, la famille et le développement durable (ECA/POP/TP/95/2b)5)
9. Formulation et mise en oeuvre des politiques dans le domaine des établissements humains en vue de réduire les déséquilibres entre zones rurales et zones urbaines dans les pays africains (E/ECA/HUS/77)
10. Mise en oeuvre des plans d'action contenus dans la Stratégie mondiale pour le logement jusqu'en l'an 2000 (E/ECA/HUS/66)
11. Directives pour un examen approfondi des progrès enregistrés dans la mise en oeuvre du programme Action 21 en Afrique (E/ECA/CAMSDE 1/95/10)
12. Evaluation critique des politiques visant à lutter contre la pauvreté (JAFAD/94/2D(1)26)
13. Progrès enregistrés dans la lutte contre la pauvreté en Afrique [AGRIC/FADPPS/95/2bi 25 Rev.1]
14. Promotion des aliments non traditionnels comme source d'alimentation durable pour les populations pauvres vulnérables (E/ECA/CAMSDE/CE/8)

Première session de la Conférence des ministres africains responsables du développement humain et de son Comité d'experts	Addis-Abeba, Ethiopie 17-21 janvier 1994	Mise en valeur des ressources humaines et transformation sociale
---	---	--

Liste des documents

1. Rapport de la réunion (ECA/PHSD/CM/94/6)
2. La réorientation des programmes d'enseignement pour faire face aux nouveaux défis de développement et à l'éducation pour la paix (ECA/PHSD/HRP/94/2 a))
3. Mesures et pratiques pour la coordination, la collaboration et l'amélioration concernant la production de matériels didactiques dans les pays africains (ECA/PHSD/HRP/94/2/2 a))
4. Etat de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines en Afrique à soumettre au Comité ministériel de suivi des Quinze de la Conférence des ministres responsables du développement humain (ECA/PHSD/HRP/94/12(2a))

6. Le secteur non structuré : Création d'un environnement favorable [ECA/PHSD/HRP/94/13/4d]
7. Innovation technique, développement de l'entreprise et financement dans le secteur non structuré [ECA/PHSD/HRP/94/5(4b)(a)]
8. Mobilisation et gestion des ressources pour les organisations populaires et les ONG (PDTM No.2)
9. Développement humain en Afrique (E/ECA/PHSD/94/18)
10. Organisation et développement pour les organisations populaires et les ONG (PDTM No.1)

Première réunion du Comité de suivi ministériel des Quinze de la Conférence des ministres africains responsables du développement humain	Addis-Abeba, Ethiopie 13-16 novembre 1995	Mise en valeur des ressources humaines et transformation sociale
--	--	--

Liste des documents

1. Rapport de la première réunion du Comité de suivi ministériel des quinze de la Conférence des ministres africains responsables du développement humain [E/ECA/PHSD/WFC/95/7/2(b)]
2. Rapport du Comité de suivi ministériel des quinze de la Conférence des ministres africains responsables du développement humain (E/ECA/PHSD/MFC/95/7/WP.1)

Première réunion de la Conférence des ministres africains responsables de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales et de l'énergie	Accra, Ghana 14-23 novembre 1995	Mise en valeur des ressources naturelles et de l'énergie
--	-------------------------------------	--

Liste des documents

1. Rapport de la réunion (ECA/NRD/RC/DUMRE/MIN/6)
2. Examen des progrès réalisés dans l'application des recommandations de la cinquième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique et des principaux événements survenus dans le secteur des minéraux africain (ECA/NRD/RC/DUMRE/4)
3. Performance de industries minérales africaines au début des années 90 (ECA/NRD/RC/DUMRE/5)
4. Politiques et stratégies tendant à améliorer la performance des industries extractives africaines (depuis les années 80) (ECA/NRD/RC/DUMRE/6)
5. Programmes pour une plus grande contribution des ressources minérales au développement socio-économique de l'Afrique à l'horizon 2010 (ECA/NRD/RC/DUMRE/7)
6. Privatisation et déréglementation dans le secteur de l'énergie en Afrique - perspectives et problèmes (ECA/NRD/RC/DUMRE/8)

6. Privatisation et déréglementation dans le secteur de l'énergie en Afrique - perspectives et problèmes (ECA/NRD/RC/DUMRE/8)
7. Viabilité de l'exploitation de l'énergie photovoltaïque pour l'électrification des zones rurales en Afrique (ECA/NRD/RC/DUMRE/9)
8. Politiques et stratégies en matière d'énergie en Afrique (ECA/NRD/RC/DUMRE/10)
9. Viabilité économique de la fabrication de turbines et de générateurs pour les municentrales hydroélectriques en Afrique (ECA/NRD/RC/DUMRE/11)
10. Evolution survenue dans le secteur de l'énergie en Afrique dans les années 90 (ECA/NRD/RC/DUMRE/12)
11. Energie aux fins de la lutte contre la pauvreté et d'un développement agricole et rural durable en Afrique (ECA/NRD/RC/DUMRE/13)

Réunions de la Conférence des ministres africains chargés des transports et des communications et de son Comité d'experts	Grand Bay, Maurice 7-9 septembre 1994 Addis-Abeba, Ethiopie 13-21 mars 1995	Transformation infrastructurelles et structurelles
---	--	--

Liste des documents

1. Rapports des réunions (E/ECA/TCTD/94-92), (E/ECA/TCD/MIN/95-100)
2. Progress reports on the implementation of human resources and institutional development, database and the Trans-African Highway and the Yamoussoukro Declaration on the New African Air Transport Policy (TRANS/EXP/94-05)
3. Rapport sur le développement des ressources humaines et le renforcement des institutions [TRANS/EXP/95-07(c)]
4. Rapport sur le programme de base de données sur les transports [TRANS/EXP/95-07(a)&(d)]
5. Evaluation de l'UNTACDA II (TRANSCOM/951)
6. Rapport de la réunion spéciale de la Conférence des ministres chargés des transports et des communications [TRANS/EXP/95-07(b)]
7. Rapport intérimaire sur la mise en oeuvre de l'UNTACDA II (TRANS/IACC/94/05)
8. Rapport annuel sur l'UNTACDA II/1994 & 1995 (TRANSCOM/944), (TRANSCOM/1018)
9. Programme d'action de l'UNTACDA II pour 1995-1997 (TRANS/IACC/95-05/REV.1)
10. Cadre juridique intégrant la Déclaration de Yamoussoukro relatif à une nouvelle politique aéronautique africaine et les méthodes de sa mise en oeuvre (TRANSCOM/1011)

Douzième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie	Gaborone, Botswana 28 mai - 8 juin 1995	Transformation infrastructurelles et structurelles
--	--	--

Liste des documents

1. Rapport de la réunion (CAMI.12/13)
2. Rapport sur la création d'un réseau régional africain sur les produits agrochimiques et les machines agricoles [CAMI.12/6(b)ICE/95/6(b)]
3. Rapport sur la stratégie régionale d'implantation rationnelle des industries dans le contexte du Traité d'Abuja [CAMI.12/6(a)ICE/95/6(a)]
4. Rapport intérimaire d'exécution du programme de la deuxième DDIA [CAMI.12/5(b)Rev.1, ICE/95/5(b)Rev.1]
5. Participation du secteur privé à l'exécution du programme de la deuxième DDIA (CAMI.12/7/ICE/95/7)
6. Mise en valeur des ressources humaines pour l'industrialisation de l'Afrique (CAMI.12/9 ICE/95/9)
7. Mobilisation des ressources financières pour l'exécution du programme de la deuxième DDIA (CAMI.D12/8 ICE/95/8)

Réunion de la Conférence régionale africaine sur la science et la technologie	Addis-Abeba, Ethiopie 6-10 novembre 1995	Transformation infrastructurelles et structurelles
---	---	--

Liste des documents

1. Rapport de la réunion (ECA/NRD/S&T/ARCST/1)
2. Implementation of the science and technology protocol of the African Economic Community (ECA/NRD/STS/2(a)/Malawi/94e)
3. Development of appropriate science and technology indicators for Africa (NRD/STS/ARCST/-1/5.C/PUB/4/95)

Cinquième conférence régionale africaine sur les femmes	Dakar, Sénégal 16-23 novembre 1994	Les femmes et le développement
---	---------------------------------------	-----------------------------------

Liste des documents

1. Rapport de la réunion (E/ECA/ACW/RC.V/CM/4)
2. La femme africaine aujourd'hui : évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre des Stratégies prospectives de Nairobi (E/ECA/ACW/RC.V/EXP/WP.1)

3. Emancipation politique des femmes (E/ECA/ACW/RC.V/EXP/WP.4) et (E/ECA/ACW/RC.V/EXP/WP.4A)
4. Droits de la femme : une question essentielle d'équité et de développement durable avec des exemples provenant d'Afrique (E/ECA/ACW/RC.V/EXP/WP.3A)
5. Les femmes, l'environnement et le développement durable (E/ECA/ACW/RC.V/EXP/WP.5)
6. Plate-forme d'action africaine (ECA/ACW/RC.V/CM/3)
7. National machineries and emerging women's organizations (E/ECA/ACW/RC.V/EXP/WP.4C)

Réunions du Comité régional de coordination pour l'intégration de la femme au développement	Addis-Abeba, Ethiopie 20-22 avril 1994 20-22 avril 1995	Les femmes et le développement
---	---	--------------------------------

Liste des documents

1. Rapports des réunions (E/ECA/ACW/ARC.XV/94/10), (E/ECA/ACW/ARC.XVI/95/9)
2. Issues on women in development (E/ECA/ACW/ARC.XVI/94/10, annexe), (E/ECA/ACW/ARC.XVI/95/9, annexe)